

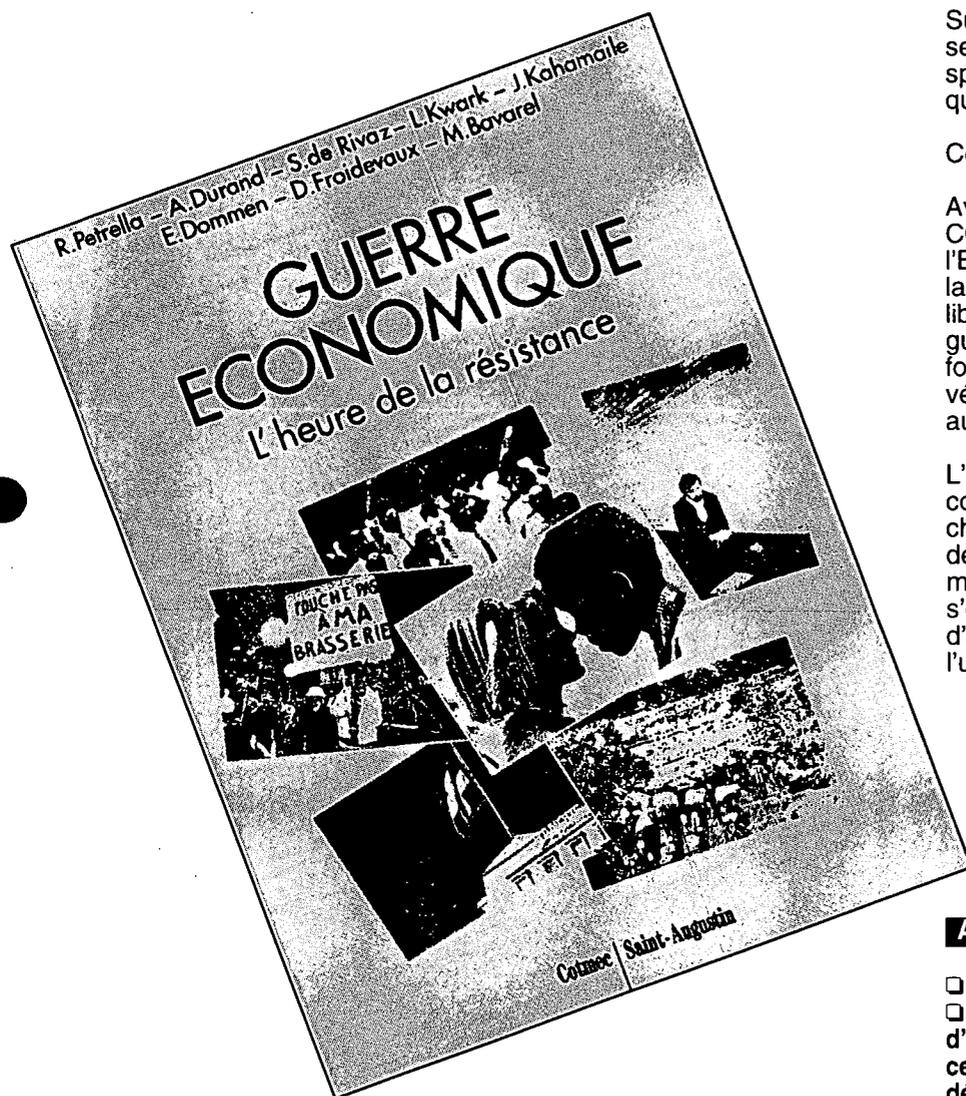
Voir au verso
Rencontre avec
Riccardo PETRELLA

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Profitez de la
souscription !
Frs: 20.-, jusqu'au
15 février 97

GUERRE ÉCONOMIQUE

L'heure de la résistance



Suppressions d'emplois par milliers, creusement des inégalités, emballement de la spéculation financière... Une fatalité à laquelle il faut s'habituer?

Ce livre dit simplement: non!

Avec le concours de spécialistes, la COTMEC (Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique) analyse les causes de la crise actuelle, résultat d'un néo-libéralisme agressif qui conçoit la guerre économique comme un fonctionnement normal. Au prix d'un véritable « apartheid social », au Nord comme au Sud.

L'heure est à la résistance, afin de construire une nouvelle citoyenneté à l'échelle de la planète. Cette résistance est déjà à l'oeuvre, comme le montrent les témoignages rassemblés dans ce livre. Elle s'ouvre sur des « pistes d'action » invitant le lecteur à emprunter l'un ou l'autre chemin de libération.

Ce livre s'inscrit dans le cadre des campagnes contre l'exclusion de l'Action de carême et de Pain pour le prochain, deux organismes d'entraide des Eglises de Suisse.

Au verso:

- Coup d'oeil sur le sommaire de ce livre
- Un bulletin de commande à transmettre à d'autres si vous nous avez déjà retourné celui qui était annexé au cotmec-info de décembre.
- ET QUELQUES DATES A NOTER DANS VOS AGENDAS

En librairie dès février / Prix: 22.50 (168 pages)

A vos agendas

Rencontre
avec

Riccardo PETRELLA

L'un des auteurs marquants de «Guerre économique, L'heure de la résistance...» sera à Genève le **LUNDI 17 FEVRIER - 20H00** au Centre Saint-Boniface Av. du Mail, 14 bis, Grande salle

Dans le cadre des entretiens publics organisés par Le Courrier et Le Centre culturel Saint-Boniface sur le thème:

A la recherche d'un revenu social:

L'ALLOCATION UNIVERSELLE?

Riccardo PETRELLA est Président du Groupe de Lisbonne Docteur en Sciences Politiques et Sociales et Professeur à l'Université Catholique de Louvain

Dans le cadre de la campagne oecuménique de carême **CONCERT DE CHANT AVEC LA CHORALE D'ALEXANDRA**, Johannesburg. Plus de détails dans notre numéro de février. Lieu et date: Studio Ansermet, Maison de la radio, Bd Carl Vogt (Genève), le samedi 8 mars à 20h30', entrée Frs 15.- AVS, Chômeurs, collégiens, 8.-

I. COMMEMORATION

A l'occasion de son 40^{ème} anniversaire, EIRENE, service chrétien international pour la paix, organise une journée de commémoration le **18 février 1997 à partir de 16 h au Conseil Oecuménique des Eglises (COE)** 150 route de Ferney. Au Programme: Interviews, allocutions, témoignages et débat suivis d'une Célébration à 19h. A 20h, dîner.

En marge de cette commémoration, une exposition intitulée "La vie en marge du désert" et destinée à apporter plus d'informations sur les moeurs et la culture des Touaregs sera organisée en collaboration avec les organisations GVOM (Groupe volontaires outre-mer) et FSF (Frères sans frontières). Vous pouvez la visiter au COE du 10 au 21 Février ou à l'Université de Genève (Uni Dufour) 24 rue du général Dufour, du 24 février au 8 mars.

Renseignements: Justin KAHAMAILE
Tél. 022/ 344.12.55 , 022/ 329 26 81

II. RENCONTRE AVEC DES ZAPATISTES DU CHIAPAS

Nelly Palomo, membre d'une coopérative des femmes au chiapas
Margarita Gutierrez, conseillère de l'EZLN sur les droits et la culture indigène

Marco Antonio Velasquez, représentant officiel du Front zapatiste de libération nationale.
- Lausanne, centre universitaire catholique (CUC) 31 Bd. de Grancy, lundi 3 février à 20h
- Genève, université de Genève, Uni Mail, auditoire L. Solari - Salle 0290, Bd Carl Vogt, 102, mardi 4 février à 20h 30'.
Organisation: Comité de soutien au Chiapas, Lausanne
Comité viva Zapata de Genève

III. CYCLES D'ENTRETIENS PUBLICS

A la recherche d'un revenu social:
"L'ALLOCATION UNIVERSELLE?"

Intervenants:

Jeudi 6 février: Guy-Olivier Segond
Lundi 17 février: Riccardo Petrella
Jeudi 20 mars: Guy Standing (sous réserve) ou Jacques Neiryck
Jeudi 24 Avril: Pierre Gilliland
Jeudi 29 Mai: Sandro Cattacin
Jeudi 19 Juin: Jacques Neiryck ou Guy Standing
Heure: 20h

Lieu des rencontres: Centre culturel saint Boniface, plaine de plainpalais, av. du mail 14 bis.
Organisation: "Le Courrier" et le Centre culturel saint-Boniface

IV. "UNE REFLEXION ETHIQUE: RECHERCHES DE FONDS ET PARTENARIAT FINANCIER DANS LES ASSOCIATIONS"

Séminaire organisé par la BAS (Banque alternative suisse) Lausanne, Centre universitaire catholique (CUC), Bd de Grancy 31
6 février à 13h30'
Contact:
Association romande pour la promotion de la banque alternative,
Tél. 021/ 311 72 93

GUERRE ECONOMIQUE, L'HEURE DE LA RESISTANCE

Coup d'oeil sur le sommaire

Cotmec / Saint-Augustin

I Globalisation

La nouvelle donne du maldéveloppement

II Horizons

Quelques voix du Sud

Afrique - La mondialisation à son paroxysme. Asie - Quand un dragon se met à douter. Amérique latine - «Globalisés» depuis 5 siècles. Amérique latine - Une globalisation par le bas.

III Résistance

Déboulonner l'idole du Marché Tout-Puissant

On demande des athées. Le pauvre opprimé, c'est le Christ opprimé

IV La finance autrement

L'argent au pouvoir, le pouvoir de l'argent

«Montrez-moi votre carte bancaire!». Faire mieux avec l'argent trompeur. Au secours! Les religieuses se lancent dans la finance... Passer les entreprises au scanner. Ma caisse de pension et mon argent. Dans la jungle des placements «éthiques».

Agir: pour une nouvelle citoyenneté

L'essentiel, c'est la relation

Hors-textes: La coupe de champagne. Le cri de la terre. Questions brûlantes aux chrétiens
Bibliographie.

GUERRE ECONOMIQUE, L'HEURE DE LA RESISTANCE / EDITIONS ST-AUGUSTIN

Commandes en SOUSCRIPTION (Frs. 20.-)

Nombre d'exemplaires:

Nom:

Prénom:

Rue et N°:

Numéro postal et lieu:

Bulletin de commande à retourner à notre secrétariat:
COTMEC-Livres. 16, Bd. du Pont-d'Arve / CH-1205 Genève

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

JAB
1231 Conches

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -

Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

EIRENE

service chrétien international pour la paix, fête ses 40 ans

Février 1957, le Dr. Visser't Hooft, secrétaire général du Conseil Oecuménique des Eglises (COE), effectue une visite en Algérie en proie à la guerre. A son retour il témoigne. Bouleversé par ce qu'il a vu, il invite le comité des Eglises historiques de la paix (Quaker, Mennonite, Brethren) ainsi que le Mouvement international pour la paix et la réconciliation entre les peuples (IFOR) à créer un service chrétien pour la paix. Son rôle: porter un témoignage fraternel et initier des actions crédibles de réconciliation dans des communautés déchirées par la guerre ou par les autres formes de violence. Eirene est ainsi créé (Eirene signifie "paix" en grec). Que de chemin parcouru depuis! De l'Afrique des indépendances à l'Amérique latine des résistances en passant par les luttes contre l'exclusion en Europe et en

Amérique, Eirene a été de tous les combats. Toujours là, manifestant sa solidarité envers les plus défavorisés, dans l'esprit non-violent.

Son action privilégie les rapports humains, la rencontre des cultures. C'est fort de cet esprit qu'il a développé le programme d'envoi de volontaires dans les différents projets de développement au Sud. Eirene a une vision large de la justice aussi. L'accroissement de la pauvreté au Nord, la marginalisation des couches de plus en plus importantes de la population l'a conduit à développer le programme Nord. Le 18 Février, jour de la commémoration du 40ième anniversaire, le président d'Eirene, dans son mot d'introduction, a souligné que le monde traversait une période qui ressemble fort à celle qui a conduit à la création d'Ei-

rene. Aussi a-t-il appelé à l'engagement renouvelé du mouvement. Comment, aujourd'hui, inscrire son action dans un contexte qui présente de nouveaux enjeux tout en restant fidèle à l'esprit d'origine? Comment mieux témoigner dans un monde à la fois uni et éclaté, où tout se fond et se confond? voilà les défis lancés au mouvement Eirene. Saura-t-il les relever? Ses membres l'espèrent et le souhaitent.

40 ans marquent le mi-parcours dans la vie d'un individu, l'âge adulte confirmé. Pour une association, c'est l'heure de la rentabilisation d'une expérience attestée. Une expérience qui, pour Eirene, est fruit d'un engagement solide et constant pour la justice. ■

Justin Kahamaile.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

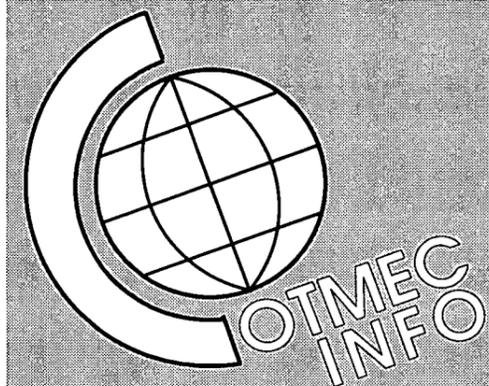
Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1
Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier
Les droits de Balasuriya
n'ont pas été respectés

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique Parenthèses

Mondialisation, village planétaire, éthique universelle: autant de concepts à la mode que nous manions et triturons à plaisir! Au moins depuis ici. Il est vrai que des compagnies suisses gèrent leurs entreprises à partir des Indes et engagent des japonaises comme hôtesse de l'air. L'Eglise ne détonne pas dans ce concert. Un Zaïrois bon teint présidait la messe de minuit dans le village de mes parents, tandis que, presque à la même heure, j'officiais sous les tropiques, en Afrique centrale.

J'applaudis à ces heureuses convergences. Mais, malgré tout, je reste sur ma faim. Je suis de plus en plus convaincu que les mêmes problèmes sont vécus là-bas autrement qu'ici. Au sortir d'un avion transcontinental, il faut savoir fermer une parenthèse, pour en ouvrir une nouvelle. Je savais déjà qu'il ne fallait pas comparer l'incomparable. J'apprends maintenant qu'il est difficile de construire entre des mondes différents des ponts et même des passerelles. Un exemple suffira. Sevré pendant un mois de toute information européenne, je n'entendais parler en Afrique que de colonnes de réfugiés, évoluant entre vie et mort par centaines de milliers. Dès mon arrivée à Bintrin, tous les médias se mobilisaient pour alerter l'opinion sur le sort d'un aventurier perdu dans une mer australe. Un homme vaut un univers, d'accord! Mais la vie humaine aurait-elle moins de prix sous les tropiques? Vérité en deçà, erreur au delà! Les mêmes notes n'ont donc pas partout la même résonance. Justice, démocratie, liberté d'expression, autant d'acquis, hérités de «notre» révolution, mais qui s'inculturent assez étrangement sous d'autres cieux.

Alors, faut-il laisser tomber les bras et se réfugier dans nos différences? Non. Rouge est le sang des Noirs, tout comme celui qui coule dans nos veines de Blancs. Quant aux pleurs d'un enfant, ils délivrent sous toutes les latitudes le même signal de détresse. Un homme reste un homme. En dépit des apparences, je veux donc croire à l'universelle fraternité et je considère le monde entier comme ma patrie.

N'est-ce pas là le secret d'un oecuménisme bien compris? Le même évangile ne traverse pas seulement les religions chrétiennes; il fait le lien entre tous les enfants de Dieu. ■

Guy Musy

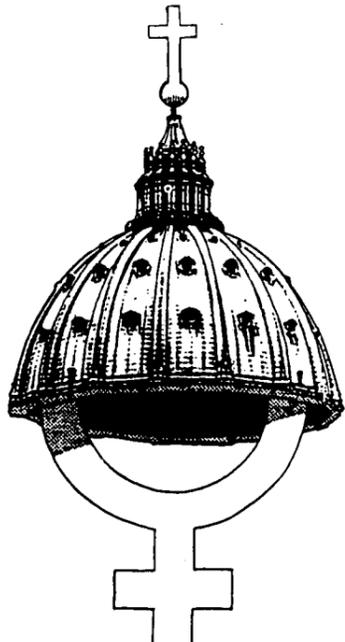
Soutien au Père Balasuriya

Début janvier, le service de presse du Vatican annonçait publiquement l'excommunication à effet immédiat du père Tissa Balasuriya, religieux sri lankais. Depuis Vatican II, c'est la toute première fois qu'une telle mesure, d'une extrême gravité, est prise à l'encontre d'un théologien. Motif officiellement notifié par le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi: le père Balasuriya «a dévié de l'intégrité de la foi catholique et, donc, ne peut plus être considéré comme un théologien catholique». Seul le dernier livre du théologien sri lankais, *Mary and Human liberation*, semble être en cause. Un livre qui, selon le journal *Le Monde*, «défend des thèses proches de la théologie féministe et de la théologie de la libération».

Il est trop tôt pour se prononcer sur le contenu d'un ouvrage qui n'a été que peu diffusé et n'est actuellement pas disponible. Les théologiens que nous avons consultés à ce propos respectent un élémentaire principe de prudence mais revendiquent que les thèses du père Balasuriya puissent faire l'objet d'un débat avant d'être mises au pilori par Rome. Ils soulèvent également des questions sur la manière dont la procédure d'excommunication a été menée, comme nous l'explique Alain Durand dans notre mini-dossier (page 3). Nous connaissons et apprécions les engagements du Père Balasuriya en faveur de la justice, du dialogue des cultures et des religions. Ses activités, dans un pays en pleine guerre civile, ne sont pas sans risques. Comment accepter que l'on expose ainsi davantage un homme par une mesure excluante qui sera perçue, sans subtilités théologiques, comme infamante?

C'est le respect des droits humains dans notre Eglise qui est une nouvelle fois en jeu. A l'unanimité, les membres de la COTMEC ont estimé qu'ils se devaient de soutenir une pétition réclamant que «le père Balasuriya ait droit à un procès équitable, conforme au Droit Canon». Avec tous les signataires de cette pétition, nous nous engageons à suivre de près l'évolution de son dossier. ■

Dominique Froidevaux



Exposition à l'occasion des 40 ans d'Eirene La vie en marge du désert

Cette commémoration est accompagnée d'une exposition intitulée «La vie en marge du désert». Au coeur de celle-ci, une tente touareg autour de laquelle sont présentés divers objets qui composent la vie quotidienne des Touaregs. Cette exposition, présentée d'abord dans le hall du COE sera: - à l'Université de Genève (UNI Dufour, 24, rue du Général Dufour) du 24 février au 10 mars; - à la Mairie de Neuchâtel, du 18 au 30 mars. Elle est organisée en collaboration avec GVOM et FSF. Le 1er mars de 10h00 à 18h00, les membres des trois mouvements assureront une permanence et répondront aux questions des visiteurs. Retenez la date et venez déguster avec eux le «Thé du Sahel»
Contact: Justin Kahamaile, Tél 022 344.12.55, 022 329 26 81.

LA VIE EN MARGE DU DESERT

MIEUX CONNAÎTRE LES TOUAREGS

EXPOSITION
Authentique tente Touareg, objets usuels
Parures et accessoires



A vos agendas

Let's go fair
Exercer un contrôle citoyen sur les entreprises est une des pistes d'action proposée dans le livre "Guerre économique" que nos lecteurs commencent à bien connaître. Une campagne internationale est menée actuellement à propos des articles de sport afin d'aider les travailleurs des entreprises concernées dans leur lutte pour de meilleures conditions de travail et pour tenter d'éradiquer le travail des enfants dans ce domaine. En Suisse, la Déclaration de Berne et Terre des Hommes mènent une action concentrée sur les chaussures de sport «Pour des baskets produites dans la dignité». Nous appuyons leur travail. Vous trouverez plus de détails dans notre prochain numéro. Pour tout renseignement: Tél. 021 624 54 17

Conférences:
Genève,
Jeudi 6 mars 1997, 20h15
Uni-Mail, salle 0080
PARADIS FISCAUX ET MALDEVELOPPEMENT
avec C. de Brie (Monde diplomatique), C. Demole (Banque Pictet), F. Rochat (CETIM), D. Von der Weid (Antenna Internationale)

Genève,
Mercredi 12 mars, 20h00
Ste Jeanne - 3, av d'Aire
LA BOURSE POUR LA VIE
avec Jean-Claude HUOT
secr. national de Justice & Paix

Neuchâtel,
Mercredi 19 mars, 20h00
Salle du Faubourg (Fbg de l'Hôpital 65)
GUERRE ÉCONOMIQUE...
présentation du livre de la COTMEC avec J. Kahamaile et D. Froidevaux

En concert à Genève: la chorale d'Alexandra (Afrique du Sud)



La bourse ou la vie...

Les emplois sont supprimés par milliers, la spéculation atteint des proportions démentielles, les inégalités se creusent. L'économie n'est, à l'évidence, pas au service de la vie, mais engendre la mort.

La campagne oecuménique de carême entend nous faire passer de la mort à la vie. Ce parcours pascal est centré cette année sur la réalité économique.

... La bourse pour la vie

Comme chaque année, le dossier d'Action de Carême et Pain pour le Prochain est remarquable. Il offre un calendrier, des réflexions, des prières, des actions concrètes, des méditations, des propositions liturgiques... pensées pour les chrétiens de tous âges.

«Quel commerce pour quelle justice?»

Dans ce cadre, relevons l'exposition originale montée par les jeunes de l'ACEG (Association pour le commerce équitable de Genève).

Le visiteur y entre comme dans un magasin et choisit ses produits. En se reportant aux panneaux correspondants, il prend conscience des conséquences de ses choix pour les pays producteurs.

Ainsi l'on découvre que, par notre consommation quotidienne, l'on contribue à façonner le monde et qu'il tient à nous de placer la justice, la solidarité, la dignité de la personne humaine et le respect de l'environnement au sommet de notre échelle de valeurs. ■

Roland Pasquier

Chanter à Babylone

Alexandra: Un faubourg africain avec ses rues défoncées et nau-séabondes, les taudis envahissants de ses arrière-cours, sa violence endémique... Une township étalant ses toits de tôle rouillée et la fumée de ses braseros sur la pente d'une colline progressivement phagocytée par les riches quartiers blancs de Johannesburg, l'arrogante Babylone minière et industrielle sud-africaine. Durant les sombres années de l'apartheid, on avait condamné Alexandra à la démolition, comme d'autres cités noires fameuses du pays. Un bon quart des résidences d'«Alex» avaient déjà été éliminées dans les années 70 - avec les précieux titres de propriété de leurs occupants originaux - pour faire place à de froids dortoirs-prisons réservés aux migrants célibataires. Comment survivre au coeur d'une métropole sans états d'âme pour son prolétariat noir? Comment lutter contre la tentation de «prendre les cithares» (Psaume 137) aux gratte-ciel du voisinage? Les habitants du faubourg ont résisté d'année en année, pour émerger finalement dans l'ère Mandela, désormais citoyens et citoyennes à part entière de la nation arc-en-ciel.

Des résistants non résignés

C'est dans ce contexte que depuis trente ans, la chorale paroissiale d'Alexandra, attendue en Suisse au début de mars, a choisi de s'affirmer en chantant (notamment le Psaume 137 qui figure à son répertoire!), plutôt que de se résigner à la paupérisation croissante de son milieu. Ce chœur enthousiaste s'est maintenu et développé, accompagnant les cultes dominicaux, animant les fêtes de mariage et les veillées communautaires, participant à des concours de chœurs. Dans une lettre qui

présente la chorale, la directrice Mme Maria Hlekane précise que ses choristes ont de 22 à 57 ans! Elle aurait pu ajouter qu'ils forment un heureux mélange de professions et de conditions sociales, de l'enseignant du secondaire à la femme de ménage... Au plus fort de conflits récents et destructeurs entre migrants et résidents de vieille date à Alexandra, la communauté a vu son temple partir en flammes, apparemment à la suite d'un court-circuit, alors qu'elle venait d'offrir le refuge de sa salle de paroisse à des familles entières de réfugiés internes. Qu'à cela ne tienne: on célébrera le culte et on y chantera à ciel ouvert, plutôt que de déplacer les déplacés... Le temple est d'ailleurs reconstruit aujourd'hui, aux frais des paroissiens et grâce à l'apport d'un don généreux de presbytériens des USA.

Un répertoire oecuménique et pluriculturel

Il comprend des cantiques d'origine huguenote ou anglo-saxonne, souvent africanisés dans leur harmonisation et leurs rythmes; des refrains traditionnels en Zulu, Xhosa ou Sotho; des compositions originales de Daniel C. Marivate, le regretté chantre des Vatsonga; quelques mélodies aussi sur des textes humoristiques. L'accent dominant de ce répertoire éclectique demeure toutefois la célébration, le témoignage, l'expression d'une foi et d'une espérance qui ne cachent pas leur inspiration biblique.

Mission et échange

Les représentants d'une paroisse africaine ont donc désiré visiter nos congrégations et leur présenter, par le chant *a cappella*, une manière de traduire, de proclamer et de transmettre l'Evangile aux portes de Babylone... de leur

Babylone et des nôtres. Il ne s'agit donc pas d'exotisme africain ni de tournée musicale à sonorisation compliquée, de concert élitiste. Mais bien d'un échange entre croyants, pour illustrer le potentiel étonnant fertile des relations au sein de la communauté chrétienne. Des adultes et des jeunes viennent dresser parmi nous des signes de l'Eglise universelle et de sa mission, dans toute leur diversité. A nous de répondre en nous exposant à cette musique-témoignage, en appréciant sa fraîcheur, en rencontrant les choristes, et en trouvant de la joie... pour répondre un jour peut-être par la visite d'un chœur d'Eglise romand à Alexandra. En mission-échange!

Théo Schneider

Concert de la Chorale d'Alexandra à Genève, samedi 8 mars, 20h30, Studio Ernest Ansermet (Maison de la radio, Bd Carl Vogt)

Demandez le programme

Le programme complet des rencontres de la campagne oecuménique de carême en Suisse romande peut être obtenu au tél. 021 617 88 81

Ne manquez pas les représentations du Bazar-Théâtre: DES JEUNES DU XXe SIÈCLE PARLENT DE L'EXCLUSION A D'AUTRES JEUNES DU XXe SIÈCLE. Une expérience originale de Théâtre-action menée par Marion Held. Renseignements: tél. 021 948 85 28

«Guerre économique, l'heure de la résistance» Un succès!

Ce livre est déjà en réimpression une quinzaine de jours après son lancement: le premier tirage s'élevait à 2000 exemplaires. La souscription est terminée. Merci, désormais, de commander ce livre en librairie (Editions St-Augustin). C'est plus équitable et cela permet de faire connaître ce document à un large public! L'ouvrage de la COTMEC est un outil pour accompagner la réflexion des campagnes de carême jusqu'en l'an 2000.



Les droits du Père Balasuriya n'ont pas été respectés!

Alain Durand, théologien et responsable de l'agence d'information DIAL était aux Philippines en décembre 1996 - janvier 1997, pour la réunion de l'Association Oecuménique des Théologiens du Tiers Monde (AOTTM). Il a pu rencontrer le père Balasuriya au moment où l'on évoquait déjà son excommunication et prendre connaissance des réactions de nombreux théologiens du Sud. Nous lui avons demandé son point de vue sur l'affaire.

Le père Tissa Balasuriya, théologien sri lankais, vient de faire l'objet d'une mesure d'une extrême gravité puisqu'il s'agit d'excommunication. Il n'est pas ici question de discuter de la théologie du P. Balasuriya, mais de s'interroger d'abord et avant tout sur la procédure mise en oeuvre, révélatrice du fonctionnement scandaleux («malheur à celui par qui le scandale arrive») de la Congrégation pour la doctrine de la foi. Voici quelques points qui méritent d'être soulevés.

1) Les droits de la défense, selon toutes les informations dont je dispose actuellement n'ont pas été totalement respectés: il convient de souligner, une fois de plus, qu'une institution qui agit sur les mêmes personnes en rôles d'accusateurs, de témoins, de juges et d'exécuteurs de la sentence, ne peut pas fonctionner dans le respect des droits de l'accusé. Ce qui est vrai pour la société civile l'est aussi pour l'Eglise.

2) L'épiscopat local, à savoir la Conférence catholique des évêques du Sri Lanka, s'est vu retirer le dossier. Dans une lettre en date du 14 mai 1996 adressée au P. Balasuriya, l'archevêque de Colombo, alors qu'il s'apprêtait à soumettre à la Conférence des évêques du Sri Lanka une proposition émanant du théologien, écrit: «J'ai reçu à présent une lettre personnelle de cette même Congrégation dans laquelle il est déclaré que l'instance compétente dans le cas particulier de votre livre appartient exclusivement à ce dicastère particulier.» Au nom de quoi, au nom de quelle ecclésiologie, une congrégation romaine décide-t-elle de mettre un terme à la responsabilité qu'un

épiscopat local détient, en vertu même de sa fonction (et non en vertu d'une délégation), en matière d'enseignement de la foi?

3) Une profession de foi spécialement rédigée à son intention a été soumise au P. Tissa. Au nom de quoi a-t-on le droit d'exiger des croyants qu'ils adhèrent à des professions de foi rédigées *ad hominem*? N'est-ce pas contradictoire avec l'idée même d'une communion fondée sur une foi commune?

4) Sans entrer dans le débat proprement théologique, il est aisé de constater que plusieurs affirmations reprochées au P. Balasuriya sont soutenues par de nombreux théologiens qui n'ont jamais été excommuniés: je pense particulièrement à certains propos concernant le péché originel (si l'on en croit la profession de foi soumise au P. Balasuriya, il serait «de foi» de croire que le péché originel se répand par «propagation» et non par «imitation»), l'interprétation de la virginité de Marie, la question de l'ordination des femmes, etc. Si le P. Balasuriya a été frappé, n'est-ce pas pour faire un exemple au coeur même de l'Asie? Rome a voulu donner un coup d'arrêt à une tendance de plus en plus répandue dans les Eglises d'Asie, jugées trop critiques à l'égard des catégories occidentales de la théologie (considérée comme catégories universelles par Rome), trop ouvertes aux religions non chrétiennes et tombant dans un «relativisme religieux» qui est devenu la bête noire du cardinal Ratzinger. Ne fallait-il pas, comme l'ont déjà écrit d'autres théologiens asiatiques solidaires du P. Balasuriya, faire une victime dans cette région insuffisamment soumise du Tiers Monde?

5) Cette décision nuit gravement à l'oecuménisme. Au cours de l'Assemblée oecuménique des théologiens du tiers monde, qui s'est tenue aux Philippines au mois de décembre 1996, le P. Balasuriya a fait état de la menace imminente qui pesait sur lui. Au terme du débat, un théologien et bibliste argentin protestant, Nestor Oscar Miguez, a déclaré, après avoir rappelé, non sans ironie, l'esprit d'ouverture de l'encyclique de Jean-Paul II sur l'oecuménisme: «Je n'ai aucune envie de faire partie d'une Eglise dont je pourrais être

Dessin tiré de la revue de théologie féministe asiatique «In God's Image».



chassé quelques jours après de la même façon que le P. Tissa.» Je terminerai en citant une théologienne mexicaine, Elsa Tamez, recteur du Séminaire biblique latino-américain de Costa Rica, présente elle aussi à Manille, qui déclarait il y a peu: «Je suis libre parce que je ne suis pas catholique.»

Combien de temps devons-nous attendre encore l'alliance de l'Eglise catholique, de la foi et de la liberté?

Alain Durand

Pétition de soutien

Le Père Balasuriya entend bien se défendre, au sein de l'Eglise catholique, en s'appuyant sur le Droit canon. L'Association oecuménique des théologiens du Tiers Monde et l'International Forum of religious for global solidarity ont proposé de le soutenir en adressant la pétition suivante au pape Jean-Paul II. Les membres de la COTMEC ont décidé à l'unanimité de signer ce texte:

A sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, Cité du Vatican, Rome

Très Saint Père,

Votre Sainteté a toujours appelé au respect des droits humains, de la vérité et de la justice. Nous en appelons à vous afin qu'il y ait un procès équitable, conforme au Droit Canon, dans le cas du livre du Fr Tissa Balasuriya O.M.I. «Marie et la libération humaine» et de l'excommunication dont il est l'objet.

Respectueusement. (+ Signature)

Texte à renvoyer à Center for Society & Religion 281 Deans Rd Colombo 10 (Sri Lanka)

Par fax: 94-1 68 20 64.

Critique majeure de Rome à l'encontre du Père Balasuriya, de la congrégation des Oblats de Marie Immaculée (OMI): celui-ci aurait nié le dogme marial dans son dernier livre. La réponse du Père Balasuriya:

«L'on s'est arrêté à des bouts de phrases de mon livre. Une tradition catholique a déformé l'image de Marie. Elle en a fait tantôt une arme offensive: c'est Marie des Victoires au nom de laquelle le sang a coulé; tantôt un personnage humble, obéissant, qui subit, et c'est une image asservissant les femmes. J'ai cherché à savoir qui est vraiment Marie. Jésus, son fils, était un homme innovateur, créatif, révolutionnaire. Je pense qu'elle-même était une femme forte, adulte, courageuse. Pauvre, elle a travaillé, elle a participé à la vie publique de Jésus, à son chemin de Croix, elle était au courant des réalités politiques, de la manière dont la religion était utilisée pour exploiter les plus démunis: c'est la Marie du Magnificat. Avec Jésus, elle a donné une autre image de la religion. Je crois qu'il est temps de repenser la spiritualité de Marie dans notre contexte de guerres, de conflits, de manquements aux droits de l'homme, à l'heure où les femmes sont exploitées dans tous les sens du terme.»

Tissa Balasuriya interviewé par Djénane Karih Tager (L'Actualité religieuse, 15 février 1997).

L'AGORA s'oppose au projet de renvoi des requérants d'asile

L'affaire des fonds juifs oblige la Suisse à aborder une des pages sombres de son histoire. La constitution d'un fonds de solidarité témoigne de sa volonté de se réconcilier avec cette période peu glorieuse.

Malheureusement cette volonté contraste avec une politique d'asile de plus en plus restrictive développée par le Conseil fédéral. Vouloir renvoyer les requérants d'asile dans leurs pays sachant qu'ils risquent d'y perdre la vie montre un certain refus de tirer les leçons de l'histoire.

L'AGORA (Aumônerie genevoise oecuménique auprès des requérants d'asile) s'élève contre cet aveuglement et invite le Conseil fédéral à reconsidérer sa décision. Ci-contre la lettre ouverte qu'elle a envoyée au Conseil fédéral pour exprimer sa désapprobation.

La COTMEC appuie cette démarche.

Lettre ouverte au
Conseil fédéral
(14 mars 1997)

Madame, Messieurs
les Conseillers fédéraux,

Vous avez fait part à la population suisse de votre intention de créer un fonds de solidarité de 7 milliards de francs et nous espérons que le peuple suisse lui fera bon accueil. Bien que tardivement - et à la suite de pressions extérieures - notre pays est en train de prendre conscience des responsabilités qui lui incombent en raison de l'attitude de certains de ses élites politiques et économiques pendant la dernière guerre.

Cependant, nous nous étonnons de la contradiction qui apparaît entre cette volonté ainsi manifestée de prendre en considération les victimes des injustices passées ou présentes et la manière dont vous conduisez actuellement la politique d'asile de notre pays.

A l'exemple de ceux et de celles qui, il y a un demi siècle, se sont opposés au refoulement des réfugiés juifs, nous disons «non» à une politique qui, un jour ou l'autre sera considérée comme inhumaine et ternira l'image de notre pays. Tout

renvoi forcé - y compris par des pressions psychologiques ou financières - dans des régions et des pays n'offrant pas des garanties d'accueil suffisantes sont inadmissibles.

Vos décisions concernant les Bosniaques, les Kosovars et les Tamouls s'inscrivent dans la ligne de celles qui ont été prises entre 1938 et 1944. Même si elles n'ont heureusement pas toujours les mêmes conséquences dramatiques, elles leur font le plus souvent courir des risques inconsidérés en n'accordant pas des garanties de sécurité suffisantes.

Elles ne tiennent pas non compte de l'évolution des droits de l'homme après 1945. Elles ne respectent pas l'esprit des conventions et des lois acceptées depuis lors pour éviter que des événements semblables ne se reproduisent et pour assurer une protection adéquate aux personnes et aux groupes menacés de persécution ou de violence.

C'est pourquoi nous vous adressons un appel solennel à renoncer immédiatement à ces mesures qui ravivent de sérieux traumatismes et plongent dans l'angoisse nombre de personnes déjà fragilisées par ce qu'elles ont subi avant et pendant leur exil. A cet égard, les prolongations répétées des délais de départ, alors que ceux-ci ne sont pas exécutoires, ont des conséquences catastrophiques, tant sur l'état moral et physique des intéressés que pour la crédibilité de la politique d'asile.

Etant donné la situation qui prévaut en ce moment dans l'ex-Yougoslavie et au Sri-Lanka, seuls des retours volontaires sont envisageables. Il convient en outre d'offrir aux personnes obligées par les circonstances à demeurer sur notre territoire un statut leur permettant de mener une vie digne.

En espérant que notre appel sera entendu, nous vous adressons, Madame et Messieurs les Conseillers fédéraux, nos respectueuses salutations.

AGORA
Une protestation écrite n'étant pas suffisante, l'AGORA propose - Aux paroisses de se mobiliser pour constituer des groupes de parrainages.
- Une manifestation tous les jeudis entre 18h00 et 19h00 pour protester contre la signature de l'accord entre les autorités suisses et le gouvernement serbe prévoyant le renvoi des Kosovars dans leur région où les Albanais sont victimes de discrimination ethnique. ■

Justin Kahamaile

Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

1231 Conches

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

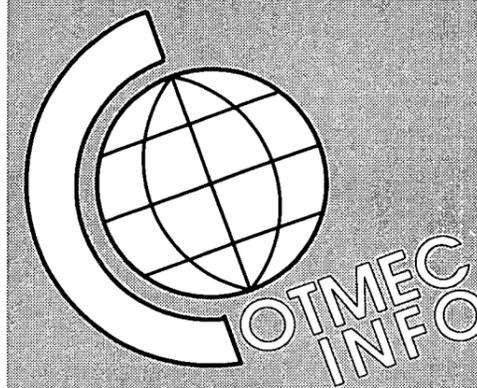
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Billet évangélique

Nova et vetera

Quelques images de l'émission «Mise au point» de notre TV romande, me poursuivent encore. Chasse à l'homme dans les collines tessinoises, à quelques encablures de la frontière italienne. Rien ne manque à ce décor de western: les futaies, les marais sous la neige, les chiens, les fusils, les revolvers. Et finalement le gibier. En l'occurrence, un jeune Albanais, épuisé par une traque qui a pu durer plusieurs jours, et qui avoue s'être réfugié en Suisse pour ne pas mourir de faim. Face à lui, une escouade de douaniers, bons bougres sympathiques et, sans doute, bons pères de familles, qui ont l'air de s'excuser ou de se faire pardonner. Les images me renvoient à des documents d'archives que les discours de M. D'Amato font remonter de l'oubli. Voilà plus de cinquante ans, d'autres douaniers, armés de fusils eux aussi, arrêtent d'autres hommes et d'autres femmes pour les remettre à d'autres policiers qui les reconduisent aux mêmes frontières. Pour quel destin? Bien sûr, la situation n'est pas la même. Mais le décor affiche une étrange continuité. Avons-nous progressé? Passons sur une autre rive. Un film merveilleux nous amène à la Goulette, aux portes de Tunis. Cela pourrait être aussi Bab-El-Oued, ou Marseille, ou encore les Pâquis. Dans le même pâté d'immeubles, trois familles, juive, musulmane et chrétienne, partagent les mêmes fêtes, échangent leur nourriture et boivent le même vin. Les amours juvéniles se rient des races ou des religions. On se bagarre, bien sûr. Mais tout s'achève dans la bonne humeur. Mais voilà! Il y a belle lurette que les Italiens sont retournés dans leur Sicile; les Juifs ont rejoint Israël et sur ce versant de la Méditerranée souffle désormais le vent froid des Islamistes. Chacun, désormais, chez soi, à l'ombre de son drapeau, sous la protection de «sa» madone ou de «son» bon dieu. Vivent les frontières!

Ne désespérons pas. A Genève encore, il y a quelques semaines, cérémonie d'adieu pour Nicole, enlevée à l'âge de ses quinze ans par une leucémie. Nicole était réfugiée et vivait éloignée de sa famille africaine. Atmosphère compassée dans un temple froid. Mais tout se détend et devient presque une fête lorsque un jeune Zaïrois lance une poignante plainte en Lingala, Des collégiens, bien genevois, agitent alors une rose jaune pour dire au-revoir à leur compagne.

Rien n'est perdu quand des jeunes oublient les frontières et inventent la fraternité universelle. Les vieux rêvent d'un paradis perdu; les jeunes programment un nouveau monde. Comme Jésus, j'ai envie de leur dire: «laissez les morts enterrer leurs morts. Mais vous, avancez au large!» ■

Guy Musy

Mini-dossier
Peine de mort
Campagne de l'ACAT

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Caisses de pension et citoyenneté

Première suisse: ce mois de mars a vu naître une «Fondation d'investissement pour un développement durable», à l'initiative de diverses caisses de pension soucieuses d'une gestion responsable de leurs avoirs (dont la Caisse de prévoyance du canton de Genève et la Caisse paritaire de prévoyance du bâtiment). C'est un événement dans un pays davantage connu pour ses scandales financiers que pour ses initiatives porteuses d'avenir.

Du nom d'ETHOS, ce nouvel organisme gère déjà une masse de 100 millions de francs et bénéficie du savoir-faire de deux banques privées - Lombard-Odier & Cie (Genève) et Sarasin & Cie (Bâle) - en matière d'évaluation financière des placements. Mais ETHOS ne se contente pas de critères strictement financiers. En lien avec le Centre-Info de Fribourg, qui collabore déjà avec la banque Sarasin depuis plusieurs années, cette fondation met l'accent sur l'analyse de la durabilité environnementale et sociale des entreprises. De quoi permettre aux institutions de prévoyance d'exercer activement leur responsabilité dans la défense de l'emploi, la protection de la nature ou encore l'orientation des activités économiques. C'est là l'originalité du projet. 25 valeurs ont ainsi été choisies dont les mieux notées - selon des critères favorables à une économie durable - sont mises en évidence. On retrouve dans cette sélection des sociétés comme Bobst, Sulzer ou, à un rang moins favorable, ABB. L'apparition de cette dernière a fait grincer les dents de quelques journalistes lors de la présentation d'ETHOS à la presse: ABB est connue pour son engagement dans des projets de barrages contestés en Asie. Mais les promoteurs d'ETHOS ont maintenu ce titre dans leur panier d'action en raison des bonnes notes reçues par ABB sur l'ensemble des critères. Les questions qui font problème - comme ces fameux projets de barrage d'ABB - sont au coeur du dialogue critique que les caisses de pension membres de la fondation entendent mener avec toute entreprise retenue pour un investissement. L'expérience est donc à suivre de près.

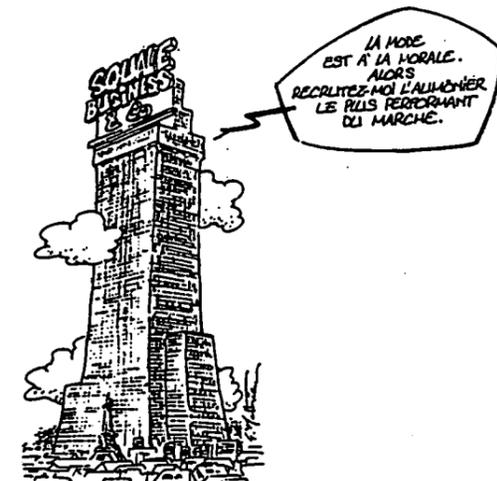
Les caisses de pension - obligatoires dans notre pays - représentent 30% des voix dans l'économie suisse et 80% de la population. Ce n'est pas négligeable. Quel que soit le jugement que l'on porte sur le développement de ce système de capitalisation, il convient de ne pas laisser de côté les espaces qui s'ouvrent pour une prise de responsabilité des citoyens dans l'économie. La fondation ETHOS en est un. Elle n'est pas une chasse gardée au service des caisses initiatrices, d'autres sont invitées à la rejoindre. Avis aux intéressés. Au fait savez-vous ce que devient l'argent de votre propre caisse de prévoyance? Vous devriez peut-être y regarder de plus près*.

Dominique Froidevaux

* Le livre «Guerre économique, l'heure de la résistance» (Cotmec / St-Augustin, en vente chez votre libraire) présente en détail le rôle que les citoyens peuvent jouer au sein des caisses de pension. Adresse d'ETHOS: C.P. 179, 1211 GENEVE 8. Tél. 022 708 00 75.

Notre Cotmec-info
du mois de février est
arrivé trop tard
dans vos boîtes aux
lettres. Des problèmes
chez notre imprimeur
sont à l'origine de ce
couac.

Nous vous prions de
nous excuser pour ce
retard qui a rendu
caduques un certain
nombre d'informations
concernant
les annonces de
rencontres et de
manifestations!



Let's go
fair

Vers des chaussures de sport produites dans la dignité



La Déclaration de Berne et Terre des Hommes Suisse lancent la campagne Let's go fair.
Son objectif: améliorer les conditions de travail dans les usines de chaussures de sport en Asie.

Les grandes marques comme Adidas, Nike, Puma, Reebok et autres ne produisent pas leurs chaussures. Elles confient cette activité à de nombreuses entreprises indépendantes situées pour la plupart en Asie. La concurrence entre ces marques est grande. A la recherche de coûts de production toujours plus bas, elles imposent des conditions de travail draconiennes aux travailleurs chinois, indonésiens, thaïlandais, vietnamiens et philippins qui produisent leurs chaussures. Horaires harassants, salaires ne permettant pas de satisfaire les besoins de base des ouvriers et de leur famille, impossibilité de s'organiser en syndicat sont le lot de la plupart des ouvriers.

Le marché de la chaussure de sport est en plein essor. En effet, le chiffre d'affaires cumulé des trois premières marques que sont Adidas, Nike et Reebok est passé de 4,6 à 10,7 milliards de dollars entre 1989 et 1995. Les ménages suisses ont acheté près de 3 millions de paires de baskets en 1996, dont les deux-tiers proviennent directement d'Asie. D'énormes sommes sont dépensées chaque année par les grandes marques pour promouvoir leurs baskets. Alors que Nike offre 20 millions de dollars par année à Michael Jordan, elle n'en concède pas 10 millions à

l'ensemble des 12'000 ouvriers indonésiens de PT Nikomas qui produisent ses baskets! Les salaires ne représentent que 2 à 4% du prix d'une chaussure de sport.

La campagne Let's go fair n'appelle pas à un boycott. Elle demande que les marques de chaussures de sport respectent les principales conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Celles-ci comprennent surtout la garantie d'un salaire permettant de satisfaire les besoins de base des ouvriers et de leur famille, une limitation raisonnable de la durée du travail, ainsi que la liberté syndicale. Chacun peut envoyer des cartes postales aux grandes marques et grandes surfaces suisses pour leur demander d'améliorer les conditions de travail des ouvriers produisant leurs chaussures. Les consommateurs veulent continuer à porter des chaussures de sport, à condition qu'elles soient produites dans la dignité. Cette campagne est soutenue par Pain Pour le Prochain, Action de Carême, l'Association Romande des Magasins du Monde, la Fédération Romande des Consommateurs, le Syndicat interprofessionnel des Travailleurs et la Confédération des Syndicats chrétiens de Suisse. Let's go fair est le relais suisse de campagnes lancées dans d'autres pays européens, en Asie, aux Etats-Unis et en Australie. Toutes ont pour objectif l'amélioration des conditions de travail des personnes qui produisent les chaussures de sport. ■

Lara Cataldi
(Déclaration de Berne)

Salvador Le général-archevêque a prêté serment devant son ministre... à la veille des élections

Archevêque de San Salvador depuis 1995, Mgr Fernando Saenz Lacalle vient d'être promu au grade de général par les autorités de son pays. Devant les caméras de télévision, il a prêté serment et reçu ses décorations. Mgr Saenz Lacalle était évêque aux armées, situation provisoire, assure-t-il, mais qui dure depuis deux ans. C'est ce qui lui vaut cette distinction militaire qu'il justifie en ces termes: «il importe qu'un évêque aux armées soit général, afin qu'il ait un grade de référence à un niveau d'état-major et n'ait pas à dépendre d'un bureau de seconde ou troisième catégorie».

Cette promotion n'est pas en contradiction avec le droit de l'Eglise. D'autres évêques aux armées sont devenus généraux, en Belgique ou au Portugal. Mais elle passe pour une provocation dans un petit pays qui sort de 12 ans de guerre civile (75'000 morts) et dans une Eglise qui a payé son engagement auprès des plus démunis. La droite exulte et fait de cette décision «un indice des bonnes relations entre l'Eglise et l'armée». Mais l'aile gauche et les jésuites de l'Université centraméricaine ne décolèrent pas contre un homme «qui veut

ignorer le passé criminel de l'armée». Le siège épiscopal de San Salvador est celui de Mgr Oscar Romero, figure légendaire de l'Eglise progressiste. En 1979, à la conférence de l'épiscopat latino-américain à Puebla (Mexique), en présence du pape, il arrive en disant: «Je viens avec quatre cadavres de prêtres sur les bras.» Un an plus tard, le 24 mars 1980, lui-même est assassiné qu'il célèbre la messe, victime des escadrons de la mort du major d'Aubuisson qui faisait écrire sur les murs: «Soyez patriotes. Tuez un curé!». Le 16 novembre 1989, six jésuites de l'Université centraméricaine, dont le père Ignacio Ellacuria, théologien de la libération, sont à leur tour assassinés par un commando d'une trentaine d'hommes en uniforme.

Pour succéder à Mgr Romero, le Vatican avait nommé son plus proche collaborateur, Mgr Arturo Rivera y Damas, infatigable défenseur des droits de l'homme. Médiateur pendant la guerre civile, il joue un rôle décisif dans les négociations qui précèdent la signature, en janvier 1992, des accords de paix. A sa mort, deux ans plus tard, Rome a voulu, en vain, refaire l'unité d'une Eglise éprouvée en nommant à ce siège symbolique de San Salvador l'évêque aux armées, d'origine espagnole et membre de l'Opus Dei.

L'une des premières décisions du nouvel archevêque, aujourd'hui général, est de limoger la direction d'une revue catholique, Orientacion, jugée trop libérale. Il rompt des lances avec la théologie de la libération, qualifiée de «lecture marxiste de l'Evangile», éloigne des personnalités gênantes comme Mgr Rosa Chavez, bras droit de son prédécesseur, nommé simple vicaire dans une paroisse éloignée. Une semaine avant la visite du pape en février 1996, il mute le directeur du grand séminaire. Autant d'actes qui suscitent passions et contestations et que les jésuites qualifient de «purges idéologiques».

Henri Tincq
(paru dans le Monde, 13.03.97.)

Un dossier établi par DIAL avec les explications de Mgr Saenz et les réactions de divers chrétiens de la base peut être commandé à notre secrétariat (référence: D2137, mars 1997)

Cartes bleues en annexe

La COTMEC appuie la campagne «Let's go fair» en imprimant et en diffusant à ses frais les cartes ci-jointes. Merci d'en faire bon usage! Vous pouvez les transmettre à des amis si vous en avez déjà reçu par ailleurs.

Mode d'emploi:

La carte n°1 est à envoyer à une marque de chaussure de votre choix, la carte n°2 à la direction d'un réseau de magasins de chaussures, les adresses de ces destinataires figurent sur la carte n°4 qui explique le sens de la campagne. La carte n°3 vous permet de commander des documents supplémentaires.

Peine de mort: la lente marche vers l'abolition

En mai 1995, les autorités du Kazakhstan retransmettent à la télévision l'exécution d'un meurtrier. Le but est clair: prévenir le crime en effrayant les criminels potentiels. Un exemple parmi tant d'autres. En effet, des milliers de détenus sont chaque année fusillés, pendus, empoisonnés, électrocutés, décapités, lapidés. En public ou à huis clos, pour des crimes graves ou bénins. Par des régimes sanguinaires ou des démocraties bien établies, afin de prévenir, de châtier, de venger ou de réprimer.

La peine de mort est aussi vieille que l'histoire. Les Hébreux, les Grecs, les Romains y recourent allègrement. Du Moyen-Age au siècle des Lumières, sous toutes les latitudes, sous toutes les formes, la peine capitale fait partie de l'arsenal de la justice, privée ou étatique. Sans être vraiment remise en question. C'est alors qu'arrive Beccaria, Guizot, puis Hugo et Camus. C'est alors que prennent corps la notion de droits de l'homme, les grandes déclarations et les conventions internationales. Depuis deux siècles, la cause abolitionniste progresse, petit à petit, pays par pays. Aujourd'hui, une centaine d'Etats se sont débarrassés, en droit ou en fait, de la peine capitale. En 1995, pour la première fois, ces pays sont plus nombreux que ceux qui conservent le châtiment suprême. Et la tendance continue de s'affirmer.

Début de siècle mouvementé

Pourtant, l'histoire de la première moitié du siècle ne permet pas d'être très optimiste. Pour prendre l'exemple le plus frappant, les purges staliniennes de la fin des années 30, débouchent sur des centaines de milliers d'exécutions. Seule l'Amérique latine fait un pas important, en direction de l'abolition. En Europe occidentale, il faut attendre la fin de la Seconde guerre mondiale pour que le mouvement se mette vraiment en marche: entre 1947 et 1954, une dizaine de pays abolissent la peine de mort, du moins pour les crimes ordinaires, rejoignant ainsi les quatre ou cinq Etats qui l'avaient déjà rejetée. En Europe de l'Est et dans les

républiques de l'ex-URSS, c'est la fin du communisme qui permet des progrès significatifs: les anciens pays satellites de l'Empire soviétique ont tous aboli la peine de mort ou imposé des moratoires sur les exécutions. Certains des pays de la Communauté des Etats indépendants prennent le même chemin: c'est d'ailleurs une condition qui leur est imposée pour entrer au Conseil de l'Europe. Le continent européen est aujourd'hui de facto quasiment débarrassé de la peine capitale.

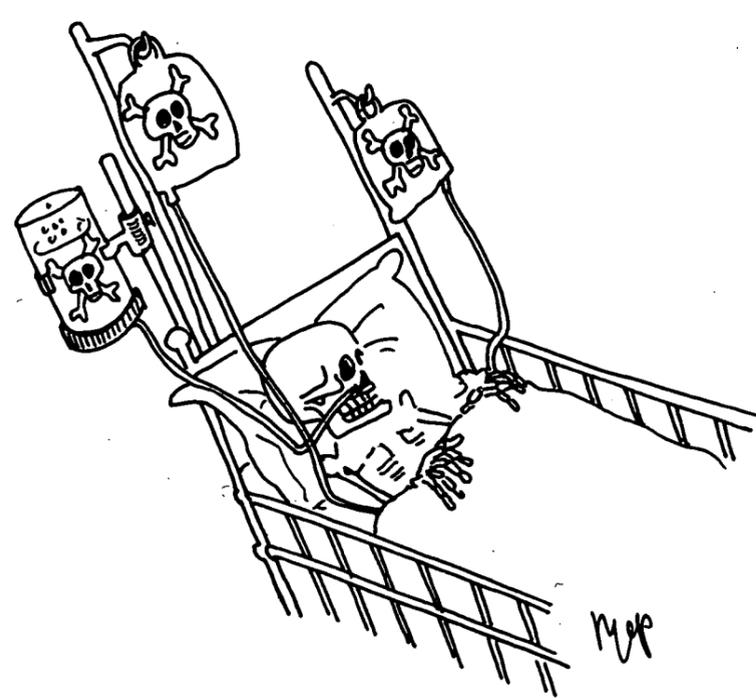
En tête du palmarès: Au Sud la Chine, au Nord les Etats-Unis!

Il n'en va pas de même de l'Afrique, de l'Asie et des pays de tradition musulmane, où la majorité des Etats ne se privent pas pour mettre à mort leurs délinquants et leurs opposants. Avec ses exécutions par centaines, voire par milliers, la Chine arrive loin devant des pays comme l'Iran, l'Irak et le Nigéria.

Et que dire du phare de la démocratie: les Etats-Unis d'Amérique et leurs 3'000 condamnés à mort? L'application de la peine capitale à des mineurs, la discrimination dont est victime la minorité noire et le soutien massif de la population aux théories et aux pratiques les plus répressives isolent ce pays au sein du monde occidental. Depuis quelques années, le rythme des exécutions s'emballa malgré les arguments les plus valables: l'absence d'effet dissuasif, les risques d'erreur judiciaire, la légitimation de la violence par l'Etat comme solution pour justement combattre la violence. Seul espoir de voir la peine de mort régresser: son coût pour la collectivité. Selon les Etats, mener à terme une exécution (et cela prend en moyenne 11 ans) revient entre deux et trois fois plus cher que l'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité aucune de libération. La chaise électrique ne risque pas d'être détrônée par l'humanisme, mais selon des considérations économiques et financières. A moins que les Américains ne réduisent encore les droits de la défense et les voies de recours: alors, c'est l'Etat de droit qui en souffrirait... et les condamnés à mort innocents!

Nouveau Catéchisme: L'Eglise catholique devra revoir sa copie

De son côté, l'Eglise catholique évolue également. Dans son



Catéchisme universel, version 1992, elle reconnaît «le bien-fondé du droit et du devoir de l'autorité publique légitime de sévir par des peines proportionnées à la gravité du délit, sans exclusion, dans des cas d'une extrême gravité, la peine de mort». Ce texte a entraîné une pluie de critiques, notamment d'organisations chrétiennes de défense des droits de l'homme. Trois ans plus tard, Jean-Paul II - lui-même opposé à la peine capitale - admet, dans l'encyclique *Evangelium Vitae*, que «ces cas sont désormais assez rares, sinon même pratiquement inexistantes». Le Catéchisme universel sera donc revu et corrigé, dans le courant de l'année 1997. Néanmoins, si la nouvelle formulation restreint à une peau de chagrin le champ d'application légitime de la peine de mort, elle ne s'y oppose pas catégoriquement. La protection absolue du droit à la vie subit là une grave entorse.

Les opinions publiques restent partout mouvantes. Il suffit parfois d'un crime atroce pour balayer un long travail de sensibilisation et de prévention. Des citoyens, des ONG, mais aussi des diplomates sont toutefois convaincus que la peine de mort appartient à l'Histoire et à son aspect le plus barbare. Depuis plusieurs années, un intense travail de lobby se fait à l'ONU pour que l'Assemblée

générale adopte une résolution demandant l'instauration d'un moratoire mondial sur les exécutions. Quelques voix manquent toujours pour que la résolution soit acceptée. Mais les abolitionnistes du monde entier défendent un idéal. Ils pensent que le principe selon lequel les Etats ne peuvent disposer de la vie d'aucun individu sera de plus en plus largement accepté. Le sens de l'Histoire leur donne pour l'instant raison. ■

Philip Grant

Un réseau contre la peine de mort

Il y a deux ans, l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) créait son Réseau SOS Peine de mort, chargé d'intervenir dans les cas d'exécutions capitales imminentes. Les membres du réseau s'engagent, environ une fois par mois, à écrire ou à faxer une lettre de protestation aux autorités concernées. Ils reçoivent en outre quatre fois par année le bulletin SOS Peine de mort. L'inscription est gratuite.

Pour plus d'information,
contacter:

Réseau
«SOS peine de mort»,
p.a. ACAT,
C.P.5011,
3001 Berne,
Tél.: 031 312 20 44
Fax.: 031 312 58 11

Musiques de village

Un disque de la DDC

A l'occasion du cinquantième numéro de la revue E+D (Entwicklung+Développement), le département du développement et de la Coopération suisse (DDC) se congédie de son lectorat sur une note d'espoir, musicale au vrai sens du terme, puisqu'il s'agit d'un enregistrement de musiques populaires provenant des cinq continents. A travers ce périple musical, on nous fait découvrir une diversité et une richesse de cultures qui, bien loin de les séparer, réunit tous ces peuples autour d'un même et fondamental besoin d'exprimer les événements et les luttes de la vie quotidienne. La musique se fait donc langage universel par excellence et cri de ralliement des hommes et des femmes qui vivent de la terre.

Témoignages et sons

Partant du Nicaragua, le premier témoignage nous entraîne à la suite des paysans qui soutiennent l'agriculture écologique. Ces chants "Mecate", qui ont par ailleurs servi de bande son au film "Campesino, Campesino", racontent l'introduction des méthodes biologiques et la sauvegarde du travail traditionnel des agriculteurs. Plus nostalgiques, les sonorités envoûtantes du Rajasthan sont jouées par une caste de musiciens, autrefois nomades, qui aujourd'hui encore parcourent leur pays pour divertir les villages. Bien qu'ils aient perdu leur signification originelle d'accompagnement de danses rituelles, les chants traditionnels du Vanuatu au rythme soutenu continuent d'être interprétés par les hommes, femmes et enfants qui désirent préserver la mémoire culturelle de leur peuple. En Afrique du Sud, chez les Xhosa, cette tâche est confiée aux femmes, tandis que les hommes partent avec le bétail, ou actuellement, pour aller travailler ailleurs. Musique polyphonique où les voix s'unissent en harmonies rythmiques, les chants Xhosa nous sont peut-être plus proches pour l'influence de la musique africaine en général sur le blues et le jazz. Au cœur de ce voyage-découverte de toutes ces voix, une place est laissée au canton du Tessin, pour nous rappeler qu'en Suisse aussi, il n'y a pas si longtemps que cela, des paysans des vallées étaient obligés à quitter leur pays pour survivre. ■

Nicole Kunz

Renseignements:
DDC, (031) 322 34 75

Droits de l'homme Inquiétants indices de recul

Lors de la dernière Commission des droits de l'homme qui a eu lieu le mois passé à Genève, (10 mars-18 avril), de nombreuses Organisations non gouvernementales (ONG) se sont inquiétées face aux difficultés croissantes de faire avancer la cause des droits de l'homme. Depuis cette année, en effet, des organisations nationales, dont la plupart sont pilotées ou infiltrées par les gouvernements, peuvent siéger à la Commission. Inquiétant, lorsqu'on sait que les ONG ont souvent été les fers de lance des avancées en matière de droits de l'homme: celles qui sont les plus crédibles se voient ainsi de plus en plus marginalisées.

Par ailleurs, tout se passe comme si les gouvernements occidentaux sacrifiaient le respect des droits humains à leurs impératifs commerciaux. Certains Etats du Sud en profitent pour brouiller les pistes ou rendre les procédures insignifiantes. Un exemple parmi d'autres: appuyée par les pays asiatiques, l'Indonésie a pu empêcher le prix Nobel de la paix, José Ramos Horta, de s'exprimer devant la Commission à propos de la situation au Timor. Dans un message transmis à la Commission par Pax Christi, Mgr Belo - co-lauréat du Nobel de la paix avec M. Horta - a cependant dénoncé avec force la situation des détenus politiques dans cette région d'Asie: «en règle générale», ils sont «torturés, giflés, bourrés de coups de poings, plongés dans des barils d'eau, brûlés à la cigarette. Les familles des jeunes suspects ne passent pas une nuit en paix: leurs maisons sont perquisitionnées au milieu de la nuit, attaquées à coup de pierre». La Commission des droits de l'homme n'a pu que prendre note.

Afin que l'on n'oublie pas, Marie Pasquier rappelle ci-après les 20 ans d'occupation du Timor.

Dominique Froidevaux

Timor Oriental: 20 ans de résistance

Un document proposé par "La Paix est Possible au Timor Oriental", une ONG portugaise, retrace, année après année, entre 1975 et 1995, 20 ans de l'histoire de ce pays. 20 ans d'occupation indonésienne et 20 ans de résistance timoraise.

Occupation indonésienne

En 1975, le processus de décolonisation du Timor Oriental - alors sous tutelle du Portugal -, est interrompu par l'invasion de l'Indonésie, qui occupe le Timor:

- Militairement. Elle y procède à un véritable génocide, en bombardant et affamant la population
- Civilement. Elle y impose la contraception, y investit l'éducation et y introduit une forte population indonésienne.

Résistance timoraise

Mais, plus la répression augmente, plus la résistance des Timorais s'intensifie:

- Militairement. Une guérilla s'organise et des Timorais s'infiltrèrent dans l'armée ennemie
- Civilement. La population se réfugie dans les montagnes, manifeste. L'Eglise locale émet des communications en vue de sensibiliser la communauté internationale.

Et le reste du monde ?

Une communauté bien passive, du reste. Elle n'est pourtant pas dupe du mensonge indonésien - qui veut faire croire à une volonté timoraise d'intégration -, puisque l'ONU publie des résolutions demandant le retrait des forces indonésiennes. Mais elle reste de glace, pire, elle encourage l'Indonésie, lui vendant des armes, signant avec elle des accords pour l'exploitation du pétrole du Timor! Trop d'intérêts économiques sont en jeu...

Et cependant, tandis que l'Indonésie réprime et que les grandes puissances ferment les yeux, un peuple souffre, meurt et résiste, le peuple du Timor occidental. On parle aujourd'hui d'une lassitude de l'Indonésie par rapport au Timor: une lassitude sans doute provoquée par l'infatigable résistance des Timorais de tous âges. A témoin, ces petits enfants abordant innocemment des soldats indonésiens dans la rue et leur demandant: «Quand retournez-vous chez vous, Monsieur?»... ■

Marie Pasquier

Commandes:

Tél et Fax: 0041 386 20 88 (Lisbonne) / demander la version française.

A VOS AGENDAS

- Vendredi 2 mai: débat au Salon du Livre (voir éditorial, p. 1).
- 11 mai 97, à 19h au Cénacle (Genève). Célébration de lancement en vue de préparer les journées mondiales de la jeunesse qui auront lieu à Paris du 18 au 24 Août 1997. Contact: Pastorale des 15-25 ans, tél. (022) 700 11 81
- Du 15 Avril au 3 Mai 1997, Hall de Balxert (Genève) «L'eau du ciel»; exposition présentant un projet de captage d'eau dans le Sahel. Organisation: Genève Tiers-monde et Société pour la protection de l'environnement, appuyés par les Services Industriels de Genève. Renseignements: tél. (022) 329 67 68
- Du 3 Mai au 5 Octobre, Musée d'ethnographie, 65 Bd. Carl Vogt (GE). «Mémoires d'esclaves» Exposition sur l'esclavage hier et aujourd'hui. Renseignement: tél. 022/ 418 45 50.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel

Abonnement: Fr. 15.- / an

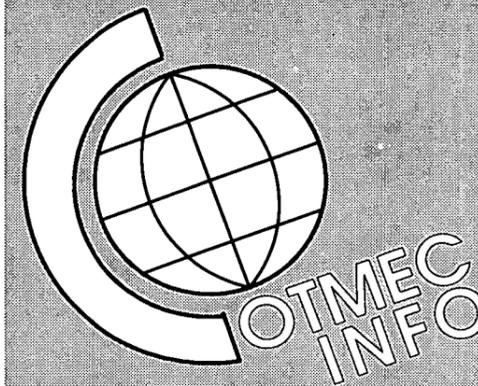
Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Imprimerie: REPROFFSET

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier
Communautés de base
en Amérique latine

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Mieux vaut se taire

La finale de l'évangile de Marc, lu à la vigile pascale, tombe bien à plat. Le récit de la résurrection s'achève comme un interdit. Les femmes sont si émuës et surprises de ce qu'elles ont vu et entendu qu'elles n'en disent rien à personne. Evidemment, elles ont quand même dû en parler par la suite, sinon je n'écrirais pas ce billet (Du reste, chacun sait que dans les autres évangiles les femmes sont les premières messagères de la résurrection!!!) Toutefois, je peux comprendre ce réflexe de crainte et de retenue. Le message est tellement inouï et incroyable. Qui pourrait lui donner foi? Qui, à l'entendre, pourrait se mobiliser?

Je me demande si parfois les chrétiens ne ressemblent pas à ces femmes du petit matin de Pâques. Comme elles, ils disposent d'un message extraordinaire, capable de soulever et changer le monde. Mais, ils se taisent, parlent à mi-voix ou utilisent la langue de bois. Ils ne veulent pas faire un scandale, perturber leur entourage. Et puis, sont-ils si persuadés de ce qu'ils affirment?

Un exemple parmi d'autres que je puise dans l'actualité régionale, mais qui pourrait se reproduire sous d'autres horizons. Voilà quelques semaines, les électeurs du Canton de Fribourg étaient appelés aux urnes pour décider si oui ou non ils allaient accorder aux étrangers les droits civiques en matière cantonale et communale. L'enjeu, je l'avoue, était assez révolutionnaire. Je fus attentif, non seulement au résultat du vote, mais encore à la campagne qui l'avait précédé. Le verdict tomba. Il fut négatif; on l'avait prévu. On n'en voudra pas aux fribourgeois d'avoir été aussi peu généreux que les autres suisses qui avaient déjà rejeté semblable proposition. Mais tout se passa en catimini. Personne ou presque n'osa se prononcer publiquement. Dire «non», c'était risquer de paraître «raciste», dire «oui», c'était se faire passer pour tiers-mondiste, défenseur de «délinquants» et surtout afficher publiquement une opinion qui n'était pas celle de son collègue ou de sa voisine. Alors vive le secret des urnes qui permet de donner libre cours à ses sentiments. Dans le monde du silence, il y eut tout de même des exceptions méritoires. Je mentionne l'intervention du Vicaire Episcopal, le chanoine Banderet, qui osa rappeler que toute la Bible «parle de l'étranger comme d'un frère qu'on accueille». Et si tous les chrétiens fribourgeois avaient pris conscience de cet impératif évangélique, s'ils avaient mené une campagne «ocuménique» en faveur de l'initiative ou, du moins, s'ils avaient instauré un débat public à son sujet! Quelle avancée cela n'aurait-il pas signifié pour la conscience sociale chrétienne?

On fait souvent à l'Eglise le reproche de son silence. Mais de quelle Eglise parle-t-on? Les baptisés ne sont-ils pas «Eglise»? N'ont-ils pas eux aussi «à rendre compte de l'espérance qui est en eux»? ■

Guy Musy

Débat au Salon du Livre de Genève

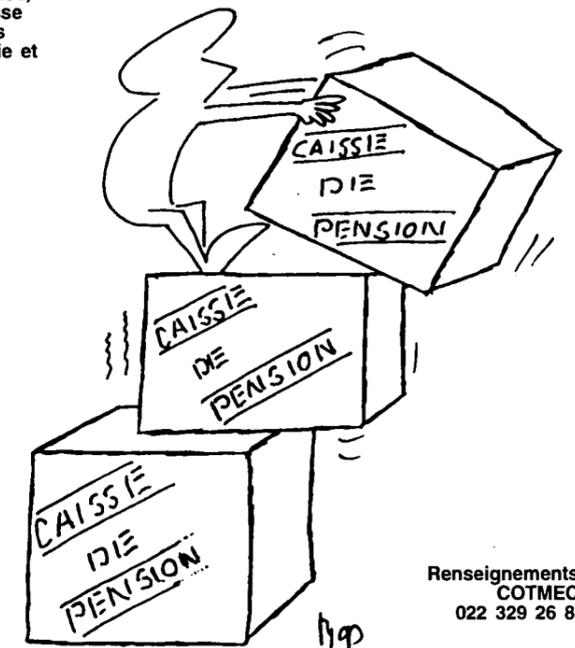
Caisses de pension Quels sont les pouvoirs des citoyens?

Nous avons déjà évoqué la question des caisses de pension dans notre précédent éditorial (voir N°193). En marge de la diffusion au Salon du livre de «GUERRE ÉCONOMIQUE, L'HEURE DE LA RÉSISTANCE» (Ed. St-Augustin / 1997), la COTMEC souhaite approfondir ce débat avec des responsables de caisses de pension, des représentants du monde des syndicats et du patronat. Ces caisses entrent-elles dans le jeu de l'accaparement des richesses ou peuvent-elles jouer un autre rôle? Les citoyens ont-ils un pouvoir sur cet argent qui est censé leur garantir leur avenir? Les caisses de pension pourraient-elles devenir un instrument permettant de promouvoir une économie davantage au service de l'être humain, ici et dans le Sud? Telles sont les questions de départ de ce débat. qui aura lieu:

Le vendredi 2 mai 1997, de 15h45 à 17h00,
au Forum du «village alternatif» du salon (Palexpo)

Intervenants:

- Sophie de Rivaz, chargée de promotion à la Banque alternative Suisse,
- Jean-Paul Bernard, directeur de la CIEPP, Caisse Inter-Entreprises de Prévoyance Professionnelle de la Fédération des Syndicats patronaux.
- Dominique Biedermann, directeur de la CIA, Caisse de prévoyance du canton de Genève et président d'ETHOS, Fondation suisse d'investissement pour un développement durable.
- Alfiero Nicolini, syndicaliste à la FTMH, section genevoise, Fédération suisse des Travailleurs de la Métallurgie et de l'Horlogerie
- Modérateur: Michel Bavarel, journaliste, COTMEC.



Renseignements:
COTMEC:
022 329 26 81

Zaire



Mouvements associatifs, moteurs du changement.

A l'heure où le pays s'apprête à congédier Mobutu, et que les architectes de la politique africaine rivalisent dans les scénarios politiques du futur Zaïre, il nous semble utile de revenir sur le travail des organisations de base et souligner son impact dans la création des conditions du changement.

Le Zaïre, jusqu'il y a peu, offrait l'image d'un état figé. Puis les affrontements opposant les rebelles aux forces armées zaïroises ont mis à jour les fissures d'un édifice reposant sur des ruines. Le régime Mobutu était une gangrène, qui a affecté jusqu'au système qui l'a engendré. Faute de ne l'avoir pas compris à temps, Mobutu sera bientôt «jeté dans les poubelles de l'histoire». La population zaïroise peut alors commencer à rêver du changement.

La rébellion bénéficie de l'aide du Rwanda et de l'Ouganda, entend-on souvent. Cela est vrai. Mais cette aide justifie-t-elle la victoire, facile, de la rébellion? Qu'a donc reçu la rébellion que le Zaïre de Mobutu ne pouvait avoir de la France et de certains autres pays africains? Ce raccourci ne rend pas justice au laborieux travail effectué par les organisations de base, véritables chevilles ouvrières du changement. C'est pour protester contre une arrestation arbitraire d'un groupe de femmes banyamulenges, ayant refusé d'obtempérer à l'interdiction de cultiver leurs champs, que le Groupe Milima organisation de base opérant dans le sud-est du pays, invita les ressortissants Banyamulenge à protester contre cette décision inique. Cet acte de résistance a signé le début de la rébellion. Le jeune responsable du Groupe Milima fut le premier à réclamer le départ de Mobutu. Cette organisation, à l'instar de nombreuses

autres au Zaïre, milite pour le respect des droits de l'homme et promeut le développement au niveau de la base. Avec la rébellion et la perspective du changement c'est le patient travail accompli par ces organisations qui s'en trouve couronné. Violemment combattues par le pouvoir quand il ne pouvait les récupérer, les organisations de base ont acquis un savoir faire qui les rendent crédibles et installent dans le pays une culture de résistance. Auprès d'elles, témoignages et revendications des victimes trouvent écho, c'est aussi à travers elles qu'une certaine forme de solidarité internationale se réalise.

Le nouveau pouvoir devra tenir compte de cette réalité. Nombreuses sont les organisations qui scrutent déjà le travail de l'AFDL (Alliance des forces démocratiques de libération) appellation officielle de la rébellion et émettent des avis critiques. Elles n'hypothéquerons pas ce droit d'interpellation chèrement acquis. «Notre pays n'a encore jamais appris à vivre hors d'une dictature, nous confiai récemment un de leurs représentants. Pour éviter que le nouveau pouvoir ne reproduise le système de Mobutu, notre priorité absolue va à la formation à la vigilance en matière de droits de l'homme et au développement d'une citoyenneté active, respectueuse de l'idéal démocratique».

Les politiciens peinent à trouver un compromis pouvant offrir au pays une transition pacifique, pendant ce temps les organisations multiplient rencontres et publications, pour réactiver le dialogue et adapter leurs actions au contexte nouveau. Toutes ces initiatives témoignent de l'intense activité politique vécue au niveau de la base. Cette activité vient nous rappeler que la dictature a plié un peuple mais qu'elle n'a pas réussi à lui voler sa dignité. ■

Justin Kahamaile

Contre le travail des enfants Initiatives prometteuses au Pakistan

Dans la lutte contre l'asservissement des enfants au travail, les sanctions économiques ne produisent pas toujours l'effet escompté. On a vu des pays d'Asie se borner à interdire juridiquement cette forme d'exploitation. Résultat: les enfants travailleurs sont devenus "enfants de la rue". De nouvelles voies s'esquissent pourtant dans des pays comme le Pakistan..

Une nouvelle volonté de collaboration entre pays du Nord et du Sud a en effet vu le jour dans une expérience réalisée à Sialkot, ville du Pakistan, où l'industrie sportive emploie 8000 enfants.

Quelle est l'originalité de ce projet?

D'un côté, les gouvernements occidentaux, les multinationales (Nike, Reebok...) et les agences internationales (organisations de défense des droits de l'homme et Organisation internationale du travail) se sont accordés sur un programme visant à la disparition du travail des enfants à Sialkot,

dans un délai de dix-huit mois. But à atteindre par l'ouverture d'écoles et la mise en place de réseaux sociaux destinés aux enfants.

De l'autre côté, les patrons des usines de Sialkot ont participé à l'accord en s'engageant à employer les membres plus âgés des familles de leurs travailleurs enfants. Quant au gouvernement pakistanais, il s'est déclaré prêt à soutenir le projet financièrement.

Ce partenariat, nouveau et prometteur, résulte avant tout d'un début de changement d'attitude des gouvernements occidentaux. Passer de la sanction à la collaboration, cesser de donner des leçons pour chercher ensemble une solution, tel semble être le nouvel objectif. Dans la même lignée, l'Organisation internationale du travail est en train d'élaborer une nouvelle convention sur le travail des enfants. C'est un pas significatif pour que cesse l'insupportable parallèle entre l'enfant d'ici jouant au football, et l'enfant de Sialkot, ou d'ailleurs, fabriquant son ballon. ■

Marie Pasquier

Source. EdA N°240 (avril 1997)

Et les jeunes travailleurs?

L'Organisation Internationale du Travail prépare un débat, pour l'an prochain, sur l'universalité des règles protégeant les enfants au travail. Pour alimenter ce débat, la revue Vivant Univers consacre un dossier passionnant sur les jeunes travailleurs.

En 1996, Vivant univers avait déjà publié un dossier sur les **enfants dans le monde**. Cette fois-ci, la revue s'intéresse aux **jeunes adultes** qui, entrant dans la vie professionnelle, sont souvent considérés comme des proies faciles, parce que mal préparés et inexpérimentés. L'école, en effet, forme parfois bien les jeunes dans le domaine technique mais elle ne les prépare que rarement à se défendre dans cette jungle que devient le marché du travail. Beaucoup en restent exclus. Un dossier avec des témoignages de jeunes des quatre continents, du monde rural, urbain, industriel. Une réflexion sur le rôle des mouvements de jeunesse ouvrière et agricole se reconnaissant comme chrétiens. Et une analyse critique invitant à remettre l'économie au service de l'humain. ■

D.F

Commandes:

N° 428 de Vivant Univers (mars-avril 1997), tél. 026 424 19 77

AMERICA LIBRE

AMERICA LIBRE, cette revue engagée dont nous avons déjà parlé se veut au service de l'utopie et est dirigée par Frei Betto. Elle vient de sortir son 10^{ème} numéro.

Thème central: «CRISE DU NÉO-LIBÉRALISME ET VIGUEUR DES UTOPIES EN AMÉRIQUE LATINE»

A commander à la librairie NUEVA UTOPIA, Grand-Fontaine 38, 1700 Fribourg. Tél. 026 322 64 61.

Amérique latine

Entretien avec Pedro de Assis Ribeiro de Oliveira, conseiller national des Communautés ecclésiales de base au Brésil.

Les communautés ecclésiales de base (CEBs) continuent d'être une colonne vertébrale de l'Eglise et du mouvement populaire brésilien; elles sont appelées à jouer un rôle très important dans le présent et le futur du plus grand pays d'Amérique latine. C'est ce qu'a déclaré à l'envoyé spécial d'ENI le professeur de théologie Pedro de Assis Ribeiro de Oliveira, l'un des conseillers les plus connus à l'échelle nationale des CEBs qu'il accompagne depuis vingt ans. A la différence d'autres lieux du continent, «les communautés du Brésil n'ont jamais été des structures parallèles, elles existent dans l'Eglise et, même au prix de sacrifices, elles vivent en communion avec les évêques», explique Ribeiro. «Envers et contre tout, elles ont mené un travail interne pour élargir leur espace. Grâce à cette relation institutionnelle, elles n'ont pas été réprimées par les évêques comme ce fut le cas des communautés dans d'autres pays du continent. Au Brésil, elles ont été et continuent d'être acceptées - et même impulsées - par la hiérarchie».

70 à 80.000 communautés de base au Brésil

Une enquête récente effectuée dans les milieux religieux - et dont les résultats ont été connus à la fin de l'année dernière - indique qu'il existe actuellement 70 à 80.000 CEBs au Brésil, ce qui leur donne une importance particulière. «Certaines d'entre elles sont plus progressistes, c'est-à-dire plus impliquées dans la voie de la libération, et d'autres - quantitativement minoritaires - moins engagées pour le changement social... néanmoins, dans leur ensemble, elles sont l'expression d'une force renouvatrice au sein de l'Eglise et de la société», précise Ribeiro.

Outre les CEBs, il existe dans ce pays sud-américain les différentes «pastorales» (de la terre, des jeunes, syndicale, etc.). Alors que les premières «sont des structures, liées aux institutions de l'Eglise par le culte du dimanche, la liturgie et une certaine routine», les secondes «sont de petits groupes extrêmement dynamiques qui ont leurs propres articulations et qui défendent l'option d'une Eglise de la libération».

Les pastorales s'organisent à par-

Les communautés de base ont su garder leur souffle

tir de gens des communautés et ont des structures plus libres, avec une plus grande autonomie de fonctionnement que les CEBs. «Par exemple, dans un diocèse, il peut y avoir une pastorale syndicale très dynamique et combative, bien que l'évêque soit conservateur», explique Ribeiro. La force du secteur progressiste de l'Eglise brésilienne constitue un phénomène très important. Et malgré l'existence d'une certaine crise du mouvement populaire dans son ensemble, les nouvelles manifestations organisationnelles de ce mouvement - Mouvement des travailleurs sans-terre (MST), mouvement noir, mouvement des femmes - peuvent compter sur l'appui de communautés et de certains responsables pastoraux.

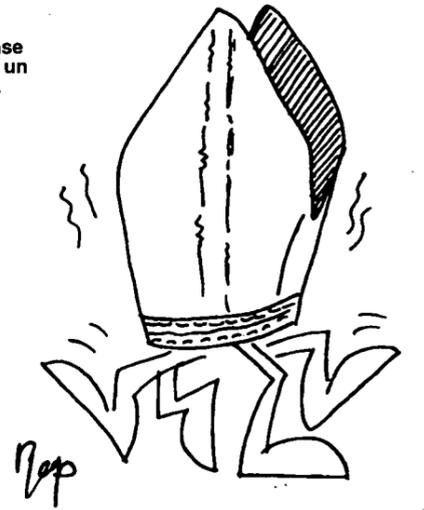
Un épiscopat toujours moins engagé socialement

Néanmoins, au niveau de la hiérarchie, «celle-ci commence à avoir peur du MST, et affaiblit l'appui que l'Eglise lui donnait par l'intermédiaire de la pastorale de la terre. On assiste à un processus inversé: un renforcement du MST s'accompagne d'une présence affaiblie de l'Eglise... Ce n'est pas par hasard», explique Ribeiro. «C'est l'expression d'un manque de courage de l'épiscopat catholique romain face à la montée de nouveaux acteurs».

On peut dès lors se demander si les secteurs de base peuvent encore être un facteur de changement, malgré la ligne conservatrice qui se dessine actuellement sous l'impulsion du Vatican? «Dans notre pays, répond Ribeiro, le pontificat de Jean-Paul II a été désastreux pour l'Eglise... Il a détruit l'épiscopat, en remplaçant les évêques progressistes par des personnalités sans envergure. Pour résumer, il a abouti à une médiocratisation de l'épiscopat».

Les évêques appuient-ils la politique d'ajustement néo-libérale défendue par le président Fernando Henrique Cardoso? «Non», nous répond Ribeiro, «ils ne sont pas allés si loin. Il se peut que les 6 évêques qui font partie de la nouvelle présidence de la Conférence épiscopale seraient prêts à exprimer une telle position. Mais l'ensemble de la Conférence épiscopale, comme structure dirigeante, continue à critiquer le gouvernement...» Néanmoins, la hiérarchie n'a pas

Les mouvements de base peuvent-ils être encore un facteur de changement, malgré la nouvelle ligne conservatrice qui s'affirme dans la hiérarchie de l'Eglise brésilienne?



pris position dans le débat sur la réélection présidentielle(1), même si elle aurait pu s'opposer à cette proposition. Elle ne s'est pas prononcée non plus sur le processus de privatisation des entreprises de l'Etat, malgré les critiques explicites de la Commission «Justice et paix». «Cela n'a rien à voir avec le rêve de Jean XXIII d'une Eglise construisant une société nouvelle. L'Eglise d'aujourd'hui, comme structure, s'est repliée sur elle-même, elle se ferme; elle se limite à ses activités religieuses».

Une sorte de «retour à l'identité catholique qui cherche des mes- ses bondées, sans aucune contestation interne; des évêques et des prêtres obéissants... Je ne me trompe pas en affirmant que le Vatican, dans cette dernière période, a essayé de convertir l'Eglise en une espèce de musée du passé. Joli, bien ordonné, mais hors de la vie de la cité. La

vie ne passe pas par elle et c'est la grande question qui se pose aux chrétiens», souligne Ribeiro. Et c'est pénible, conclut-il, de voir se perdre ce moment historique «si l'Eglise le voulait, elle pourrait appuyer, avec son énorme structure, les initiatives de base qui surgissent de toutes parts. En les articulant, en tissant des réseaux de changement. Elle rendrait un service inestimable à la société. Mais, lamentablement, ce défi n'est pas accepté par la hiérarchie», conclut Ribeiro.

Sergio Ferrari responsable de presse de «Frères sans frontières»

1) Comme ses collègues péruvien (Alberto Fujimori), argentin (Carlos Menem) et équatorien (Abdallah Bucaram), le président brésilien Cardoso envisage une réforme, qui lui permettrait d'être réélu à la fin de son mandat (jusqu'ici, les Constitutions de nombreux pays latino-américains n'autorisaient pas l'exercice de 2 ou plusieurs mandats présidentiels successifs).

Construire une alternative globale au néo-libéralisme

Pour mettre en oeuvre le projet néo-libéral dominant, souligne Ribeiro, projet qui se fixe pour but la dépolitisation de la société, on tente d'établir une nouvelle entente des élites, à laquelle les Eglises chrétiennes sont conviées à participer. «Il n'y a pas de neutralité possible: ou les Eglises se rallient au système de marché, vainqueur de la guerre froide, ou elles se rangent au côté des masses exclues par ce même système».

Tel est le défi posé au mouvement populaire, aux organisations non-gouvernementales et au christianisme: quel rôle jouer dans une réalité mondiale totalement dominée par le marché en tant qu'institution?, se demande Ribeiro.

Le défi immédiat pour les chrétiens et le mouvement populaire, c'est en dernière instance la construction d'un nouveau projet de société capable d'affronter le projet néo-libéral, répond-il.

Il est donc nécessaire d'y travailler à différents niveaux. Economiquement, survivre au marché; politiquement, radicaliser la démocratie à tous les niveaux, en renforçant le pouvoir local et la construction de réseaux; culturellement, cultiver la solidarité comme utopie et personnellement valoriser la subjectivité... cela veut dire que l'affectivité, la sexualité, la spiritualité, la vie familiale, l'individualité et l'éthique personnelle doivent s'intégrer dans un même projet social et politique (SF).

Atelier oecuménique de théologie

En juin prochain commencera le 13ème parcours proposé par l'Atelier oecuménique de théologie, qui accompagnera pour 2 ans toute personne désireuse d'entreprendre une recherche commune sur des questions actuelles à la lumière de la parole de Dieu. Thème du parcours de formation:

«Moi Dieu je fais du neuf qui déjà bourgeoine. Ne le reconnaitrez-vous pas?».

Quiconque est bienvenu, quel que soit sa formation, son origine ou ses convictions, car «devant les questions vitales, personne n'est assez savant pour n'avoir rien à recevoir, ni assez pauvre pour n'avoir rien à donner». Les rencontres auront lieu chaque lundi de 14h à 16h ou de 20h à 22h, au Centre Saint-Boniface. ■

Nicole Kunz

Renseignements:
AOT, 9, av. Sainte-Clotilde,
1205 Genève.
Tél. (022) 321 40 88.

Succès pour les bananes équitables

De personnage de fiction hollandais, Max Havelaar est passé désormais au statut de symbole d'un commerce équitable bien réel et qui fonctionne! Le principe est le suivant: la Fondation Havelaar accorde des licences aux importateurs, aux torréfacteurs et aux distributeurs qui garantissent que les matières premières soient achetées directement aux coopératives de petits paysans contre un prix qui leur permette d'améliorer leurs conditions de travail et de vie. Ceux-ci bénéficient aussi d'avances sur leurs récoltes et de contrats durables. Après le café, le thé, le chocolat et le miel, les bananes sont entrées maintenant dans la liste des produits Max Havelaar.

Le lancement des bananes «équitables» a été un réel succès en Suisse: la demande s'est avérée supérieure aux prévisions. Des ruptures de stock chez les distributeurs Coop et Migros sont actuellement provoquées par des difficultés rencontrées lors du transport. La Fondation Max Havelaar doit par ailleurs mieux diversifier ses lieux d'approvisionnement à l'avenir: l'Equateur est pour l'instant le seul pays où elle achète ses bananes. Les consommateurs devraient cependant bientôt retrouver leur banane au label équitable en quantités suffisantes. ■

N.K. & D.F.

14 juin: Journée des réfugiés

En Suisse, la politique de renvois mise en place par l'Office des réfugiés avec l'aval du Conseil fédéral suscite révolte et indignation. Des personnes sont menacées d'un retour forcé dans leurs pays respectifs sans que les garanties de sécurité et de retour dans la dignité puissent être données. Il s'agit en particulier de ressortissants de la Kosove et de Bosnie, du Sri Lanka, de l'Angola et d'Algérie.

Des marches de protestation sont prévues (voir notre agenda ci-dessous). Mais une réflexion approfondie s'impose au moment où la révision totale de la loi suisse sur l'asile est traitée par les Chambres fédérales. Nous publions ici la préface d'un texte que Jean-Claude Huot, secrétaire de Justice & Paix (Suisse), a rédigé à propos du nouveau statut pour «personnes à protéger» proposé dans le cadre de cette révision. Un texte qui provoque déjà quelques remous et dont nous aurons à reparler.

Quand le 5 mars 1997 j'ai entendu le discours du président de la Confédération, Arnold Koller, devant l'Assemblée fédérale sur «la Suisse et son histoire récente», me revenaient sans cesse en tête les noms des Albanais de Kosove réfugiés en Suisse mais dont la demande d'asile avait été rejetée. Torturés, ces personnes ont besoin d'un traitement médical et psychiatrique pour soigner les séquelles de leur traumatisme. Elles bénéficient d'une aide grâce à leurs compatriotes et à l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture). Pourtant, si l'accord passé avec les autorités de Belgrade et signé par le Conseil fédéral le 3 mars 1997 entre en vigueur, ces personnes devront retourner dans leur pays contrôlé par leurs tortionnaires avec les quelques 12'000 autres Albanais de Kosove séjournant dans notre pays. Dès lors se pose une question lancinante: pourquoi ces personnes torturées, donc persécutées par les autorités yougoslaves, ne peuvent-elles pas obtenir l'asile dans notre pays?

Au moment où la révision totale de la loi sur l'asile est traitée par les Chambres fédérales, un effort de lucidité est nécessaire. Il convient de se demander si la réglementation proposée, en particulier le statut pour personnes à protéger, est conforme à la tradition humanitaire de la Suisse qu'évoquait Arnold Koller - par ailleurs chef du Département fédéral de Justice et Police dont dépend l'Office fédéral des réfugiés - dans son discours du 5 mars: «La misère, la pauvreté, l'injustice, les génocides et le mépris des droits de l'homme ne sont pas seulement des événements du passé, mais aussi des réalités choquantes aujourd'hui, que l'on ne peut nier» disait-il. A côté de la création d'une fondation de solidarité proposée par le Conseil fédéral, il faut que notre pays se donne des instruments efficaces et conformes au droit afin de protéger réellement les personnes qui ont besoin de trouver un asile en dehors de leur pays. Si une leçon doit être tirée de ce qui s'est passé en Suisse il y a plus de cinquante ans, c'est bien celle-ci: éviter de renvoyer des gens dans les griffes de leurs persécuteurs.

Jean-Claude Huot

Extrait de «Pour une vraie protection provisoire»
Texte publié sous la responsabilité de son auteur.
Commandes: Justice & Paix, Case Postale 6872, 3001 Berne,
tél. 031 381 59 55, fax, 031 381 83 49.

A VOS AGENDAS

Marche de protestation «NON AUX RENVOIS FORCÉS»
Genève, le 14 juin (journée des réfugiés).
A 14h rassemblement à la Treille suivi du départ, en direction du Jardins anglais où auront lieu kermesse et animations diverses à partir de 15h15.
Contact: Gustave Desjarnaulds, tél. 022 735 91 90, 022 349 21 31

Débats, «5 ANS APRÈS LE SOMMET DE LA TERRE»
Genève, 5 juin (12h15-13h45) hôtel Métropole, Lausanne, 11 juin (12h15-13h 45) Casino de Montbenon, Neuchâtel, 11 juin (12h15-13h45) au Muséum d'histoire naturelle.
Organisation et contact: SPE (Société pour la protection de l'environnement) tél. 022 329 99 29

RENCONTRES MÉDIAS NORD-SUD,
Grütli, Genève, 26-29 mai,
sous le thème «MÉTISSAGES ET CULTURES CARAÏBES».
Renseignements et programme: tél. 022 708 81 93

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

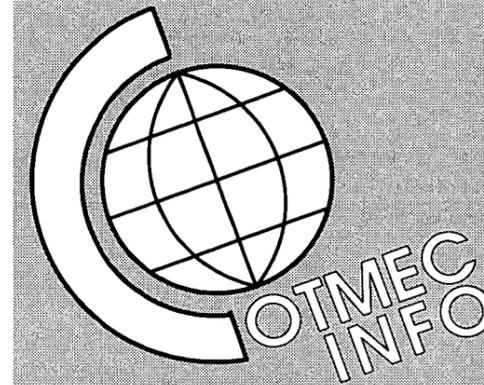
Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: fornara

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel: Fr 15.-

N° 195 - mai 1997

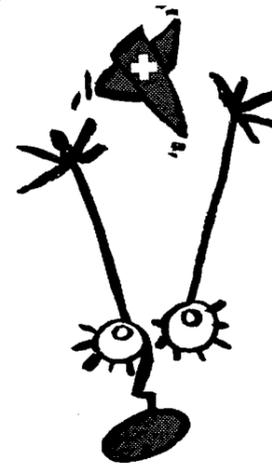


Mini-dossier
Votation du 8 juin
Repères éthiques

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Notre pays ne doit plus exporter ses engins de mort!

Votation du 8 juin



A l'unanimité, la COTMEC a décidé de faire campagne en faveur de l'initiative «POUR L'INTERDICTION D'EXPORTER DU MATERIEL DE GUERRE». Ce choix nous semble cohérent par rapport aux engagements des Eglises.

Vous trouverez dans ce numéro des repères et des éclairages pour votre propre réflexion. Ci-dessous un billet de Guy Musy abordant la question cruciale des emplois menacés par cette initiative. Et un mini-dossier réalisé par Nicole Kunz et Roland Pasquier (page 3).

Bonne lecture et n'oubliez pas d'aller voter!

COTMEC.

Un OUI à la vie

Le 8 juin prochain, le peuple suisse aura à se prononcer par oui ou par non, sur une initiative visant à interdire toute exportation de matériel militaire à l'endroit d'un pays tiers. Un contre-projet gouvernemental a tenté de mitiger la portée de l'initiative en proposant une rédaction plus restrictive de la loi sur le matériel de guerre. Ce texte aurait pu être bienvenu si le Parlement ne l'avait édulcoré. Ainsi, la vente des fameux Pilatus utilisés par les dictatures pour mitrailler les populations civiles échappera désormais à tout contrôle. Nous voilà avertis. Une fois de plus, nous avons le choix: faire de notre pays un pionnier dans la lutte contre le surarmement, ou nous aligner sur les marchands de canons, au risque, bien entendu, de contredire notre politique humanitaire. Nos organisations d'entraide, soutenues par nos propres fonds, devront-elles réparer de la main droite ce que nos bombes et nos avions auront détruit de la main gauche? Le choix est clair et ne permet aucune échappatoire. Il faut être cohérent soit avec nos principes chrétiens, soit avec une pratique commerciale qui ne respecte rien. Inutile pour s'en tirer de recourir au camouflage ou à la langue de bois.

Evidemment, les capitaines du triangle d'or s'émeuvent pour les "milliers de postes de travail" que l'initiative, si elle était acceptée, mettrait en péril. Nous n'étions pas habitués de leur part à ce genre de scrupules. Il les taisent ordinairement quand ils restructurent les brasseries, les institutions bancaires, les usines chimiques ou métallurgiques. Gardons toutefois le sens des proportions. Mille emplois, tout au plus, devraient être reconvertis vers d'autres unités de service ou de production. Non plus cette fois-ci pour produire la mort, mais pour défendre la vie. Oserions-nous dire que nous n'avons pas en Suisse les moyens d'opérer cette conversion? Ou alors, faut-il pour garantir le salaire de nos ouvriers, contribuer à tuer ou à mutiler des populations étrangères? Nous n'acceptons pas le fait que des paysans andins, pour ne pas mourir de faim, cultivent la drogue qui tue nos enfants et nous accepterions pour sauver chez nous des emplois de fabriquer des engins qui répandent la mort au loin! Il est urgent de mettre un terme à cette contradiction et revenir à une éthique claire et précise. Que notre "oui pour la vie" soit un "oui" franc et décisif!

Faisons le vœu que nous serons nombreux à voter ce dimanche. Sans nous laisser prendre par la pêche, les grillades et les promenades. Ou, pire encore, par le mauvais alibi que cette affaire est trop compliquée pour qu'elle puisse nous concerner!

Guy Musy

Documents à lire:

- Investir dans le développement humain. Aspects politiques et éthiques de l'exportation d'armes.

Caritas,
Action de Carême,
Missio
Commandes:
Tél. 021 617 88 81

- Le développement a besoin de la paix.
Résultats de la consultation sur les mesures prises par les oeuvres protestantes d'entraide et de mission en faveur de la paix

N° spécial de REPERES
publié par Pain Pour le Prochain
Commandes:
Tél. 021 646 30 77

Mémoires d'esclaves

Exposition au Musée d'Ethnographie de Genève



Le châtiment du masque. Lithographie, XIXe siècle.

Quelques textes de valeur historique accueillent à l'entrée le visiteur. On y découvre notamment Calvin condamnant l'esclavage, cette pratique aux antipodes des valeurs chrétiennes. Mais, chose curieuse, il avait omis de désigner les vrais acteurs de cette pratique inhumaine. Il estimait que celle-ci n'était plus tolérée que dans les contrées barbares, lointaines de l'Europe chrétienne et civilisée. Comme pour lui répondre, l'exposition fait côtoyer, avec Calvin quelques acteurs illustres de cette tragédie humaine. Une prise de contact avec l'Afrique d'avant la traite négrière. Continent bientôt en rupture et qui sera privé de son patrimoine et exproprié de sa jeunesse pendant trois siècles. Une vitrine d'entraves d'esclaves, dont une de forme brute, ayant visiblement servi, retrouvée en

Angola, nous rapproche davantage de cette douloureuse réalité. Cette allée africaine nous conduit tout droit dans la cale du bateau à l'entrée de laquelle se trouvent disposés une dame-jeanne et quelques fûts. Une flamme faible, scintillante est accrochée au plafond de la cale, elle bouge au rythme du tangage du bateau. Un bruit sourd de la vague qui vient heurter la coque, provoquant un cliquetis d'objets, complète cette ambiance sombre et sinistre. Les esclaves, côte-à-côte sont disposés de part et d'autre de l'étroite plate-forme centrale de la cale. On ne peut mieux symboliser ce voyage du non-retour. Au sortir de la cale c'est l'Afrique immortelle qui accueille. Le rythme, la couleur, les croyances et les formes, bref le patrimoine du déporté qui a traversé l'océan trois siècles d'esclavage.

L'esclavage a été aboli en 1820 mais son spectre demeure. Il apparaît dans le regard de l'enfant prostitué comme dans celui du paysan sans terre. Il est vécu par les victimes de l'apartheid comme par celles du colonialisme, du contemporain qui a tout perdu jusqu'à l'envie de vivre.

L'environnement mondial aujourd'hui fortement marqué par l'économie de marché, libéralisé et non réglementé, approfondit l'écart entre riches et pauvres et favorise la domination de l'homme par l'homme. Mais cela ne doit guère être perçu comme une fatalité. Des hommes et des femmes hier se sont élevés, parfois au prix de leur vie, contre l'esclavage. Il appartient à l'humain d'aujourd'hui, porté par l'utopie d'un monde plus juste, de lutter contre l'esclavage sous sa forme actuelle. L'exposition n'a pas omis de réserver un espace à ces faits et gestes, à ces écrits et à ces pistes certes modestes mais ô combien porteurs qui font avancer l'histoire dans le sens souhaité par l'humain. Ne sommes-nous pas nous-mêmes parfois surpris de l'évolution contrastée de ce monde bien souvent impitoyable? ■

Justin Kahamaile

Du 3 mai au 5 octobre au Musée d'ethnographie, 65, Bd Carl-Vogt
Tél 022/ 418 45 50

Nous vous recommandons également l'excellent ouvrage qui accompagne cette exposition "Mémoires d'esclaves" que vous pouvez vous procurer sur commande ou au guichet du Musée.

Ram Etwareea/InfoSud

Offensive contre la participation d'ABB à un méga-barrage en Chine

La Déclaration de Berne et la Communauté de travail des oeuvres d'entraide contestent l'appui fédéral à ce projet démesuré.

Le projet de barrage des Trois Gorges a été rêvé par Sun Yat-Sen en 1918 et abandonné, pour manque de moyens. Chlang Kal-Shek et Mao Zedong l'ont ressorti des tiroirs, sans y donner suite. Au début des années 80, Deng Xiaoping le remet sur le métier pour l'oublier aussi vite. Il est maintenant dans les mains du tenace premier ministre chinois Li Peng. Les premiers coups de pioche au chantier pharaonique sur le fleuve Yang-tsé ont été donnés en 1994 et, si tout va bien, le barrage sera terminé en l'an 2003. Sa réalisation entraînera le déplacement d'un million de Chinois et noiera 650 km² de terres. De nombreux villages, des centaines d'entreprises, des sites historiques, de grandes surfaces de terre fertile et des forêts abritant diverses espèces végétales et animales disparaîtront. Les Chinois espèrent produire 84 milliards kwh/an lorsque le projet sera achevé.

Vingt-cinq milliards de dollars. Tel est le coût projeté du barrage, le plus gigantesque du monde. Une somme qui met l'eau à la bouche des entreprises occidentales susceptibles de fournir des équipements. ABB, la

multinationale suédo-suisse, géant sur le marché des turbines et des installations électriques, et Sulzer Holding sont entrés dans la course, avec la caution de la Confédération. La Chine a lancé des appels d'offres cette année et les décisions tomberont vers la fin de l'année. Les deux entreprises suisses figurent parmi les favoris. L'an dernier, lors de sa visite en Chine, le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz était accompagné d'Edwin Simm, le patron d'ABB.

Méga-barrage, méga-dégâts
Coincidence? A peine une semaine après le retour de la mission suisse en Chine, la Commission pour la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE) donnait un premier préavis favorable à la demande de soutien officiel déposée par ABB, dont la participation aux travaux porte sur 350 millions de dollars. En décembre, le Conseil fédéral donnait le feu vert décisif.

Dans une lettre adressée à Wilhelm Jaggi, président de la commission GRE, la Communauté de travail des oeuvres d'entraide suisses (CT) avait demandé que l'appui de la Confédération soit refusé. La CT a rappelé que la démesure du projet a fait reculer la Banque mondiale et les Etats-Unis. De plus, tous les milieux écologistes internationaux, y

compris chinois, sont farouchement opposés au barrage. Pour Nadine Kelm de la CT, plusieurs barrages à dimension plus humaine sur les affluents du Yang-tsé pourraient répondre aux besoins croissants en énergie de la Chine.

La Déclaration de Berne, autre groupe de pression, ne veut pas non plus du projet. Suite à l'aval du Conseil, la DB mène une campagne d'information auprès du public suisse. «L'histoire nous montre que tous les grands barrages ont fait plus de mal que de bien», déclare Peter Bossard de la DB.

Chez ABB (Suisse), il n'y a pas de place pour des états d'âmes. Le porte-parole Patrick Kaiser estime que si l'entreprise obtient le contrat, c'est toute la Suisse qui en profitera. «Il y aurait un effet très positif sur l'emploi. Le mandat profitera également à nos fournisseurs. Les rentrées financières donneront aussi un coût de fouet à la consommation en Suisse», déclare-t-il. Et d'ajouter: «Le barrage se fera avec ou sans nous; autant y participer pour en faire profiter notre économie». Et les conséquences désastreuses en Chine? «Nous avons bien évalué le projet et nous sommes convaincus qu'il sera plutôt bénéfique à la Chine», répond Patrick Kaiser. ■

Interdire les exportations d'armes

Un choix cohérent avec les engagements des Eglises

Appelés aux urnes le 8 juin prochain, les citoyens vont être confrontés à un choix non seulement politique, mais avant tout éthique. En effet l'initiative «pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre» s'inscrit dans la perspective du développement durable, dans la mesure où elle représente un choix de société, un pari pour la paix, la justice et la sauvegarde de la création. Elle représente un choix cohérent avec les engagements des Eglises.

Avant la Première Guerre mondiale, toute exportation d'armes était interdite en Suisse. Ce n'est qu'à partir des années '20 qu'on assiste à une expansion de la fabrication privée d'armes dont l'exportation dépasse bientôt l'importation. La première remise en question éclate avec l'affaire Bührle, en novembre 1968. Cette fabrique suisse exportait de façon illégale des armes dans les pays en guerre, dont le Nigéria où la guerre du Biafra avait éclaté. Des canons vendus par Bührle y ont même abattu des avions transportant du matériel de secours. En 1972, une initiative populaire en faveur d'une limitation de l'exportation du matériel de guerre a échoué de peu. Les scandales ont donc pu continuer impunément, comme le prouve la récente affaire des avions Pilatus en Birmanie. De plus, on trouve actuellement du matériel de guerre suisse dans presque toutes les régions du monde en conflit, notamment des armes sophistiquées issues de la technologie de pointe.

Un faux contre-projet

Le 13 novembre 1996, le Parlement a voté une loi sur le matériel de guerre qui est loin d'être satisfaisante. En effet, si elle comporte quelques améliorations (mines antipersonnel, commerce intermédiaire, licence de fabrication), cette nouvelle loi a fait un net pas en arrière par rapport à l'ancienne. Malgré les demandes pressantes des oeuvres d'entraide, les notions de droit de l'homme et de coopération au développement ont été biffées. La définition des buts de l'exportation n'est pas satisfaisante, pas

plus que celle du matériel de guerre (les simulateurs pour avions de combat et pour chars, les outils et machines destinés à produire des armes, ainsi que les avions Pilatus ont été sortis de la liste soumise au contrôle de l'exportation).

Les fausses craintes

Les arguments des opposants à l'initiative se résument en 3 points. «L'initiative met en danger plus de 120'000 places de travail». Précisons avant tout qu'en tenant compte de la production actuelle moyenne, seules 1'000 à 2'000 places seraient touchées. Avec la fin de la guerre froide, le marché mondial de l'armement a fortement diminué. Il est donc temps de penser à la reconversion des industries. L'emploi ne peut en aucun cas justifier n'importe quel commerce: les armes sont avant tout conçues pour tuer. «Pour être dissuasif, il faut des armes».

La paix est avant tout le fruit de la justice sociale. Le surplus d'armes conduit inévitablement à la violence. Comment s'étonner, lorsque nous vendons des armes à un pays, que celui-ci s'en serve lors de conflits!

«Peut-on interdire l'exportation si on continue à importer?» Il existe plus de 100 pays au monde qui ont une armée et qui n'exportent pas d'armes. L'acceptation de l'initiative marquerait un pas significatif vers le désarmement déjà amorcé avec les diverses conférences mondiales en vue de supprimer les mines antipersonnelles, les armes chimiques (une conférence a lieu à La Haye jusqu'à la fin mai pour la suppression totale des armes chimiques d'ici 2007). Dans l'amorce du processus qui met fin aux ventes d'armes, la Suisse ferait oeuvre d'Etat pionnier.

Les vrais enjeux

Le Conseil fédéral a défini 5 objectifs pour sa politique étrangère: le maintien et la promotion de la sécurité et la paix, l'engagement en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et des principes de l'Etat de droit, l'accroissement de la prospérité commune, la promotion de la cohésion sociale, la préservation du milieu naturel. La Suisse, continuant à exporter

des armes, se trouve confrontée à un grave problème d'incohérence: «Nous avons vendu des armes. Et après, nous venons sauver et soigner les blessés, victimes de nos armes» (Mgr Mamie). Une action cohérente cesserait de séparer politique commerciale et politique de développement.

Le bien commun

Les armes vont à l'encontre de la promotion du bien commun qui dépend en premier lieu de la possibilité donnée aux hommes et aux femmes de satisfaire leurs besoins fondamentaux (manger à sa faim, avoir un logement décent, accéder à l'éducation et au travail, etc.). Depuis quelques années, les dépenses militaires des pays du Sud sont en nette augmentation. Il suffirait de 12% de ces dépenses pour mettre en oeuvre les principaux programmes de santé à l'échelle mondiale. Pour le prix de 20 avions de combat à la Russie, l'Inde aurait pu scolariser les 15 millions de fillettes qui aujourd'hui ne peuvent aller à l'école. Si la Malaisie avait renoncé à faire construire 2 navires de guerre en Grande-Bretagne, elle aurait pu

investir cette somme pour approvisionner en eau pendant presque un quart de siècle les 5 millions de personnes sans eau potable actuellement dans ce pays. «Il faut former l'opinion publique pour qu'elle s'oppose à la course aux armements et à la militarisation de la région. Ces tendances ne font que maintenir la tension, tout en gaspillant des fonds qui devraient normalement être affectés à l'éducation, à la santé, à la construction et à l'infrastructure économique» (évêques d'Asie du Sud à Katmandou, septembre 1996).

Et puis il y a urgence!

En exportant des armes, la Suisse est complice d'un mécanisme inacceptable: les dépenses militaires des pays du Sud empêchent le développement et accroissent l'instabilité de ces régions, deux éléments qui conduisent inéluctablement à la paupérisation.

Il est de notre responsabilité de citoyen et de chrétien de devenir des artisans de paix, en signifiant par un geste clair notre volonté de briser la spirale infernale. ■

Nicole Kunz & Roland Pasquier



...Briser la spirale infernale de l'indécision...

Volontaire avec Frères Sans Frontières? **fsf**

Quelles sont les conditions?

- La demande du Sud est toujours première et l'offre du Nord s'y adapte.
- Nationalité suisse ou originaire du Sud ayant vécu en Suisse.
- Avoir terminé sa formation professionnelle et acquis déjà deux années d'expérience dans son métier.
- 23 ans révolus.
- Etre disponible pour 3 ans d'affectation (2 ans minimum).
- Etre engagé dans des mouvements sociaux ou politiques en Suisse.
- Avoir une forte motivation
- Une première expérience dans le Sud est valorisée.
- Etre ouvert à l'échange interculturel.
- Jouir d'une bonne santé physique et psychique.

Comment entreprendre une formation?

Des rencontres mensuelles au sein de groupes régionaux (GE, VD, FR, VS, JU) permettent tant au futur volontaire qu'à toute personne intéressée par la problématique de se familiariser avec des thèmes relatifs au volontariat. Des personnalités sont invitées à apporter leur contribution sur des thèmes aussi variés que l'économie du développement, l'échange interculturel, l'animation de groupe, la foi, l'engagement en Suisse etc. Des ex-volontaires sont également amenés à témoigner de leur expérience dans le Sud. En plus de ces séances, Frères Sans Frontières met sur pied deux stages intensifs d'une et trois semaines. Le premier vise à une meilleure connaissance de la dynamique des rapports Nord-Sud par un jeu interactif. Le second est destiné principalement aux volontaires sur le départ. Il tend à familiariser les futurs volontaires à la vie communautaire et à leur apporter les outils théoriques et pratiques nécessaires au succès de leur engagement.

Les groupes régionaux sont ouverts à tous, n'hésitez pas à nous rejoindre...

FR N. Cabrera tél. 026 481-53-45
 GE L. Widmer tél. 022 343-70-33
 JU D. Pozner tél. 032 493-32-25
 VD M. Schmid tél. 024 441-57-06
 VS E. Schmid tél. 022 321-70-83

Où s'informer?

N'hésitez pas à nous contacter:
 Frères Sans Frontières
 Vignettaz 48 / C.P. 129 / CH-1709 Fribourg
 Le matin seulement : Tél. 026 422-12-40
 Toute la journée : Fax 026-422-12-43
 e-mail : fsf@worldcom.ch

LES VOLONTAIRES FSF ET LEURS PARTENAIRES AU SUD ONT BESOIN DE VOTRE SOUTIEN. MERCI POUR VOS DONS AU CCP 17-7786-4

Une autre forme d'engagement

Les PBI, BRIGADES DE PAIX INTERNATIONALES

Qui sommes-nous ?

Un réseau international de volontaires, constitué en 1981 dans le but d'aider à la résolution de conflits et au maintien des droits de l'homme par des actions basées sur la non-violence. Notre action s'appuie sur trois principes : la non-violence, l'indépendance et la non-ingérence

A qui s'adressent les PBI?

Toute personne désireuse de s'engager dans un projet à l'étranger dans le domaine de la non-violence ou en Suisse (réseau d'urgence, travail sur un projet, aides diverses)

que proposent les PBI?

Des engagements bénévoles de 6 mois à deux ans dans une équipe internationale.

Quelles sont nos exigences?

25 ans. Excellente santé physique et psychique. Voyage aller-retour, assurances maladie et accidents à la charge du volontaire. Participation à des formations préparatoires.

Maîtrise de la langue pratiquée dans la région du projet

Où avons nous des projets?

Colombie, Guatemala, Amérique du Nord, Sri-Lanka, Haïti, Ex-Yougoslavie (Balkan Peace Team).

CONTACT: PBI Suisse Romande, Ph. Beck, CP 178, 1000 Lausanne 3
 Tél. + Fax 021-617-07-60. Email pbeck@clients.switch.ch / CCP 23-729-0

Adresses diverses

Un relais pour des conseils: CINFO

Centre d'information et d'orientation pour les professions relatives à la coopération au développement et à l'aide humanitaire.
 Rue Centrale 121, Case Postale, 2500 Bienne 7
 Tél. 032 365 80 02 Fax. 032 365 80 59

Attention CINFO n'est pas un office de placement dans la coopération Nord-Sud. Mais vous y trouverez des filons sur les organismes qui cherchent des volontaires ou des coopérateurs et des conseils pour parfaire votre formation en fonction des exigences dans ce domaine. CINFO organise des séminaires de préparation au départ et apporte un soutien technique pour une réinsertion au retour d'un engagement dans le Sud. Le service « JEUNES » de CINFO donne également des conseils pour de courts séjours dans le Sud. Un dossier à ce sujet est disponible au secrétariat de CINFO.

Echanges culturels:

- Intermundo

Association faîtière pour la promotion des échanges de jeunes
 Schwartztorstrasse 69, 3007 Berne. Tél. 031 382 32 31

Des échanges scolaires aux engagements bénévoles dans le Tiers Monde en passant par les séjours de langue ou « au pair », vous trouverez à INTERMUNDO des conseils et un aiguillage vers une trentaine d'organisations actives dans les échanges inter-culturels.

- ICYE

Programme d'échange international culturel de la jeunesse
 Belpstrasse 69, 3007 Berne. Tél. 031 371 77 80

Fondé à l'origine pour rétablir un climat de confiance entre les anciens ennemis de la seconde guerre mondiale, ce programme offre des possibilités de travail bénévole dans le domaine social à l'attention des jeunes (18-30 ans) avec encadrement dans une famille d'accueil. ICYE est actif sur tous les continents et dans une quinzaine de pays du Sud.

Courts séjours (6 semaines-4 mois): VOYAGE-PARTAGE

Botzet 2, 1700 Fribourg. Tél. 026 424 81 25

Pour les 18-30 ans. Préparation sérieuse. Motivation béton. Dans le club Voyage-Partage, les jeunes qui bénéficient d'une expérience de voyage dans le Sud sont ensuite invités à la partager avec d'autres pour un travail de sensibilisation aux défis Nord-Sud. Ce club a été mis en place par les réseaux missionnaires en Suisse romande (voir Cotmec-info N° 166).

Voyages en groupe pour jeunes: JATUR

Jeunes associés temporairement à une région

Voyages éducatifs et humanitaires. Case postale 111, 1219 Aire (GE)

Des groupes de 10 à 20 jeunes accompagnés de 4 adultes et d'un médecin suivent une préparation en cours d'année. Les séjours ont lieu le plus souvent l'été en deux phases: participation à un modeste travail humanitaire, puis visite du pays, aventure et sensibilisation aux richesses culturelles locales.

Partir dans le Sud

Dossier réalisé par Frères Sans Frontières (FSF) et la COTMEC

Editorial

Régulièrement, à la COTMEC, nous sommes contactés par des jeunes - ou moins jeunes - qui souhaitent partir dans un pays du Tiers Monde. L'envie de constituer un petit dossier sur ce sujet à la veille de l'été est née de ces demandes. L'occasion nous en est donnée ce mois-ci grâce à la collaboration de Frères sans Frontières, association à laquelle appartiennent les volontaires qui nous ont transmis des échos de leurs expériences dans le Sud.

Centré sur une organisation de volontaires, ce petit dossier ne saurait prétendre faire le tour des questions relatives à une expérience dans le Sud. Il propose toutefois un page pratique avec quelques adresses pour des conseils ou de plus amples informations: à propos du volontariat, de la coopération ou de courts séjours individuels ou en groupe pour des jeunes.

Comment partir n'est donc pas ce qui pose problème, dans un premier temps. Pour de courts séjours, on trouvera toujours un tuyau, une piste à suivre. Mais pourquoi partir? C'est à ce propos que l'expérience d'un mouvement comme Frères sans Frontières (FsF) s'avère riche d'enseignements.

Partir... Pourquoi ?

FSF apporte un soin tout particulier à la préparation des volontaires et à la réflexion sur le sens de leur action. Pas question, dans ce mouvement, de « partir pour résoudre ses propres problèmes » ou pour « fuir » une réalité mal vécue. Exporter ses blessures n'a jamais contribué à les guérir. « Partir pour aider »? Le mythe du développeur blanc, tout-puissant, a fait son temps. Dans ce domaine, à l'ère de la mondialisation, les entreprises multinationales ont fait plus fort que la coopération technique, même si ce n'est pas nécessairement pour le mieux-être de chacun.

« Partir pour changer le monde »? C'était encore un leitmotiv il y a quelques années. La tentation est toujours grande de rêver d'un ailleurs où le changement semblerait, à l'inverse de ce qui se passe dans nos sociétés où le mouvement semble arrêté et où les transformations sociales sont si coûteuses. Or l'expérience force à davantage d'humilité. Les notions d'échange et de partenariat tendent aujourd'hui à exprimer plus justement la relation qui s'instaure entre le volontaire et ses compagnons de travail dans le Sud. L'écoute et la découverte de l'autre, le respect de la diversité, la tolérance, l'enrichissement mutuel... Tout cela peut prendre corps, avec plus ou moins de bonheur, à travers une expérience dans un pays du Sud.

... Changer son regard!

Le volontaire ne change peut-être pas le monde aussi bien qu'il l'aurait rêvé. Mais il se frotte à une réalité autre, à des personnes avec leurs choix existentiels, leurs richesses et leurs difficultés. Il est confronté directement à la fracture sociale, économique entre Nord et Sud. Le volontaire apprend surtout à changer son regard. Ça, c'est un changement à la portée de chacun. Et c'est aussi le prélude à un travail en profondeur de transformation sociale, ici ou là-bas, avec d'autres, dans l'incertitude d'un devenir qui reste toujours à inventer. L'entourage du volontaire le soutient et se laisse transformer avec lui par son expérience. Les volontaires deviennent ainsi des passerelles entre des mondes différents, mais unis dans ce qui est devenu notre aventure planétaire commune. Le travail de préparation au « départ » ne conduit d'ailleurs pas toujours dans le Sud. Pour certains, il suscite une action dans le pays d'origine: un éveil à la problématique du maldéveloppement, une manière d'agir plus responsable, un engagement pour un monde solidaire. Les chantiers ne manquent pas dans ces domaines!

Marc-André Baud (FSF)
 et Dominique Froidevaux (COTMEC)

« Si tu es venu pour nous aider, tu perds ton temps!
 Mais si tu es venu parce que ta libération est liée à notre libération, alors d'accord, travaillons ensemble »
 (Philippines)

Sommaire:

- **Edito: pourquoi partir?** p.1
Par M.-A. Baud et D. Froidevaux
- **FSF, un partenariat volontaire avec le Sud** p.2
Présentation de FSF
- **Aux côtés des Mapuche** p.2
Analyse de Thérèse Parrat et Carlos Falaschi
- **De retour d'Afrique du Sud** p.3
Témoignage, par V. Schoeffel.
- **Et si vous étiez tentés par un départ...** p.4
Adresses utiles pour envisager un échange interculturel ou pour un engagement volontaire.



Frères Sans Frontières



Un partenariat volontaire avec le Sud

Frères Sans Frontières (FSF) est tant une association supervisant l'envoi de volontaires dans le Sud qu'un mouvement dont le but plus large est la sensibilisation aux problèmes du Sud.

Les volontaires FSF s'engagent pour une période de 3 ans auprès d'une organisation locale -syndicat, coopérative, paroisse, groupement de femmes etc.-.

En collaboration avec ces partenaires locaux, ils vont appuyer des projets conçus et mis en oeuvre par les populations locales.

Frères Sans Frontières privilégie les engagements auprès des communautés les plus défavorisées: enfants des rues, femmes, communautés indigènes, villages agricoles, etc.

Le volontaire s'attache à travailler dans le plus grand respect des traditions culturelles du pays d'accueil. Il vit le quotidien de la communauté, s'imprègne de ses valeurs, partage ses combats.

Les volontaires FSF sont des hommes et des femmes aux compétences professionnelles diverses. FSF leur offre un réseau d'expérience, une formation et un encadrement administratif.

La sensibilisation en Suisse

Frères sans Frontières cherche également, par l'envoi de volontaires, à sensibiliser en Suisse à la problématique Nord-Sud, à la richesse de l'échange interculturel.



Aux côtés des Mapuche

Par Thérèse Parrat
et Carlos Falaschi (FSF)

Thérèse Parrat et Carlos Falaschi sont engagés depuis plusieurs années dans un projet de solidarité avec les communautés indigènes Mapuche, à Neuquén, en Argentine. Le texte qu'ils proposent ici esquisse l'analyse qui fonde leur action sur le terrain pour le droit à la terre et le respect de la dynamique culturelle autochtone. Une analyse et une action élaborée avec leurs partenaires Mapuche.

Composée de 14 familles, cette communauté du Sud de l'Argentine (Patagonie) est propriétaire ancestrale des terres qu'elle occupe. Elle vit aujourd'hui un triple paradoxe, triste et ironique à la fois. Ses habitants manquent d'eau potable alors qu'ils vivent au bord du fleuve Neuquén; ils ne bénéficient pas du gaz alors qu'ils sont établis sur le plus important gisement du pays et, bien qu'ils aient comme voisine une grande centrale thermoélectrique, beaucoup d'entre eux n'ont pas l'électricité.

A la fin des années 70, les terres de la Communauté se trouvent rapidement entourées puis envahies par les activités déployées par l'entreprise d'extraction YPF qui a obtenu la concession du *Loma de la Lata*, le plus grand gisement de gaz du pays et l'une des principales réserves d'Amérique Latine.

Gisement ne rime pas avec développement

En plein coeur d'un «pôle de développement» toutes les possibilités de promotion sociale et économique de la Communauté se trouvent aujourd'hui paralysées ou compromises. Les habitants ne bénéficient d'aucun effet d'entraînement de l'activité industrielle d'YPF. Et ils doivent revendiquer chaque centime des dommages et intérêts qui devraient leur revenir en compensation des préjudices que la compagnie leur fait subir.

L'économie traditionnelle est balayée

L'activité de l'entreprise a en effet progressivement détruit l'habitat naturel de la Communauté. Une quarantaine de puits d'extraction de gaz et de pétrole ont été perforés et le territoire est parsemé d'un nombre infini d'installations: campements, unités de traitement, brûleurs, conduits, chemins, bassins à ciel ouvert etc. L'élevage de chèvres, activité économique traditionnelle des Mapuche, est ainsi sérieusement compromise.

S'organiser et dénoncer les fautifs

Assistée par un service de conseil juridique et entourée par l'Assemblée pour les Droits de l'Homme et le projet «Défense de la Terre Indigène», la Communauté Paynemil a mandaté des experts et collaboré avec des bénévoles pour effectuer des études d'impact. De nombreuses inspections accompagnées de témoignages, de photos et d'études techniques ont mis en évidence la grave responsabilité incombant à l'entreprise YPF. Anciennement aux mains de l'Etat, cette entreprise aujourd'hui privatisée est responsable de la grave dégradation de l'environnement et, par conséquent, de la santé des habitants de la Communauté. Notons que ces différentes atteintes à l'équilibre environnemental ont également des conséquences sur tous les habitants vivant en aval du fleuve Neuquén, région qui accuse la plus forte densité démographique de la région... Pas un centime des centaines de millions de US dollars perçus par le Gouvernement provincial n'a été destiné à remédier à la situation et à éviter la destruction du mode de vie et de la richesse culturelle de ces populations.

Après la terre, l'eau

Suite à la perforation d'un puits d'eau, réalisée en octobre 1995 par une famille Mapuche de la Communauté, une inspection de la qualité de l'eau a été effectuée. Le résultat de l'analyse officielle est dramatiquement clair: «Le prélèvement est constitué d'hydrocarbures (probablement benzène) et de vestiges d'eau». Des fuites dans un bassin de rétention seraient à l'origine de la pollution qui empêche maintenant les habitants de la zone de s'approvisionner dans la nappe phréatique comme ils l'avaient fait jusque-là. Cette catastrophe a au moins eu le mérite de mobiliser l'opinion publique et de forcer l'entreprise à prendre position et à assumer ses obligations. De nouvelles dénonciations ont suivi, de nouvelles analyses réalisées. Celles-ci vont non seulement porter sur l'eau, mais également sur d'éventuelles traces de métaux lourds dans le sang des habitants de la Communauté. Les analyses sont réali-

sées avec une lenteur ahurissante, mais les premiers résultats sont d'ores et déjà alarmants.

Economie de prédation

Le «pétrosaur» YPF s'est avéré plus déprédateur que les espèces préhistoriques dont les restes pétrifiés sont continuellement découverts dans la région.

Il est impossible de détailler la quantité et la magnitude des autres préjudices occasionnés à la Communauté. Mentionnons néanmoins la dispersion de gaz dans l'air ambiant, l'érosion et la désertification d'un écosystème déjà fragile, l'arrosage des chemins avec de l'eau de purge, la mort suspecte d'animaux d'élevage, la disparition de la faune autochtone et de la couverture végétale, les différentes fuites de conduits et d'installations. La liste n'est pas exhaustive. Une chose est sûre: lorsque la rentabilité de cette exploitation hydrocarburifère se terminera, d'ici 30 ou 40 ans, il ne restera qu'une terre dévastée.

Destruction écologique et culturelle

Le cas de la Communauté Paynemil est un exemple parmi d'autres des conséquences de l'application d'un modèle économique visant au service d'une minorité et au profit à la fois des petits paysans producteurs indigènes et non-indigènes, des travailleurs et des simples consommateurs. Modèle sauvage qui ne respecte ni le sol que nous foulons tous et duquel nous tirons l'alimentation quotidienne, ni l'air que nous respirons, ni l'eau que nous buvons et qui fertilise la terre. Le lucre comme objectif immédiat et le marché comme régulateur suprême mènent au mépris absolu de la nature, des cultures et du futur des nouvelles générations. □

«Pas question d'exporter vers le Sud la vision prédominante du Nord. Il y a, dans notre société, trop d'exemples de chômage, de crise, de tristesse, d'apatie sociale et de dépendance de la drogue pour croire que nous pouvons offrir nos modèles au Sud.»

Camille Carron
Président FSF



Témoignage De retour d'Afrique du Sud

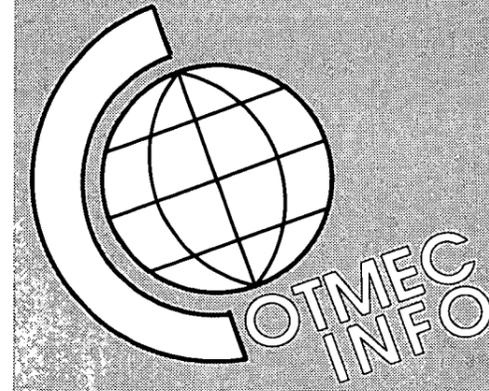
Par Véronique Schoeffel

Mon engagement volontaire en Afrique du Sud fut immensément riche. Au niveau politique, j'ai eu le privilège d'accompagner un peuple en marche; une marche que rien ne pouvait arrêter. J'ai appris que pour être efficace, le volontaire doit se mettre au service et aider les membres du projet à s'épanouir, à prendre des initiatives. Une telle attitude est plus difficile à vivre qu'à proclamer, car il est tentant de vouloir se mettre soi-même sur le devant de la scène. Au niveau personnel, j'ai entrevu une nouvelle dimension du verbe «respecter», respecter même si on ne comprend pas toujours. J'ai aussi pu découvrir les valeurs précieuses d'une communauté unie, dans des townships, des paroisses, des projets ou des familles. Bien sûr, tout n'est pas rose tous les jours, mais pour les moments de grande joie, de grande difficulté ou de grande douleur, on n'est jamais seul, toute la communauté se mobilise, joies et peines sont partagées et portées par le groupe, et donc mieux vécues. Tenter de recréer ce tissu communautaire lors de mon retour en Europe n'a pas toujours été facile... Mon séjour m'a aussi ouvert à la célébration, non seulement du bout des lèvres, mais de tout mon être. Célébrer la vie, les bonnes nouvelles, les personnes aimées. Enfin, j'ai appris pour l'avoir vécu ce que veut dire «être étranger» dans un autre pays. En Afrique du Sud, j'ai eu la chance de me sentir accueillie et acceptée. Aujourd'hui je regarde avec beaucoup plus d'empathie celles et ceux qui sont obligés de venir en Suisse ou en Europe pour survivre, et qui y sont si souvent traités comme des étrangers, et non accueillis comme des humains. □

Véronique Schoeffel fut volontaire avec Frères sans Frontières en Afrique du Sud, au Cap, de 1984-1994. Elle y a été active dans des programmes d'alphabétisation puis de formation au service des femmes. Elle travaille aujourd'hui à CINFO (voir page 4).

Mini-dossier
Congo (ex-Zaïre)
Tenter de comprendre

commission tiers monde
de l'Eglise catholique



dre le feu chez le voisin est le meilleur moyen de tenir sa maison à l'abri du feu. Compter sur ses propres forces, sortir de la logique de la mendicité en assurant la satisfaction des besoins primaires de la population, ces préceptes reviennent souvent dans la bouche de ces dirigeants. Comment concilier pouvoir fort et économie du marché? Comment garantir l'exercice démocratique du pouvoir et assurer une réelle et large participation de la population en dehors du multipartisme? Tels sont les dilemmes qui se posent maintenant dans les pays que ces nouveaux leaders ont pris en main. Ces derniers seront de toute façon confrontés aux revendications de justice et de participation des populations, dont certains secteurs restent attachés au multipartisme. Les laisseront-ils s'exprimer librement?

«Le massacre des réfugiés hutu rwandais au Zaïre a visiblement eu lieu. Il a été commis par les troupes rebelles de Kabila»

Le massacre des réfugiés hutu rwandais au Zaïre a visiblement eu lieu. Il a été commis, selon toute vraisemblance, par les troupes rebelles de Kabila, dont le noyau est constitué d'éléments Tutsi. La communauté internationale en a pris acte. Les pressions sur Kabila se multiplient pour qu'enquête soit menée et responsabilités établies. Condamner ne suffira pas, il faudra sanctionner. Sinon l'on franchira une étape de plus dans la banalisation du crime. L'avenir de la démocratie dans la région sera encore davantage compromis et, au passage, la communauté internationale perdra un peu plus de son crédit. Mais arrivera-t-on à le faire sans s'aliéner la communauté tutsi? Celle-ci ne comprend en effet pas pourquoi, trois ans après le génocide, pas un seul jugement n'a été prononcé à l'encontre des responsables du génocide par le tribunal international institué par cette même communauté internationale. Le génocide, à ce jour resté impuni, renforce le sentiment paranoïaque d'abandon, puis de persécution dont souffrent nombre de rescapés du génocide. Il fournit des arguments à ceux qui encouragent les victimes à se faire justice. Il faut que justice passe, toute la justice. Faire l'économie des procès ne fera que renvoyer pour plus tard le problème. Il faudra rendre justice à toutes les victimes, Congolaises (Zairoises) notamment, tombées sous les balles

des mercenaires et des soldats de Mobutu, appuyés par les soldats et miliciens de l'ancien régime rwandais. Le sort des réfugiés hutu burundais dont personne ne semble se préoccuper et la situation à l'intérieur de leur pays nécessitent autant d'attention. La solution ne sera durable que si elle intègre la dimension régionale du conflit. Et puis il ne faudra pas passer sous silence les complexités de certains organismes humanitaires, les complaisances de grandes puissances au premier rang desquelles on retrouve la France et les Etats-Unis. Il est établi que les troupes de Mobutu en débandade se sont, à plusieurs reprises, servi de la logistique des organismes internationaux pour semer mort et désolation autour d'elles. Cela a été peu dénoncé. On ne peut certes pas imaginer que cela ait été fait avec l'assentiment des responsables des organismes humanitaires. En tout cas les familles des victimes n'oublieront pas que le kérosène utilisé par les chasseurs pilotés par des mercenaires serbes et qui ont bombardé la ville de Bukavu faisant 9 morts a été soustrait à la réserve du H.C.R. à Kisangani, en pleine guerre.

Comment éviter, à l'avenir, les pièges des interventions humanitaires? Comment échapper aux contradictions inhérentes à toute opération d'urgence? Les organismes humanitaires devront y réfléchir, sinon il s'exposeront au risque du discrédit.

A l'heure où nous couchons ces lignes les combats s'intensifient à Brazzaville capitale de l'autre Congo. Ce conflit n'est pas le prolongement de ce qui se passe au Zaïre. Cependant il n'est pas erroné de dire que le départ de Mobutu a précipité son éclatement, ne serait-ce qu'à cause des liens entretenus par ce dernier avec l'actuel président du Congo Brazzaville. ■

Justin Kahamaile

Formation à la résolution non-violente des conflits



De sept. 97 à juin 98, divers ateliers d'une ou deux journées organisés par PBI, MIR, CMLK.
Renseignements: Philippe Beck, tél.: (021) 617 07 60

Films: Pour la mémoire des esclaves!

Cycle de films sur l'esclavage présenté par le ciné-club de l'Institut universitaire d'Etudes du développement (IUED) «Cinéma des trois Mondes», du 29 au 31 août 1997 au Cinéma Les Scala, et du 2 au 6 septembre au Musée d'ethnographie (restauration avec le «Bar du Sud»)

En collaboration avec le musée d'ethnographie de Genève, le ciné-club «Cinéma des trois Mondes» va présenter fin août une série de films documentaires ou de fiction sur le thème de l'esclavage, autour du thème de l'exposition du Musée «Mémoires d'esclaves». Les films de cinéastes d'Asie, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine tourneront autour de trois axes :
- traite des noirs,
- héritage culturel africain aux Amériques,
- formes contemporaines d'esclavage (conditions déplorables de travail au Sud comme au Nord, travailleurs immigrés, travail forcé des enfants).

La liste (provisoire) des films comprend notamment «la Ultima Cena», du grand cinéaste cubain Thomas Gutierrez Alea (révolte d'esclaves à Cuba, film du réalisateur de Fraise et chocolat), «Barroco», de Paul Leduc (identité culturelle latino-américaine), «Quilombo», du Brésilien Carlos Diegues (communauté de Palmiras fondée au XVIIe siècle par des noirs qui fuyaient l'esclavage), «les oiseaux jaunes» de Jahnu Barua (asservissement d'un paysan indien), «An Ale», de la cinéaste Irene Lichtenstein-Fall (voyage de la chanteuse haïtienne Toto Bissainthe au Sénégal, à la recherche de ses racines culturelles), «Malcom X», de Spike Lee. Des soirées thématiques de présentation de documentaires porteront sur le travail des enfants, sur les influences africaines dans la musique des Caraïbes et sur l'exploitation dramatique de domestiques dans les pays en développement ou à Genève.

Pour obtenir le programme (disponible dès début août) et des renseignements : IUED 022/906.59.54

Gérard Perroulaz, chargé de recherche IUED

A vos agendas :
Du 26 au 28 septembre, Helvetas proposera aussi au cinéma Scala une série de films haïtiens ou sur Haïti (film de Raoul Peck, de Thomas Gutierrez Alea et sur la culture haïtienne.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve - 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable: Dominique Froidevaux
Imprimerie: FORNARA S.A.

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Billet évangélique

Nous sommes tous des psychopathes

Mme Bonino, commissaire européenne pour les réfugiés, a été qualifiée de «psychopathe» par un responsable(?) politique, sous prétexte qu'elle dénonçait l'horreur dont étaient victimes les réfugiés rwandais dans les forêts de ce pays qui jusqu'à peu s'appelaient Zaïre. Psychopathes sans doute aussi les «médecins sans frontières» et autres agents humanitaires à qui on a interdit d'intervenir. Nous sommes habitués à ce genre de traitement. Les soviétiques, à leur époque, enfermaient dans des asiles psychiatriques leurs opposants politiques. Va-t-on interner aussi Mme Bonino? Nous lisons dans l'Evangile de Marc que Jésus lui-même était recherché par sa famille qui l'accusait d'avoir perdu la tête! Voilà donc Mme Bonino en bonne compagnie! Faut-il donc passer pour fou si on veut dire la vérité ou faire preuve de sentiments humains?

S'il en est ainsi, je pense que nous nous retrouverons dans le même cabanon, parce que nous sommes préoccupés du sort d'humains malheureux, sans tenir compte de leur race, de leur ethnie ou de leur religion. Nous retrouverons aussi comme compagnons d'infortune tous ceux qui ont été assez «fous» pour s'opposer à l'exportation d'armes suisses. Tandis que les hommes raisonnables, les «pragmatiques» comme ils se nomment, pensent qu'il faut bien casser des oeufs pour réussir une omelette et qu'il est normal que la gazelle figure au menu du lion.

Alors vive la folie de Dieu qui, comme chacun sait, n'a rien à voir avec la violence sans scrupule des généraux ou maréchaux affamés de pouvoir, ni avec le cynisme des chercheurs de diamants, de wolfram ou de dividendes.

Les aliénés sont souvent des êtres à la fois craints et protégés. Porteurs d'une sagesse qui n'est pas commune, ils ont parfois le privilège d'appeler les choses par leur nom et de dire leur fait aux puissants. Au Moyen-âge, les rois avaient leurs «fous» qui leur tenaient un langage différent de celui des courtisans habituels. Puissent les chrétiens partager au milieu de ce monde sans pitié un peu de cette «folie» divine qui s'intéresse à ce qui n'a pas de prix et qui donc n'est pas coté à la bourse de Zurich, de New-York ou de Tokyo. Même si on les traite de «psychopathes». ■

Guy Musy



«Réfugiés de la violence» de déplorables dissensions

En Suisse, cinq mille Bosniaques ont obtenu le statut de réfugiés au cours des quatre dernières années. Si la loi sur l'asile soumise actuellement au Conseil national avait été en vigueur, ils n'auraient bénéficié que d'une «protection provisoire» précaire. Cette question a suscité des dissensions dans les milieux catholiques intéressés.

Le 5 juin, le Conseil national a accepté l'introduction dans la loi sur l'asile d'un statut pour les «réfugiés de la violence» et l'a étendu aux victimes de violations des droits de l'homme. Ces personnes bénéficieront désormais d'une «protection provisoire». En fait, un tel système existait déjà, sur d'autres bases juridiques et sous l'appellation «admission provisoire». Celle-ci a notamment été accordée à des milliers de Bosniaques dont la demande d'asile a été rejetée mais dont on a toléré la présence sur notre sol tant que durait la guerre. Ce sont ces Bosniaques qu'on veut aujourd'hui renvoyer chez eux, y compris par la contrainte.

Principal changement réel apporté par la révision de la loi sur l'asile en discussion: les «réfugiés de la violence», admis collectivement au titre de la «protection provisoire», ne pourront désormais plus présenter une demande d'asile individuelle. Cette disposition, sur laquelle le Conseil national doit encore se prononcer, présente un avantage pour la Suisse: on fera l'économie des frais de procédure. Elle aura un (gros) inconvénient pour les futures victimes de la violence (ou des violations des droits de l'homme): un statut précaire et, pendant cinq ans, des conditions d'existence correspondant à celles des requérants d'asile.

Dangereux blocages

Tant le Conseil de la Fédération des Eglises protestantes de la Suisse (FEPS) que la Commission suisse Justice et Paix ont émis de sérieuses réserves face à cet

aspect de la révision en cours et demandé que l'accès à la procédure d'asile reste ouvert en tout temps aux «réfugiés de la violence». Cependant, l'attitude plus conciliante de Caritas-Suisse - à laquelle s'est ralliée la Conférence épiscopale - a empêché une prise de position conjointe des Eglises. Caritas s'en est même pris, dans un communiqué, au secrétaire de la commission Justice et Paix qui avait publié des réflexions approfondies et, à notre sens, pertinentes sur ce sujet.

On recensait à fin décembre, 33'000 personnes admises provisoirement en Suisse, soit un nombre supérieur à celui des réfugiés reconnus (22'000). Nous constatons, dans la pratique, les dégâts provoqués par l'incertitude et la précarité dans lesquels ce type de statut plonge les requérants. Grossir encore les rangs des «admis provisoirement» en leur adjoignant des personnes qui auraient obtenu l'asile si leur cas avait été examiné - et qui ont souvent subi de sérieux traumatismes - nous semble inacceptable.

Les dissensions apparues à ce propos portent préjudice à une cause déjà difficile à défendre. Jusqu'à présent, les Eglises avaient fait front commun. La brèche qui s'est ouverte suscite des inquiétudes. ■

Michel Bavarel

A lire:

- «Pour une vraie protection provisoire» par J.-C. Huot / Justice et Paix Case postale 6872, 3001 Berne Tél. (031) 381 59 55 Fax. (031) 381 83 49

- Caritas-Suisse s'est prononcé sur ses dissensions avec Justice et Paix dans un bref communiqué (disponible au tél 041/419.22.22) mais attend la fin des discussions sur la révision de la loi au parlement pour se prononcer dans un document plus complet.

Et la dignité des femmes dans la loi sur l'asile?

Plus d'un demi million de femmes, regroupées dans les six plus grandes associations féminines du pays ont écrit aux membres du Conseil National pour que la loi sur l'asile mentionne clairement la violence sexuelle et la persécution en raison du sexe parmi les motifs permettant d'obtenir l'asile. Leur voix n'a pas été entendue. On parle volontiers du rôle et de la dignité des femmes, tant que cela ne coûte rien! ■

Maryse Durrer

Le Père Tissa Balasuriya, théologien srilankais connu pour son engagement au sein de l'Eglise, fait l'objet d'une excommunication. Cette mesure, qui ne peut s'appliquer qu'à un croyant ayant délibérément fait acte d'hérésie, est extrêmement rare. La mesure a choqué de nombreux catholiques à travers le monde (voir Cotmec-info N°192, février 1997). La Cotmec ainsi que trois autres mouvements ont invité, mardi 27 mai, le Père Christian Ducoq, ancien professeur de théologie, pour tenter d'y voir plus clair. André Fol nous rapporte ici quelques questions-clés de cette conférence*.

Christian Ducoq, malgré une sérieuse recherche, n'a pas pu trouver les documents qui ont entraîné la condamnation du P. Balasuriya. Il nous faudra donc attendre pour nous faire une opinion précise. En revanche il nous est possible de repérer déjà les enjeux révélés par ce fâcheux événement.

La foi n'est pas l'affaire des théologiens ou des responsables de l'Eglise: Dieu en fait le don à toute la communauté et la Bible est la référence commune de tous ses membres. Pendant longtemps,

Au siècle du dialogue Quelle régulation possible pour la foi?

il peut y avoir, entre les croyants, une «unanimité latente» qui se célèbre notamment dans Parole proclamée. Et lorsque les divergences surviennent dans la communauté comment trancher? Lorsque des questions nouvelles troublent cette unanimité, comment décider si les nouvelles interprétations sont conformes à la Bible? Durant des siècles, une divergence au sujet de la foi était perçue comme une atteinte à la cohésion de la société elle-même. C'est pourquoi il est arrivé au pouvoir civil d'user de la force pour ramener au bercail les «mal-croyants» ou les réduire au silence.

Revenir à l'unanimité d'avant le doute?

Aujourd'hui, la société ne se sent guère concernée par les débats entre croyants; par ailleurs le droit d'expression est reconnu à chacun. Quelle sera l'attitude des responsables dans l'Eglise catholique? Ils vont généralement rechercher l'unité en revenant à l'unanimité d'avant le doute. C'est ainsi par exemple que le pape Paul VI, dans le débat sur la contraception, n'a pas craint de s'opposer aux théologiens et cardinaux de la commission, pour imposer le statu quo. Avec les conséquences que l'on sait.

Une question difficile entre toutes est posée actuellement par le rapport aux autres religions

depuis que l'anathème a fait place à l'écoute réciproque et au partage. Jusqu'où peut-il être poussé sans brader les convictions particulières qui sont les nôtres? Dire que le Fils de Dieu s'est incarné, c'est affirmer une particularité au cœur du divin; c'est, autant dire, poser un obstacle infranchissable dans le dialogue avec d'autres religions telles que celles de l'Inde. Jésus a parlé araméen et l'Evangile est écrit en grec. Ce n'est pas la première fois que le christianisme rencontre d'autres cultures, y puisant des influences positives ou négatives. Si la foi ne s'est pas dissoute dans ces confrontations, c'est souvent parce que des témoins ont su entrer dans le débat avec ouverture et un grand sens de l'essentiel de la foi. Au risque, dans un premier temps, de passer pour des transfuges aux yeux de croyants plus rigoureux. L'avenir dira si Tissa Balasuriya a fait preuve d'imprudence. Mais dès maintenant le fait d'avoir tenté le dialogue doit lui mériter notre reconnaissance. ■

André Fol

* (disponible sur cassette, auprès de Jonas: C.P. 1632 / CH-1227 Carouge).

La revue Goliath s'est proposé de traduire en français le livre contesté du Père Balasuriya «Marie ou la libération humaine». La parution est annoncée pour ce mois de juin avec un dossier sur l'excommunication de l'auteur. (Réd.). Rens: tél. 0033 475 70 19 14.

Deux outils à mettre entre toutes les mains

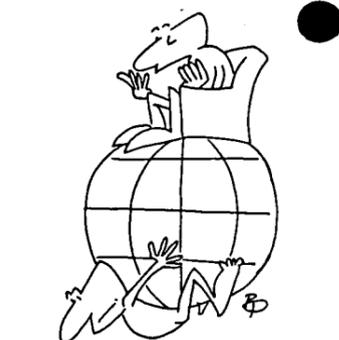
L'Annuaire Suisse-Tiers Monde 1997, édité par l'YUED, Institut universitaire du développement, vient de paraître. Très riche, très dense, très détaillé, il est un outil de travail indispensable pour qui s'intéresse aux questions de développement, d'environnement, de politique suisse ou onusienne etc.

Experts, vous y trouverez de nombreux tableaux analytiques, l'état des relations financières de la Suisse et du Sud, les points forts des rapports annuels des principales organisations internationales et bien d'autres choses encore. Militants, quel que soit le domaine dans lequel vous êtes engagés, l'annuaire vous informe sur l'état actuel du monde, sur ce que font les ONG et la Suisse dans le domaine de la coopération au développement. Curieux, indifférents ou ignares,

la lecture de ce livre fera de vous une personne bien informée...prête à s'engager davantage et mieux...qui sait!

Une section est consacrée à des analyses et à des positions: 5 ans après Rio, Endettement et environnement, Coopération entre Madagascar et la Suisse pour ne citer que ces trois. Une bibliographie, des statistiques, un index complètent la partie thématique. La consultation est aisée grâce à des onglets identifiant les différents secteurs.

Un bémol cependant, tous les gouvernements, toutes les ONG s'accordent à parler du rôle des femmes, de la nécessité d'avoir une approche différenciée selon le genre (gender), rien ne transparaît dans les statistiques, dans les analyses. Serait-il plus facile de parler que d'agir?



Autre mine d'or: le Rapport mondial sur le développement humain 1997. Enrichis, bien informés par le contenu de ces deux ouvrages, il nous reste à nous mettre à l'ouvrage pour répondre aux défis actuels et concrétiser une véritable coopération entre le Sud et le Nord, entre pays riches de culture, de solidarité et pays où le tout économique devient la règle. ■

Maryse Durrer

Congo (ex-Zaïre)

Quelles chances pour la démocratie?

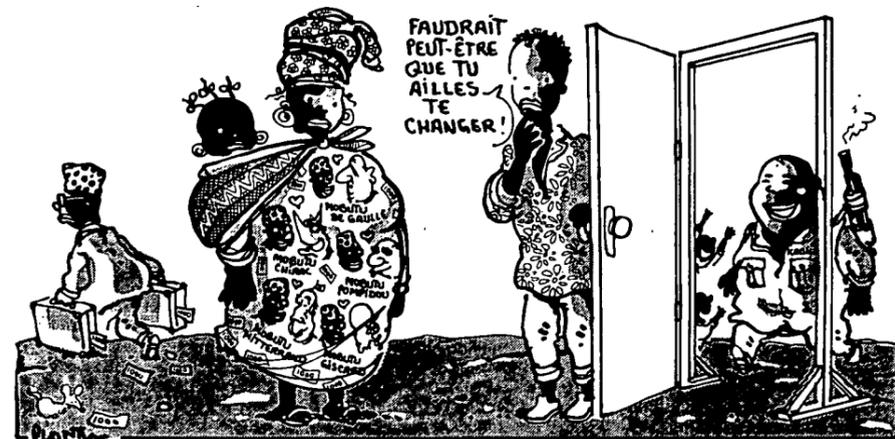
Il est des événements qui forcent la marche de l'histoire. La chute de Mobutu en est un, à l'échelle du continent africain tout au moins. De sa dictature tout a été dit. L'unanimité s'était créée autour de l'idée que seule une mort naturelle viendrait mettre un terme au règne du maréchal. Puis une rébellion, très modeste à l'origine, a bousculé les événements, mettant à nu les fissures d'un système gangrené et précipitant la chute du dictateur. La suite on la connaît. Mais comment en est-on arrivé là? Et y a-t-il du nouveau avec le nouvel homme fort du pays?

New York, le 4 octobre 1973, Mobutu s'adresse aux nations depuis la tribune de l'ONU: «Un fruit ne tombe que quand il est mûr, mais devant l'ouragan de l'histoire, mûr ou pas mûr il tombe quand même». Ainsi résume-t-il l'histoire mais surtout les victoires arrachées d'une Afrique meurtrie. Puis suit un long éloge d'un pays, le Zaïre, riche et fier. Il conclut par un réquisitoire contre un système international injuste, entretenu par les grandes puissances. Il en appelle à une réforme de l'ONU. C'est alors un jeune et fringant chef d'Etat au faite de sa gloire, conscient du rôle qu'il a à jouer et de l'importance de son pays. Il tenait de totaliser 7 ans à la tête du pays, son pouvoir était assis. Dans la même allocution il annoncera la rupture des relations avec Israël. «Entre un frère (Egypte) et un ami (Israël) le choix est clair». Cet exemple sera suivi par nombre de pays africains. Ce discours progressiste suivi peu après d'un voyage en Chine inquiéta les pays occidentaux. Le serviteur avait-il choisi de disposer de sa liberté? La crainte suscitée se dissipa de siôt. Le discours n'avait qu'un but: conforter l'image de grand chef d'Etat qu'il essayera d'incarner tout au long de son règne, sans jamais y parvenir. Il bâtra son pouvoir sur le schéma suivant: une dose d'africanisme, pour conforter les réflexes nationalistes des compatriotes et soigner au passage la nostalgie de ne pas appartenir à la glorieuse génération des pères de l'indépendance; une extraversion du

pouvoir marquée par l'accomplissement des oeuvres basses pour le compte de l'Occident, soucieux de contenir l'expansion du communisme; une politique visant à neutraliser toute initiative de changement et/ou de reconstruction à l'intérieur du pays. Comme outils du pouvoir, il utilisera toutes les ficelles de l'Etat. Mais celui-ci ayant été travesti et spolié, l'immense fortune accumulée servira à compenser un énorme vide juridique. Acheter les ennemis quand on ne peut les éliminer, soigner les complications à l'étranger, tout cela fera partie de la stratégie du pouvoir de Mobutu. Une armée prétorienne sera formée et servira à contrôler toute forme d'opposition.

«Mobutu se savait indispensable. Ses frasques furent tolérées, même quand elles égratignèrent l'image des parrains».

Il se savait indispensable, ses frasques furent tolérées, même quand elles égratignèrent l'image des parrains. Aucune institution disposant d'une parcelle de pouvoir ne sera épargnée de son ire. Même les Eglises en feront la triste expérience avec la politique de recours à l'authenticité: expropriation d'écoles, de centres de santé etc... Rejet obligatoire des prénoms chrétiens d'origine étrangère. Un erreur, une seule dans le fonctionnement du système Mobutu: l'incapacité manifeste de s'adapter à l'évolution historique. En 1977, quelques an-



ciens gendarmes katangais attaquèrent le Zaïre à partir de l'Angola. Les «nations libres» se mobilisèrent et volèrent au secours de Mobutu. Le déploiement des forces marocaines, françaises et belges avec l'appui logistique des forces américaines fut démesuré. Mais l'opération avait un but précis: mettre en garde les Russes et les Cubains présents en Angola contre toute incartade du Zaïre, chasse gardée de l'Occident. Septembre 1997, quand la rébellion éclate dans l'Est du Zaïre, Mobutu a cru à la réédition du même scénario. Erreur d'évaluation: il a oublié que le mur de Berlin est tombé depuis et que sa chute a conduit à une recomposition du paysage politique de la planète. Un fruit ne tombe que quand il est mûr? Resté trop longtemps sur l'arbre, il pourrit, sèche et tombe au moindre coup de vent.

«Kujitegemeya» (Swahili): «compter sur ses propres forces». Nyerere, l'ancien président de la Tanzanie résume en ces mots sa conception du pouvoir. Personnage politique mondialement connu et respecté, Nyerere n'a cependant pas réussi, durant son règne, à conduire son pays vers la prospérité. A cause d'une politique économique rigide et inadaptee, inspirée du communisme. Cela lui sera toujours reproché. Il a néanmoins réussi à créer un Etat de droit, à instaurer une culture de respect de la justice. Il a également réussi sa sortie en cédant son pouvoir sans y être contraint ni par l'impopularité ni par la force. La Tanzanie a été de tous les combats de libération du continent et sa solidarité a été

payante, jusque dans le démantèlement de l'apartheid en Afrique du Sud. Idi Amin, le dictateur sanguinaire de l'Ouganda a été chassé avec l'appui de la Tanzanie. Museveni, l'actuel président de l'Ouganda, allié du Rwanda, a accédé au pouvoir avec l'appui de la Tanzanie. Kabila, l'actuel président du Congo (Ex-Zaïre) a séjourné longtemps en Tanzanie. Il a pris le pouvoir avec le soutien de l'Ouganda et du Rwanda.

«Comment garantir l'exercice démocratique du pouvoir et assurer une réelle et large participation de la population?»

Les pouvoirs en place dans ces pays respectifs ont donc des liens, directs ou indirects, avec la Tanzanie de Nyerere. Ce dernier a d'ailleurs salué l'émergence de cette nouvelle génération qui s'inspire de la philosophie politique qui a porté la génération des pères de l'indépendance dont il fait partie. Le socialisme africain et le panafricanisme. Du premier, la nouvelle génération de leaders politiques retient la nécessité de disposer d'un pouvoir fort. Elle s'oppose en cela à l'exercice de la démocratie par le multipartisme, système qu'elle juge inapproprié dans le contexte africain actuel. Du second, elle retient la nécessité de prêter attention à la situation du voisin et de se réserver, le cas échéant, le droit d'intervenir pour prêter main forte ou prévenir la contagion. Etein-

A vos agendas

De fin septembre au 5 octobre à Genève: **AYITI = HAÏTI, Journées culture et développement.** Conférences, Animations, Expo, Photo, Spectacle et Cinéma. Organisation: Helvetas. Programme: tél. 021/ 323 33 73.

De fin septembre au 13 octobre à Genève: **«D'ICI ET D'AILLEURS» -ARTISANS SOLIDAIRES-** quinzaine de l'artisanat organisée par MDM (Magasins du monde), Lausanne et dans d'autres villes de la Suisse romande. Animations, Expo-vente... Renseignement et programme: MDM, Bernadette Oriet, T. 021/ 323 57 59.

Le 20 octobre, 20h, à Genève, Collège Calvin, 2-4 r. Théodore de Bèze. **LE TRAVAIL DES ENFANTS EN EUROPE ET EN SUISSE,** conférence-débat. En ouverture, projection du film «enfants du monde, le droit au travail» de Gordian Troeller. Organisation: ACE, action catholique des enfants, T. 022/320 02 77



Le 18 octobre, 20h, à Fribourg (Centre le Phénix, r. des Alpes 7)
Le 25 octobre, 20h, à Neuchâtel (Paroisse catholique, Fbg de l'Hôpital 65)
Le 1 novembre, 20h, à Genève (Maison de quartier de la Jonction, 18bis, av. Ste-Clotilde)
Spectacle **«LES AILES DU DESIR»** création du Teatrakor, troupe des Jeunes Chrétiens du Canton de Vaud qui revient d'un échange culturel avec des jeunes du Nicaragua. Entrée libre, Renseignements pour la Suisse romande: Action de Carême (Brunella Brazzola) T. 021 617 88 81



Le 12 octobre 1997 **FÊTE DES JEUNES** à l'invitation de Mgr Pierre Farine, au Cénacle 17, prom. Ch. Martin, Malagnou, à partir de 15h. A 20h, à l'Eglise St-Paul, spectacle musical «Emmaüs... 2 retours». Entrée libre, organisation: Pastorale des 15-25 ans, T. (022) 700 11 81.

Shopping à Chicago

Imaginez un supermarché, tout ce qu'il y a de plus classique, juste un peu plus grand qu'en Suisse, (nous sommes aux USA). Le personnel vous accueille avec un sourire professionnel et chaleureux accompagné du convivial «Hi» (prononcez «hay»). Il y a ceux qui portent des tabliers rouges. Ils remplissent les étagères des rayons, renseignent les clients et s'occupent des caisses. Puis il y a les autres, ceux qui portent des tabliers verts. Ces derniers ont l'air plus affairés. Une liste dans la main, un sac en bandoulière, ils parcourent les rayons presque en courant. Une boîte de maïs par ici, une bouteille de jus de tomate par là et voilà le premier sac rempli et l'exercice reprend. Il ressemble à une chasse aux trésors en continu. Les produits extraits des rayons n'ont pourtant rien de particulier. A quel jeu s'adonnent-ils donc? je ne résiste pas à l'envie de poser la question à mon ami Robert.

«Ah! vous n'avez pas encore ça en Europe mais patience, ça ne saurait tarder». Puis il ajoute d'un air ironique: «voilà les nouveaux jobs générés par le progrès technologique». Les tabliers verts, appelons-les ainsi, s'occupent des commandes passées par courrier électronique par les personnes qui ne peuvent ou ne veulent faire le déplacement. De chez elles, elles pianotent quelques secondes sur leur ordinateur, passent la commande et n'ont plus qu'à attendre la livraison par les tabliers verts.

Je ne suis pas impressionné outre mesure par cette innovation, ne le faisons-nous déjà pas, bien régulièrement par téléphone, pour les restaurations rapides? mais vous en conviendrez, ce n'est pas pareil. Le supermarché dernier lieu d'échange et de confrontation, véritable miroir de la société est en passe de devenir un banal dépôt que ne sillonneront plus que les tabliers verts et les non usagers de l'informatique. Virtuel est condamné à devenir alors notre ego de riche consommateur? Et notre fantasme du pauvre qui veut mais ne peut? Est-ce la mort programmée des «temples modernes», ces hauts lieux du consumérisme sacralisé? Car il a été dit que le bonheur était dans la consommation et que tout le monde pouvait y accéder. Tout le monde?

A la caisse, Robert avait sa carte de crédit pour régler ses achats. Devant nous une dame retira trois tickets de son carnet de bons, ces fameux bons que l'Etat fédéral donne aux pauvres et avec lesquels ils ne peuvent acheter que certains produits alimentaires. La caissière lui demanda de lui remettre le carnet, elle s'exécuta. Elle le parcourut rapidement et le lui remit avec ces mots: Ne me demandez pas pourquoi je le fais, la direction exige cela de nous! ■

Justin Kahamaile

Les EXCLUS parmi nous

C'est une petite chose, parmi une multitude d'autres, que cette *Fraternité du serviteur souffrant* fondée par Frédy Kunz au Brésil. Si nous vous en donnons de temps en temps des nouvelles ici, ce n'est pas à cause de son prestige ou de son efficacité, mais de liens d'amitié. C'est une chose encore plus minuscule et balbutiante que la *Fraternité* en Europe. Pourtant, depuis plusieurs années, nous nous réunissons chaque été pour une retraite d'un genre particulier, puisque les participants en sont à la fois les prédicateurs et ceux qui les écoutent.

Cet été, le rendez-vous était fixé en Espagne, près de Madrid où une *Fraternité* s'est constituée, comme il en existe quelques autres en France et en Italie. Thème de la rencontre: L'Europe des exclus. Il ne s'agissait pas d'une approche académique du problème de l'exclusion, mais d'un partage d'expériences à la lumière des chants du Serviteur souffrant d'Isaïe. Et de ce partage naissait la prière, la méditation, la célébration.

Il y avait quelques <exclus> parmi nous. Notamment des Péruviennes, immigrées en Espagne où elles sont domestiques ou femmes de ménage. J'ai été marqué par la réaction de l'une d'elles - une grand-mère qui garde ses petits-enfants pendant que ses enfants travaillent - au soir d'une journée de silence et de jeûne. <Arrivée à mon âge, c'est la première fois que je vis une telle expérience et j'en suis enchantée. Je n'ai pas eu faim, alors que d'habitude j'aime bien manger. Le silence m'a reposé la tête. Je me sens en paix.> Son visage rayonnait de bonheur. ■

Michel Bavarel

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

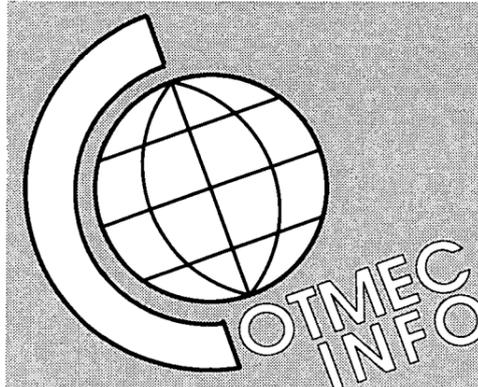
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: fornara

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. **Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous.** Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier
Train de la paix
en Turquie

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Humiliation et Assomption de la femme

Au plus chaud du mois d'août, malgré la séduction de la plage et de la montagne voisines, une ou deux centaines de délégués et observateurs écoutent et commentent des rapports au Palais des Nations Unies de Genève. A l'insu du public genevois, qui à cette saison s'ébat sur les quais, la Sous-Commission des Droits de l'Homme tient son assemblée annuelle. Dans la grande salle de conférences, des gens venus de partout présentent ce jour-là des doléances, des requêtes et des propositions pour dénoncer la ségrégation et les sévices dont souffrent les femmes dans presque toutes les parties du monde. Une kyrielle d'horreurs qui ont nom: excision - prostitution - travail forcé - viols, mais aussi discrimination dans le travail, violences conjugales. Face aux représentants des Etats concernés, les délégués des ONG, courageusement, appellent chat un chat et désignent par leur nom les Talibans, les Ayattolas, le militaires, mais aussi - et, c'est plus surprenant, les autorités japonaises ou occidentales. Le discours est douloureusement répétitif; les participants étirent leurs jambes, consultent leur montre, entament une conversation et font un petit tour à la buvette. J'allais les imiter quand mon voisin de droite, un Indien, musclé comme un sahib du Pendjab, prit la parole pour dénoncer les viols de filles et de jeunes femmes opérés par des soldats indiens au Cachemire. On attendait un discours formel; en fait, l'émotion gagna l'orateur et sa conclusion s'étouffa dans un sanglot. Des amis vinrent lui serrer la main et l'embrasser. Sa fille ou sa femme faisait-elle partie du lot des victimes? Cet homme avait fait un long voyage pour faire connaître à la face du monde un crime qu'il n'aurait pu dénoncer dans son pays. Quittant le Palais des Nations, j'étais fier que Genève et la Suisse aient pu lui offrir une tribune pour lancer son cri.

Cela se passait la veille de l'Assomption. Le texte de ce jour-là parlait aussi d'une femme, mais habillée de soleil et couronnée d'étoiles et qui tenait tête à un dragon prêt à la dévorer. Ce que j'avais entendu à Genève me donne une clef pour interpréter ces paroles mystérieuses. Comment dissocier Marie de toutes ses soeurs humiliées qui attendent encore leur assomption? Quel programme pour l'Eglise que de défendre leur cause, en commençant par rectifier chez elle des préjugés et des comportements inadéquats et obsolètes!

A Genève, le banc réservé à la Délégation du Saint-Siège était occupé par d'éminents diplomates. Quel écho vont-ils donner à tous ces témoignages qui définissent ce que l'assomption de Marie voudrait célébrer? ■

Guy Musy

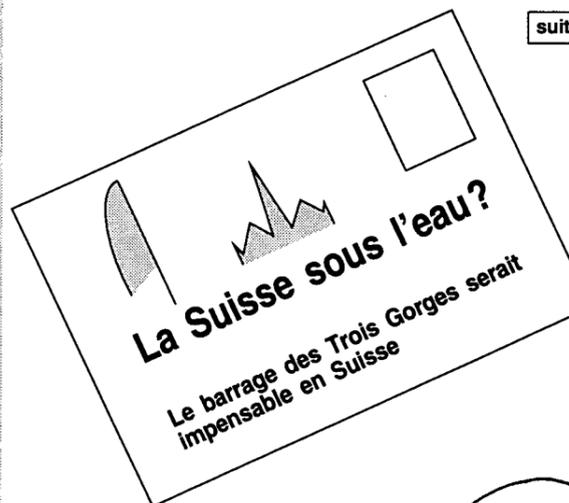
Barrage des Trois Gorges
De GRE et de force

L'eau a coulé sous les ponts helvétiques et dans le lit du Yangtsé depuis la parution de notre dernier article sur le méga-barrage des Trois Gorges (voir COTMEC info No 195). On sait maintenant que les autorités chinoises ont accordé une bonne partie de leurs juteux contrats au consortium d'ABB. Et selon toute bonne logique la Confédération devrait décider de l'attribution définitive d'une GRE (garantie des risques à l'exportation) de 365 millions de francs, entérinant ainsi sa décision du 9 décembre 1996. Selon toute bonne logique? Sûrement pas! Car la logique économique est la plus mauvaise qui soit, qui travaille sur le court terme à garnir les porte-monnaie déjà pourvus! Non, la «bonne logique» voudrait que l'on mise sur la cohérence entre le discours et l'acte et sur le développement durable.

La cohérence

La GRE est une garantie publique contre les risques que courent les entreprises de ne pas être payées. Un article de loi stipule que, pour l'accorder, la Confédération tiendra compte des principes fondamentaux de la politi-

suite à la page 2 ►



Merci de faire bon usage des cartes et de la Charte jointes à ce numéro!



que suisse en matière d'aide au développement. Or, dans ses nouvelles lignes directrices Nord-Sud, le Conseil fédéral déclare qu'il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur le respect des Droits humains. Comment tolérer alors l'appui helvétique à une réalisation qui force le déplacement de plus d'un million et demi d'habitants, le travail de 18'000 ouvriers sous haute surveillance militaire et le musellement de toute opposition ?

Le développement durable
ABB multiplie les déclarations en faveur du développement durable mais semble ignorer ce que celui-ci implique ! A Genève, l'Association Ecologie Economie pour un Développement Durable (AEE+DD) a publié à ce propos des critères qui ont retenu notre attention. Cette association a élaboré une charte* mettant en évidence qu'un développement basé sur le long terme devrait tenir compte de trois éléments incontournables et interdépendants :

- la responsabilité écologique,
- l'économie solidaire,
- la citoyenneté participative.

A l'évidence, aucun de ces trois critères n'est respecté aux Trois Gorges où l'ampleur du projet laisse présager des conséquences sociales et écologiques qu'il risque de provoquer ! C'est pourquoi nous vous engageons vivement à participer à la campagne de pression en envoyant les cartes postales insérées dans ce bulletin. Et ceci nous engage à bien plus qu'à l'achat de 3 timbres-poste. La démesure n'est pas plus acceptable lorsqu'elle s'apprécie en mètres plutôt qu'en lis** ! Un seul chiffre pour illustrer : un Chinois consomme 780 kw par année (chiffre 1994), tandis qu'un Suisse en dépense 7512 ! ■

Roland Pasquier

* Cette charte, déjà approuvée par la Cotmec qui avait été sollicitée pour une première consultation, reçoit actuellement les signatures d'associations, de communes et de partis politiques. Elle est publiée dans le supplément blanc à l'attention des lecteurs genevois. Si vous souhaitez en obtenir le texte intégral avec de plus amples renseignements, vous pouvez vous adresser à AEE+DD, c/o Cathy Macia, 3 rue de St-Jean, CH-1203 Genève. L'Association Ecologie Economie pour un Développement Durable est ouverte aux contributions d'autres organisations qui partagent ses préoccupations en faveur d'un avenir solidaire et viable pour tous et privilégie tout effort visant à développer des synergies dans ce but.

** «Li»: mesure itinéraire chinoise (env. 576 mètres).

Guatemala et Rwanda

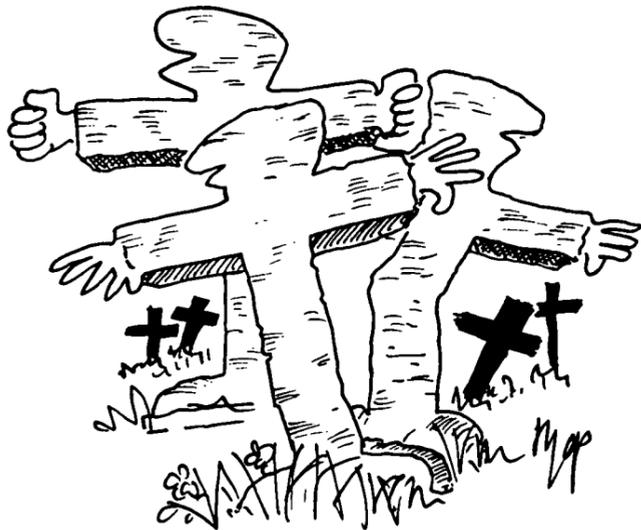
Faire mémoire pour un avenir meilleur

Le Guatemala n'est pas le Rwanda. Tout le monde en convient. Mais sait-on en Afrique que ce petit pays d'Amérique Centrale, dont certains paysages rappellent ceux du Nord du Rwanda, vient de sortir d'une guerre civile atroce qui a duré plus de trente ans ?

Au Guatemala, en effet, une guérilla «populaire» a affronté une dictature militaire liée aux grands propriétaires fonciers. Le conflit était donc plus social qu'éthnique, même si la population indienne d'origine maya (plus de 60% de la population) a été particulièrement meurtrie. En 34 années de guerre, on a compté plus de 100'000 exécutions sommaires, 50'000 disparitions et plus d'un million de réfugiés et de personnes déplacées. Les accords qui, en 1994, ont mis fin au conflit, ont voulu aussi honorer la mémoire des victimes, assassinées ou torturées le plus souvent dans l'indifférence générale. Une «Commission Vérité» a été installée, supervisée par les Nations-Unies qui sont garantes du respect du processus de paix. Son rôle n'a rien de pénal ou judiciaire. Elle procède dans le secret et veut simplement faire apparaître au grand jour les noms des victimes et les circonstances de leur mort. On exhume aussi leurs restes : les corps, le plus souvent, ont été privés de sépultures décentes. L'Eglise catholique s'est engagée à fond dans ce processus. Elle a du reste payé un lourd tribut à la violence : des centaines de catéchistes ont été assassinés. Elle dispose de ses «animateurs et animatrices de la réconciliation» qui travaillent à collecter les témoignages de ces temps de violence, avant qu'ils ne soient définitivement refoulés et oubliés. Nous citons ici un extrait d'un message d'un évêque guatémaltèque à l'occasion d'un rassemblement d'animateurs de la réconciliation. Il me semble qu'il pourrait être entendu aussi au Rwanda. Quand toute violence aura disparu ! ■

Guy Musy

«Connaître la vérité ne va pas sans souffrir, puisque chacun se voit comme dans un miroir», J'ai entendu dans le Quiche ces mots : «on ne peut tout de même pas dire que les hommes qui ont participé à la violence soient semblables aux animaux. Ce serait offenser les animaux. Les animaux



ne tuent que parce qu'ils ont faim ou parce qu'ils sont harcelés par des chasseurs. Mais, ici, au Quiche, on a tué des personnes inoffensives et innocentes, des nouveaux-nés, des mères enceintes, des vieux et des vieilles.» Est-ce bien nécessaire de savoir la vérité ? Certains disent que nous allons remuer le passé et, puisqu'il est enterré, il vaut mieux le laisser comme il est. D'autres disent que le passé est comme une blessure déjà cicatrisée, qu'il ne faut pas en gratter la croûte, sinon la blessure va s'ouvrir à nouveau et le sang va couler. D'autres disent encore : «pourquoi faut-il soulever le couvercle d'une marmite si puante ? Cela va servir seulement à créer entre nous des inimitiés.» Tout en respectant cette façon de penser, j'aimerais dire quelque chose qui va dans une autre direction et qui va vous aider. Je veux citer quelques phrases du pape Jean-Paul II, écrites à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'armistice qui mit fin à la deuxième guerre mondiale : «Le souvenir du passé ne doit pas s'évanouir, mais servir de leçon pour notre génération et celles qui suivront. Notre devoir est de maintenir vivant le souvenir de ce qui s'est passé. Nous ne pouvons comprendre ce que cette guerre a signifié pour l'Europe et pour le monde qu'en prenant connaissance des souffrances qu'elle a causées. C'est exactement ce que vous faites en recueillant les témoignages des souffrances subies par nos peuples, pour que personne ne se risque à les provoquer de nouveau». Après avoir écouté ce que vous nous avez fait partager aujourd'hui, je

me mets à genoux sur cette terre de Quiche, remplie de cimetières où tant de nos frères et sœurs ont été enterrés : certains dans des endroits connus, d'autres dans des cimetières clandestins et d'autres encore qui n'ont même pas eu de sépulture. Oui, nous sommes dans un immense cimetière... Ces frères et sœurs innocents qui ont donné leur vie sont avec Dieu et leur sacrifice n'est pas vain. Leur sang est une semence qui portera du fruit pour le peuple de Quiche. Les témoignages que vous recueillez sont un trésor que vous devez garder secrètement. Personne ne doit le connaître. Je vous demande de garder ces témoignages comme le secret de la confession. Dieu seul peut le connaître, bien sûr la population sera informée de votre travail mais d'une manière générale. Pour ce qui vous concerne, gardez ce trésor dans votre cœur.

Mgr Julio Cabrera Ovalle, évêque du diocèse de Quiche... Message donné le 13 août aux animateurs de la réconciliation du diocèse.

«Réconciliation, don de Dieu, source de vie nouvelle» DES DÉFIS QUI ENGAGENT LES EGLISES

Tel était le thème du deuxième rassemblement oecuménique européen, tenu à Graz en juin passé (voir Cotmec-info n°190). Le message final comprenant les défis que les Eglises s'engagent à relever peut être obtenu à notre documentation : T. (022) 329 26 81

Droits humains en Turquie

Ce Train pour la Paix qui a fait peur à l'Europe

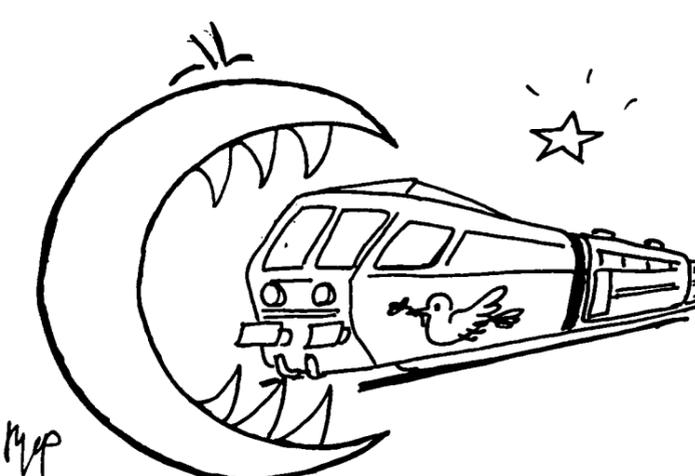
Le «Train européen pour la Paix», qui devait rallier cet été Bruxelles à Diyarbakir, au Kurdistan, en passant par plusieurs grandes villes afin de sensibiliser la population d'Europe au problème kurde, n'est finalement jamais parti. Témoignage de Stéphanie Reusse qui, avec cinq autres genevois a malgré tout fait le voyage d'Istanbul (en avion) pour dénoncer les violations des droits humains perpétrées par le gouvernement turc.

Organisé par l'Appel de Hanovre, le «Train européen pour la Paix» devait emmener des représentants (environ 500) de mouvements de défense des droits de l'Homme, des parlementaires, des intellectuels et des gens d'Eglise participer à la grande fête culturelle kurde à Diyarbakir, le 1er septembre. A chaque escale du parcours, des conférences, des manifestations, des concerts avaient été organisés pour sensibiliser le public au drame vécu par les Kurdes. Le message porté par le train était simple : «Le temps de la Paix est venu». Pourtant Ankara a immédiatement considéré ce train comme étant piloté par le PKK (parti des travailleurs kurdes) et a exercé des pressions considérables sur l'ensemble des pays qui avaient ouvert leur territoire au passage du train. Le Ministère kurde des affaires étrangères n'a d'ailleurs pas hésité à affirmer «ce train n'est

qu'une provocation terroriste». De manière surprenante, l'Allemagne ferma ses frontières au train deux jours avant le départ, ce qui lui vaudra ces prochaines semaines une action juridique pour violation des accords européens sur la libre circulation des biens et des personnes. Les puissants intérêts économiques qu'elle a avec la Turquie lui ont peut-être fait oublier ses obligations légales.

Manifestants déterminés

Ne se laissant pas intimider, les participants au train, dont 6 Genevois, ont décidé de poursuivre leur action et ont atteint Istanbul par avion, après avoir fêté ce qui aurait dû être le départ du train à Bruxelles. Quelques jours plus tard, sept cars prenaient la route en direction de Diyarbakir. C'est alors que le gouvernement turc, resté jusque là plutôt discret, a commencé à s'agiter et à s'opposer, même par la force, au projet. Sans cesse surveillés et contrôlés par l'armée, les bus furent finalement bloqués à 100 km de Diyarbakir, armes chargées, braquées contre eux. Ils furent alors forcés de faire demi-tour et encadrés par l'armée jusqu'à Istanbul. C'est là que deux des 16 suisses participant au projet furent arrêtés en tentant de s'interposer aux violences faites à l'un des fils de Musa Anter, poète kurde assassiné en 1992. Ils passeront 3 jours en prison, avant d'être refoulés vers la Suisse. Quant aux délégations, bloquées



dans leurs hôtels, leurs téléphones coupés, elles n'avaient plus aucun moyen de communiquer avec l'étranger. Après une dernière démonstration de force (prise d'assaut des hôtels et arrestation d'une quinzaine d'Européens), la police exigea le départ immédiat des délégations.

Quelle leçon en tirer ?

Quelle leçon peut-on aujourd'hui tirer de ce projet avorté ? Tout d'abord que le gouvernement turc entend visiblement poursuivre son génocide envers les Kurdes et écarter toute tentative de sensibilisation au sort de ce peuple. Tout cela avec la complicité de certains pays européens, étant donné les intérêts économiques présents en Turquie. La manière dont l'Allemagne a cédé aux pressions pour interdire le train le démontre bien. Le Train européen s'appelait «pour la Paix». On peut aussi se demander depuis quand la paix fait peur à un gouvernement qui se dit en marche vers la démocratie ? Enfin de tels projets doivent faire l'objet d'une analyse sérieuse. Si tous les Européens ont été relâchés, que va-t-il advenir des Kurdes et Turcs ayant participé au projet et restés sur place ? Le Train pour la Paix ne les a-t-il pas mis en danger ? Tous ces événements prouvent en tout cas qu'il est toujours plus nécessaire d'apporter notre soutien au peuple kurde, en dénonçant le génoc

cide dont il est victime et en faisant pression sur les gouvernements d'Europe pour qu'ils refusent l'entrée de la Turquie dans leur Union aussi longtemps qu'elle ne respectera pas les droits de l'Homme. ■

Stéphanie Reusse

Problème kurde en Turquie petit rappel historique

La République turque est fondée en 1923. En 1924, un décret interdit toute expression orale ou écrite en langue kurde. Les quelques révoltes tentées par les Kurdes pour la reconnaissance de leurs droits fondamentaux se sont toutes terminées dans des bains de sang. Des milliers de Kurdes ont été, et sont encore, expropriés, déportés, torturés et massacrés.

Depuis 1978, l'état de siège est en vigueur dans les provinces kurdes et l'état d'exception règne depuis 1987. Les villages sont régulièrement brûlés et les Kurdes qui survivent aux massacres se voient obligés de se réfugier à Istanbul, à Ankara... Ou en Suisse. La situation est alarmante. Les droits de l'Homme sont quotidiennement bafoués, le peuple kurde subit une répression écrasante. Mais la Turquie refuse officiellement de reconnaître qu'il y a un problème : elle nie l'existence même du peuple kurde. Il n'y a selon elle que des Turcs des monta-

La presse turque face à un projet pacifiste? La désinformation ou la censure.

Dès leur arrivée à Istanbul, la presse et les médias turcs n'ont eu de cesse de discréditer le projet autant que les participants. Un homme atteint d'épilepsie à l'aéroport d'Istanbul s'est vu le lendemain en photo, en première page d'un journal turc, sous le titre : «pacifiste arrivées saoules». Le même journal, ainsi que la télévision n'hésitant d'ailleurs pas à dire que les délégations avaient bu dans l'avion et seraient arrivées saoules. La plupart des journaux suivaient le discours de leur gouvernement qualifiant les participants au projet de terroristes liés au PKK ou même d'ennemis du pays. Quant à la conférence de presse, donnée par des députés de tous les pays d'Europe participant au Train de la Paix, et à laquelle avaient assisté plus d'une cinquantaine de journalistes, elle a fait l'objet d'une censure totale. Pas un mot dans les journaux du lendemain ! Dans de telles conditions, comment faire parvenir un message objectif à la population de ce pays ? Comment lui faire comprendre que la paix ne viendra pas par les armes, mais par le dialogue ? Tant que la presse ne sera pas indépendante, cela semble impossible. SR.

Amis lecteurs de la région genevoise,

Il y a exactement une année, au mois de septembre 1996, nous avons publié un dossier concernant l'affaire du «*Courrier*», affaire qui avait provoqué des remous au sein de l'Eglise catholique à Genève et même au-delà. Nous nous permettons alors d'interpeller avec force les autorités de notre Eglise à propos des injustices qui, à notre avis, avaient entaché la décision de suspendre tout soutien financier catholique à ce journal. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Le «*Courrier*» a pris un nouvel envol, en toute indépendance. Mais bien des blessures restaient encore ouvertes au sein de l'Eglise catholique genevoise. C'est pourquoi nous nous sommes réjouis de découvrir la déclaration faite par Mgr Pierre Farine en juin dernier. Elle répond à plusieurs vœux dont nous lui avons fait part. Cette déclaration a déjà été publiée en divers endroits. En vous la transmettant à notre tour, nous désirons simplement tourner la page d'un conflit douloureux. Tout geste authentique de réconciliation nous aide les uns et les autres à mener plus efficacement nos combats pour un monde digne de l'humain, dans la fidélité à l'Evangile.

Le Bureau de la COTMEC.

Déclaration à propos du journal «*Le Courrier*»

«Il y a une année, la Société catholique romaine de Genève (SCR), instance financière de l'Eglise cantonale, prenait une décision relative au journal «Le Courrier», qui a fait alors couler beaucoup d'encre. Elle conditionnait l'octroi de sa subvention au départ du rédacteur en chef. Décision malheureuse et non conforme à l'éthique; elle a blessé l'unité de la communauté catholique. Deux mois plus tard, heureusement, la SCR modifiait sa position et trouvait une solution à la fois plus réaliste et mieux adaptée à sa situation financière difficile; solution refusée par les responsables de la Nouvelle Association du Courrier (NAC). Aujourd'hui, une page est tournée dans l'histoire plus que centenaire des relations entre l'Eglise catholique et le Courrier. En définitive, la situation du journal y a gagné en clarté et indépendance.»

«Je veux ici, en tant que pasteur de la communauté catholique genevoise, demander pardon pour les blessures causées à l'époque de différents côtés. Il est réjouissant de constater que les diverses parties en cause ont maintenant retrouvé plus de sérénité. Même si le style adopté par l'équipe rédactionnelle du Courrier divise encore parfois les catholiques, je tiens à saluer en cette occasion l'engagement des journalistes concernés en faveur des plus pauvres et des exclus de notre société, en faveur aussi des droits de l'homme qui sont, en définitive, les droits de Dieu. Cette option n'est-elle pas aussi celle de l'Eglise et de l'Evangile?»

+ Pierre Farine, évêque auxiliaire

En sa séance du 10 juin 1997, le Conseil pastoral cantonal a pris connaissance de ce message de l'évêque auxiliaire et s'associe à sa démarche.

Pour toute information
à propos du «*Courrier*» :

LE COURRIER

Tél.: (022) 809 55 55

Au verso, comme annoncé dans l'édito
vous pouvez découvrir (et signer?) la Charte pour un développement durable à Genève

Charte de développement durable pour Genève et sa région

Conçue pour créer des synergies entre les organisations, les partis politiques, le pouvoir public, les associations et les individus qui partagent les mêmes aspirations et poursuivent des objectifs similaires, la Charte de développement durable (cf édito) souhaite donner une impulsion à la citoyenneté active, intensifier le dialogue social et favoriser une plus grande participation à la vie de la cité. L'objectif de cette démarche est d'aboutir à des propositions d'actions concrètes relevant de l'innovation économique et sociale, dans le respect de l'environnement. Elle vise par ailleurs au renouveau du cadre institutionnel de la communauté genevoise et

régionale. Maintenir la qualité de la vie en préservant le patrimoine naturel, concevoir une justice sociale fondée sur une économie solidaire et sur la notion d'équité, tels sont les principes du développement durable.

La charte s'articule autour des axes suivants :

- le principe de la responsabilité écologique
- l'économie solidaire
- la citoyenneté participative.

1. Responsabilité écologique

La responsabilité écologique implique que toute action en faveur du bien-être social doit également veiller à préserver l'environnement, la nature et les paysages, au niveau local, régional et global. Elle exige le respect des principes de précaution et de prévention.

En ce sens, la responsabilité écologique comprend la notion de limites à ne pas franchir. Enfin, cette responsabilité est indissociable de l'exercice des droits démocratiques (Droits de l'Homme, droits à un environnement sain, à la santé, à l'éducation, etc.).

2. Economie solidaire

L'économie solidaire place l'économie dans son contexte écologique et social. Elle établit des liens entre activités marchandes et non marchandes, formelles et informelles, globales et locales. Face à la globalisation de l'économie, l'économie solidaire renforce les réseaux économiques locaux et le tissu social régional.

L'économie solidaire engage la collectivité à lutter contre les inégalités sociales et l'exclusion, à renforcer la cohésion civique et le sentiment d'appartenance de chacun à la communauté. Elle préconise du travail pour tous.

La concrétisation de la responsabilité écologique passe, d'une part, par la sensibilisation, l'information, l'éducation et la formation des citoyens et, d'autre part, par la responsabilisation des acteurs économiques, y compris les consommateurs.

L'application concrète des principes de l'économie solidaire encourage les expériences sociales relatives aux échanges de prestations comme les services de voisinage ou de proximité, les entreprises associatives, l'échange non monétaire de services (troc) de même que le commerce équitable.

3. Citoyenneté participative

La collectivité locale est à la base de tout régime démocratique. C'est d'elle que dépend le bon fonctionnement des institutions. Pour la rendre plus efficace, la démocratie locale doit être revivifiée, notamment en accordant une place plus importante à la par-

ticipation et à l'innovation sociale. Chacun a le droit d'être formé et informé, de s'exprimer sur les problèmes de la société dans laquelle il vit, de prendre ou de proposer des initiatives. La transparence des choix politiques, l'accès à l'information, le contrôle de l'administration par les citoyens, la parité de la représentation féminine, la concertation lors de décisions politiques sont les garants du bon fonctionnement d'une démocratie.

Information préalable à la réalisation de projets, formation civique, établissement de bilans écologiques et sociaux, consultation de la population, communication et concertation: tels sont les mots clés d'une concrétisation institutionnelle - donc politique - qui permettront aux citoyens de mieux participer à l'élaboration d'objectifs

communs. La décentralisation des espaces de délibérations et de décisions politiques afin de les rendre accessibles aux associations et aux citoyens, de même que la révision des mécanismes institutionnels, voilà des mesures conformes aux principes d'une démocratie locale telle qu'entendue ici.

Oui,

Nous avons pris connaissance de la Charte de développement durable pour Genève et sa région. Par notre signature, nous apportons notre adhésion à ses objectifs et notre soutien à cette démarche

Nom

Prénom

Signature

A vos agendas!

Rappel: Le 1er nov, 20h, Maison de quartier de la Jonction, 18bis, av Ste Clotilde.
LES AILES DU DÉSIR
 Spectacle, création du Teatrakor. Entrée libre.
 Renseignements:
 (022) 708 11 70
 Voir article ci-contre ➤

❑ 30 octobre 20h30, Genève à St. Boniface, 14, Av. du Mail. Conférence-débat, première d'une série, avec Bertrand Piccard, Psychiatre et Dominique Huppi, journaliste à la TV suisse romande. **POUR SORTIR DE LA PENSÉE UNIQUE ET RENOUVER AVEC L'IDÉAL MOBILISATEUR.** Programme détaillé de la série suivra. Contact: Centre cult. St Boniface, tél. (022) 781 33 60

❑ Du 4 au 13 novembre, Cinéma Les Scala, 23 R. des Eaux-Vives, 4 films d'Argentine avec Eliseo Subiela. Le 4 nov. à l'IUED, 24 R. Rothschild, et le 13 nov. à l'Université (Uni-Mail) Auditorio 280: MALAJUNTA. LA MEMORIA DE PIE, IMAGE D'ARCHIVES ET TÉMOIGNAGES DES ENFANTS DES DISPARUS DE LA PÉRIODE DICTATORIALE, SUIVI D'UN DEBAT. Contact et programme: Gérard Perroulaz, Cinémas des Trois Mondes, IUED, tél. (022) 731 59 40.

❑ Du 15 octobre 97 au 12 janvier 1998, MANDELA: UNE VIE, UN COMBAT. Sélection des planches originales accompagnées de textes et des documents sur l'Afrique du Sud et l'Apartheid (voir article en page 2 de ce numéro). Exposition tous les jours, de 10h à 17h, au musée international de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, 17 Av. de la Paix, tél. (022) 734 52 48. Organisation: DB, FGC, Ville de Genève.

❑ Le 9 décembre à 18h30, En lien avec cette exposition, dans le même lieu, conférence de Richard J. Goldstone, juge de la cour constitutionnelle d'Afrique du Sud. **CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE DU SUD.** Traduction française simultanée, entrée payante.

❑ Des FEMMES MIGRANTES se sont regroupées en une organisation "Migrantinnenforum Bern" pour établir une plateforme où pourront se discuter les problèmes, les attentes de toutes les femmes étrangères. Ce Forum se veut un lieu de solidarité, d'amitié, mais aussi réseau d'influence et outil d'intégration. Renseignements: Migrantinnenforum Bern CP 405 3000 Berne 25

❑ 20 novembre 1997 à Berne: Journée d'étude organisée par la Coopération au développement / Action Ste-Elisabeth du SKF - Ligue suisse de femmes catholiques. Thème: **PARTENAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT, ENTRE RÉALITÉ ET UTOPIE.** Programme à disposition à la COTMEC.

Les ailes du désir

Le Teatrakor, qui nous propose cette pièce (voir agenda), est une troupe formée de jeunes chrétiens vaudois (JCVD) qui reviennent d'un échange culturel avec des acteurs de théâtre du Nicaragua.



Spectacle organisé par les JCVD, la DB et Action de Carême.

On connaît l'argument pour avoir vu le film de Wim Wenders (sur un scénario de Peter Handke): un ange renonce à sa condition céleste pour l'amour d'une trapéziste...

A la lecture des beaux et forts témoignages de deux des actrices vaudoises, on découvre qu'il s'agit bien plus que de raconter une histoire! C'est la démarche vécue de ces jeunes qui est représentée sur scène: le renoncement volontaire à un certain «angélisme» pour se frotter au quotidien des habitants du Nicaragua.

J'apprends ici tout ce que je savais, écrit Sylvie, mais savoir n'est pas connaître. Connaître, c'est mettre des odeurs, des cris, des conséquences ou des réalités quotidiennes sur des mots que l'on ne faisait que savoir. Un bout de mon coeur sera brûlé du soleil nicaraguayen. Sandra raconte comment il faut s'habituer à tous ces enfants qui grouillent. Faire attention aux moustiques, aux coups de chaleur, à la nuit qui tombe vite, aux mitraillettes dans la rue, aux odeurs fortes et âcres. A la saleté, aux rues encombrées d'engins crachotants. Au désordre et, surtout, surtout à la pauvreté, à la misère ambiante, toujours présente, partout et sous toutes les formes.

Rencontre culturelle

L'échange a été d'autant plus fort qu'il s'est ancré au niveau culturel et non dans une relation d'aide.

Magie du théâtre qui accueille les différences et leur permet de se

rencontrer. Merveille d'être reliés par une même passion, le théâtre, et un même cadre, notre jeunesse. Cet échange a permis l'ouverture d'esprit et une meilleure connaissance de soi-même. Car nous sommes un coin de terre, des idées, une patrie. Et cela nous différencie. Oser la rencontre, c'est oser la différence. Mais aussi découvrir ce fil invisible qui nous relie tous: le cadeau qu'est la vie et la dignité d'être...humains.

Le désir des ailes

A l'image de la trapéziste de l'histoire, le peuple nicaraguayen sait se parer des ailes de l'ange et en atteindre l'élévation. Avec des mots différents, mais une même vibration, les comédiennes disent ce désir des ailes. *Pays de désolation, j'y ai pourtant rencontré l'espoir, la joie, la fraternité, ingrédients pour la dignité de l'homme,* déclare Sandra. Et plus loin, *accepter sa condition sans s'y laisser enfermer. Par un geste créateur, faire un pied de nez au destin.* Et Sylvie de conclure: *Dans mes yeux, encore maintenant, il y a ce vert qu'on voit partout, cette envie de les connaître et leur envie de se faire connaître.*

Le rideau tombe, mais la lutte continue... ■

Roland Pasquier

Du pain et des roses

La Fédération des femmes du Québec a lancé une bouteille à la mer proposant à toutes les femmes du monde de marcher ensemble en l'an 2000 pour affirmer qu'il serait juste:

- que les femmes disposent de la moitié des richesses de la planète réparties équitablement entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest et réparties équitablement entre les femmes elles-mêmes;
- que le travail domestique soit compris dans l'évaluation de la richesse planétaire produite par les femmes.

A ce jour 130 groupes de femmes de 42 pays ont répondu avec enthousiasme. Femmes du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, toutes ont envie de se mobiliser pour que la plateforme d'action de la Conférence de Pékin passe du stade de document à celui de la réalisation... Et Dieu sait combien cet accouchement est difficile!

«Il s'agit de lutter pour du pain c'est-à-dire de quoi vivre et des roses c'est-à-dire des raisons de vivre. Il s'agit de lutter pour la justice et la solidarité quant au niveau de vie - du pain - et à la qualité de la vie - des roses.»

Maintenant que l'idée a pris forme, il reste à en discuter les modalités pratiques. Rendez-vous en l'an 2000 pour marcher ensemble, vers quelques lieux de pouvoir proches du pays où nous vivons. ■

Maryse Durrer

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

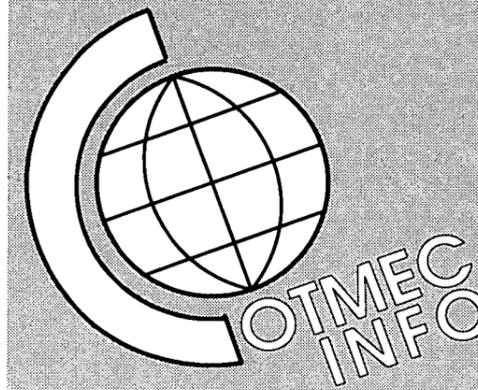
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: fornara

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. **Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous.** Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. **Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges.**

Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier
Décennie des Eglises
solidaires des femmes

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

«Nos pères ont mangé des raisins verts!»

Depuis quelques mois - est-ce l'approche de l'an 2000 qui déclenche ce genre de phénomènes? - nos Eglises sont entrées dans une phase de grand lessivage: une frénésie de demandes de pardon et de liturgies expiatoires. Comme si on voulait effacer deux mille ans de péchés pour franchir neufs et purifiés le seuil magique qui ouvre au troisième millénaire. Le pape lui-même a donné le ton. Voici déjà quelques années, sur l'île de Gorée au large du Sénégal, il demandait pardon pour la traite des esclaves noirs. Les évêques ne pouvaient faire moins. Le cardinal Ratzinger a regretté les bûchers de l'Inquisition. Et les évêques français ont battu leur coule à Drancy, entraînant les policiers à en faire autant.

Tout en me réjouissant de toutes ces repentances publiques, je confesse ma perplexité. J'aurais souhaité que les responsables directs de ces délits viennent eux-mêmes à résipiscence. C'est en 1945, pour ne citer qu'un exemple, que les évêques français auraient dû se faire pardonner. Et c'est à cette date qu'ils auraient dû rendre hommage au Cardinal Saliège qui, sous l'occupation, eut le rare courage de parler franc et de dénoncer le crime dont les juifs étaient victimes. A moins de se souvenir du fameux verset biblique: «Les pères ont mangé des raisins verts et les dents des fils ont été agacées!», il m'est difficile de porter sur moi une faute que je n'ai pas commise et implorer le pardon de ceux qui depuis très longtemps ont cessé de vivre.

Mais surtout, une question me lancine. Pour lesquels de nos silences nos descendants vont-ils demander pardon à notre place en l'an 2050? En effet, le blanchiment du passé ne nous garantit pas encore contre les fautes du présent. Quant M. Rocard - ce n'est qu'un exemple -, au retour d'un voyage en Afrique Centrale, recommanda de n'être pas trop «méticuleux» dans la défense des droits de l'homme violés dans cette région, ne charge-t-il pas ses arrières-petits-enfants d'expier son silence dont il est présentement responsable?

Mieux vaut marquer notre histoire par une parole courageuse et vraie, plutôt que de faire porter par d'autres la honte de nos lâchetés. ■

Guy Musy



Campagne contre les mines antipersonnel

Le Nobel encourage une action citoyenne

Le prix Nobel de la Paix 1997 a été décerné collectivement aux mille associations regroupées au sein de la **Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel**. C'est une bonne occasion pour remercier tous les lecteurs de COTMEC-INFO qui ont participé activement à la Campagne suisse. Grâce à vous, notamment, la Suisse s'est dotée d'une des lois les plus exigeantes en faveur de l'interdiction totale de ces armes inhumaines et la pression a pu être maintenue au niveau international. Un coup de chapeau également à Elisabeth Reusse-Decrey - membre de la COTMEC et coordinatrice de la Campagne suisse - qui n'a pas ménagé son énergie dans ce combat. C'est elle qui représente, dans les rencontres internationales, les 50 organisations de notre pays participant à la lutte anti-mines.

Hommage aux victimes

Mais ce Nobel de la Paix est surtout dédié aux victimes présentes et à venir des mines: en 20 ans ces armes ont mutilé 600'000 personnes, principalement en temps de paix. Chaque jour, elles tuent ou mutilent 70 personnes, 500 par semaine, soit une victime toutes les 20 minutes! Pour que soient respectés les droits des populations menacées, notre combat s'articule autour de trois mots d'ordre: interdiction totale des mines, augmentation de l'assistance aux victimes et mesures draconiennes pour un déminage massif.

Comme nous l'avons souligné dans le livre «Guerre économique»*, la Campagne internationale contre les mines constitue un mouvement citoyen sans précédent à l'échelle de la planète. A travers les associations en lutte, c'est bien la société civile qui a forcé les gouvernements et l'ONU à aller de l'avant dans ce dossier. Et ce sont des pays d'importance moyenne** qui, aiguillonnés par la pression de leurs opinions pu-

Campagne
INTERNATIONALE
POUR
INTERDIRE
LES MINES

bliques, se sont retrouvés en première ligne de l'action diplomatique. Cela aussi est nouveau, dans un monde où les grandes puissances ont pris l'habitude de faire la pluie et le beau temps. A Oslo, en septembre dernier, un traité fort, sans exception ni réserve, a ainsi pu être élaboré. Les Etats-Unis ont eu beau menacer de se retirer du processus, ils n'ont pas pu convaincre les autres Etats ni entamer la détermination des partisans d'une interdiction totale des mines antipersonnel. Tôt ou tard, cette fermeté s'avèrera payante car l'illégalité de ce type d'armement tuant aveuglement aura été affirmée avec force. La prochaine étape est fixée au mois de décembre de cette année, où le traité devrait être signé par les Etats, à Ottawa. Il entrera en vigueur aussitôt qu'une quarantaine d'entre eux l'auront ratifié (c'est-à-dire dès qu'ils auront mis leurs lois nationales en conformité avec le traité).

Actions à suivre

Pour ces prochains mois, la Campagne suisse a décidé notamment:

- de pousser la Suisse à ratifier rapidement le traité afin qu'elle soit en mesure de mener une action diplomatique d'avant-garde;
- d'appuyer une action mondiale visant à attribuer 1% du budget militaire de chaque pays au déminage (projet à l'étude);
- de jeter les bases d'une fondation suisse d'aide aux victimes;
- de faire pression sur les intérêts américains à Genève et sur les pays qui hésitent encore à signer le traité.

Nous vous tiendrons au courant du développement de ces divers projets. ■

Dominique Froidevaux

* Editions St-Augustin, 1997. Disponible à notre secrétariat: Tél.+Fax (41 22) 329 26 81. ** Il s'agit notamment de la Belgique, la Norvège, l'Autriche, l'Afrique du Sud, le Mexique, le Canada et la Suisse.



Vivant univers, revue des pères blancs-missionnaires d'Afrique, vient de consacrer son dernier numéro à l'Islam. Un numéro double, riche en qualité et en variété. Un document utile qui aide à comprendre les questionnements d'une époque marquée par la redéfinition de la religion et de sa place dans la société.

Le "«péril vert»: mythe ou réalité?" titre l'éditorial. Le ton est lancé, le débat est ouvert. Suit un état des lieux qui définit la place de l'islam dans l'espace et dans l'imaginaire de l'Occident. Conclusion: ce n'est pas tant l'islam qui fait peur que son travestissement. Trois facteurs déterminent le degré du risque pouvant conduire à un danger. La frustration musulmane, la fracture sociale et l'instrumentalisation de la religion. La menace n'est pourtant pas inéluctable, elle se serait même déjà émusée d'après quelques analystes, grâce notamment à l'action grandissante du courant moderniste au sein de l'islam. Un rappel historique montre combien difficile a été le contex-

L'Islam en débat.

te dans lequel l'islam est né. Mais il a bien évolué et a même connu son âge d'or: en témoignent les vestiges en matière d'art et de sciences qui font partie du patrimoine universel. Son évolution a été marquée par l'émergence de quelques grands courants qui déterminent, aujourd'hui encore, la pratique de cette religion (Le sunnisme et le chiisme par ex.). Qu'est-ce que le Coran? Quel est son contenu? Une page répond à ces questions et instruit sur le livre. Un glossaire vient la compléter et informe sur nombre de mots rencontrés souvent dans un usage inapproprié. Le monde musulman c'est certes le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Mais c'est aussi l'Indonésie, le Pakistan, l'Afghanistan, le nord de l'Inde, l'Asie centrale, l'Afrique sahélienne... un monde pluriel et diversifié. La religion peut-elle régenter la politique? Quelques idéologues religieux le pensent (en Iran, au Soudan, en Algérie), pourtant les limites de cette fusion - ou confusion - du pouvoir moral avec le pouvoir politique ont montré leurs limites, en Iran notamment. Faut-il dès lors avoir peur des groupes religieux extrémistes qui partent à l'assaut du pouvoir? Confrontés à la réalité

et aux exigences de celui-ci, ils seront obligés de changer sinon ils seront condamnés à disparaître. L'islam, de par son essence, est opposé à la notion d'Etat-Nation. Cela constitue en soi le premier handicap. Qu'en est-il du dialogue interreligieux se demande aussi la revue? Selon ses auteurs il est encore trop timide pour produire des résultats solides. Deux cas concrets, l'un en Suisse romande et l'autre en Belgique, viennent éclairer les difficultés et les réelles possibilités de ce dialogue. Un regret à la lecture de ce numéro: les conflits politiques marqués du sceau de l'islam se multiplient et font trop de victimes. Peu de place leur a été réservé dans ce dossier. En outre l'islam en Afrique noire aurait mérité davantage de développement. Il n'est pas qu'une «Bouée de sauvetage» pour l'Afrique, comme tendrait à le dire

Justin Kahamaile

Pour toute commande: «Vivant univers», n° 430-431 Juillet-Août et Septembre-Octobre 1997
Chaussée de Dinant 115,
5000 Namur, Belgique.
Tél. 081 22 28 91
Commande pour la Suisse:
Pères blancs, C.P. 134,
1703 Fribourg, T. 026 424 19 77

Mandela, témoin d'humanité

Une expo et une BD lui rendent hommage

«Vitrolles-en-Provence», vous connaissez? Sa municipalité, bien connue pour son extrémisme de droite, vient de bannir de ses murs le nom de Nelson Mandela. La rue qui lui était dédiée le sera désormais à un obscur représentant du Front National dont je m'empresse d'oublier le nom. J'invite donc volontiers nos amis vitrollais à découvrir l'exposition consacrée au célèbre banni par le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant rouge avec l'appui de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) et de la Ville de Genève (voir notre rubrique agenda, page 4).

Composée à partir des planches d'une bande dessinée consacrée à la vie et aux combats de Nelson Mandela, cette exposition met également en valeur divers documents photographiques sur l'histoire de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud et en Suisse.

Quant à la Bande dessinée de Viot, Blondel et Chauvet, elle se veut pédagogique avant tout. A travers l'aventure exceptionnelle de l'actuel Président de

l'Afrique du Sud, elle évoque les actes de résistance de la majorité noire et de ses alliés. De cette histoire foisonnante, c'est la leçon d'humanité qui est mise en valeur. Celle-ci transparaît notamment à travers la célèbre phrase de Mandela: «Ma vie durant, j'ai lutté contre toute domination, qu'elle soit blanche, qu'elle soit noire. J'ai toujours nourri un idéal: une société libre et égalitaire.» A Vitrolles ou ailleurs bien des frères humains se retrouveront dans cet idéal, tout en restant fidèles à leurs racines culturelles propres!.

Cette BD - à découvrir, à offrir, à diffuser aussi largement que possible - est éditée simultanément en Belgique (par Magasins du Monde-OXFAM), en France (par ORCADES) et en Suisse (par la Déclaration de Berne).

Que ces organisations amies me permettent d'exprimer un petit souhait. Pour compléter cette réalisation elles pourraient encourager des artistes sud-africains à produire un nouvel ouvrage sur leurs luttes actuelles



face à l'apartheid économique qui s'avère encore plus difficile à démanteler que l'apartheid politique. Dans ce domaine aussi, nous avons beaucoup à apprendre de l'Afrique du Sud. Et il y a fort à parier que des artistes de là-bas pourraient nous surprendre. Il existe une longue tradition sud-africaine d'expression graphique au service du combat pour la justice. ■

Dominique Froidevaux

Décennie des Eglises solidaires des femmes

Solidaires oui... mais de qui?

Nous voilà à la fin de la Décennie des Eglises solidaires des femmes. Ne faudrait-il pas plutôt parler d'une solidarité permanente des femmes avec les Eglises?

En 1988 le Conseil oecuménique des Eglises (COE) lança la décennie oecuménique «Les Eglises solidaires des femmes»; l'objectif était ambitieux, car il voulait, entre autres: - fortifier les femmes dans leur volonté de faire disparaître les structures d'oppression dans le monde, dans leur communauté et dans leurs Eglises; - rendre visibles les visions, les attentes et les actions des femmes dans la lutte pour la justice, le paix et l'intégrité de la Création; - aider les Eglises à se libérer elles-mêmes du racisme, du sexisme et de toutes les pratiques discriminatoires envers les femmes.

Cette démarche était dans le droit fil de la participation du COE à la décennie des Nations Unies pour les femmes (1975-1985). Il était apparu très clairement que les Eglises se sentaient peu concernées par le statut des femmes que ce soit dans la société ou dans l'Eglise.

Envoi de «lettres vivantes»

Vers le milieu de la décennie, il devint évident que l'on avait tendance à la comprendre comme la décennie des femmes solidaires des Eglises! S'inspirant de saint-Paul écrivant dans la deuxième épître aux Corinthiens: «Vous êtes une lettre du Christ confiée à notre ministère, écrite non avec de l'encre, mais sur des tables de chair, sur vos cœurs.» (2 Cor 3.3), le COE décida d'envoyer des «lettres vivantes» à toutes les Eglises membres. En 1995 et 1996, des équipes de deux femmes et deux hommes rencontrèrent, partout dans le monde, les Eglises locales; parlant avec les autorités ecclésiales et avec les groupements de femmes.

La rencontre s'articulait toujours autour des 4 priorités définies en 1988: la violence envers les femmes, la participation pleine et créative des femmes dans toute la vie de l'Eglise, les conséquences pour les femmes de la crise économique, et l'impact spécifique sur les femmes du racisme et de la xénophobie.

Chaque équipe a écrit un rapport de visite... A la fin plus de 1500 pages! Plutôt que d'en faire une synthèse savante, il fut décidé de préparer une brochure mettant l'accent sur «des paroles de femmes», démontrant ainsi que ce que l'on a tendance à considérer comme des problèmes locaux, sont en fait des problèmes mondiaux. Une constatation similaire a été faite lors de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin.

Difficultés et signes d'espoir

La brochure vient de paraître. Ce qui est intéressant - et attristant - à souligner c'est la concordance parfaite entre ce que les femmes vivent dans la société et ce qu'elles vivent dans leur communauté religieuse. Mais en plus de la relation des difficultés concrètes, vécues au quotidien, des signes d'espoir illuminent ce qui est en devenir, ce qui est en train de naître, ici ou là. Des recommandations précises permettront, si elles deviennent réalité, d'avoir une véritable communauté, «une Eglise en chemin qui soit un lieu où des femmes et des hommes montrent le vrai visage de Dieu»

Participations catholiques

L'Eglise catholique n'a pas participé à la décennie, mais de nombreuses femmes catholiques - travaillant dans des groupes oecuméniques - ont fait part de leurs blessures et de leur espérance. Elles joignent leurs voix à tous ceux et celles qui souhaitent que «l'Eglise soit un lieu où les gens se sentent inclus, non jugés, ni blâmés, un lieu où l'on trouve le pardon et où la repentance, l'espérance et la réconciliation sont recherchés et trouvés» (Des sources au milieu des ravines).

Défis à relever

Quelques flashes sur le contenu très riche, très vivant et très concret des recommandations présentées dans cette brochure. Histoire de vous donner envie de lire le tout!

Violence envers les femmes

Il est demandé aux Eglises: - de nommer et de dénoncer toutes les formes de violence envers les femmes dans la société et dans l'Eglise; - de dire que la violence est un péché; - de revoir les pratiques, les liturgies, les règles internes qui parfois justifient cette violence.

«Une femme sur trois a dit que sa première relation sexuelle avait eu lieu sans son consentement (Haïti). La violence domestique envers les femmes est partout; une femme sur dix en fait la triste expérience (Angleterre). Si nous disons au pasteur que nous sommes terrifiées par nos maris, sa seule réponse est que nous devons être patientes et prier. Il nous rappelle que nous nous sommes mariées pour le meilleur et pour le pire (Lesotho)»

Ces quelques exemples démontrent clairement la frilosité des Eglises lorsqu'il s'agit de dénoncer la violence. On console les victimes, mais que dit-on aux hommes violents?

Participation

Il est demandé aux Eglises: - de réexaminer les liens entre l'Evangile et certaines pratiques culturelles; de reconnaître que parfois elles sont contraires à l'Evangile et de déterminer quand et où les Eglises ont le devoir et le pouvoir de les critiquer; - de relire les Ecritures avec des yeux neufs pour re-découvrir le rôle des femmes, pierre angulaire du message, pour mettre en lumière tout ce qui est libérateur et réinterpréter ce qui semble oppresseur.

«Quand le mari et la femme sont tout deux pasteurs, l'Eglise encourage l'épouse à soutenir son mari plutôt que d'exercer elle aussi la charge de pasteur (Indonésie). Nous n'avons aucun problème avec nos femmes. Tout le monde est heureux, parce que nos femmes n'ont pas le temps de penser, dit un représentant mâle d'une Eglise (Myanmar). Des pasteurs utilisent l'argent que nous avons récolté sans nous dire l'usage qu'il en fait. Cela nous rend furieuses (Cameroun). Les femmes ne se sentent pas soutenues par leur Eglise, mais utilisées par elles (Philippines). Il n'y a pas de budget pour une formation biblique et théologique dans une perspective féminine (Uruguay).»

Crise économique

Il est demandé aux Eglises: - de reconnaître que la pauvreté, les contraintes économiques et les ressources limitées sont trop souvent le problème des femmes; - de pratiquer la justice économique dans leur structure en termes d'égalité aussi bien dans le domaine des salaires que dans la répartition des postes à responsabilité.



«Quelques femmes de l'ex-Allemagne de l'Est sont si désespérées qu'elles se sont fait stériliser pour augmenter leurs chances de trouver un emploi (Allemagne). L'injustice économique est souvent une réalité dans l'Eglise, elle se traduit dans l'échelle des salaires et les obstacles empêchant les femmes d'accéder aux positions de responsabilité. Les femmes sont les plus vulnérables quand le secteur public est démantelé pour répondre aux mesures d'ajustement structurel (Kenya).»

Racisme et xénophobie

Il est demandé aux Eglises: - de reconnaître les liens existant entre le racisme et le sexisme; - de reconnaître et d'essayer de surmonter le racisme chaque fois qu'il est présent parmi la communauté ecclésiale

«Le racisme est présent de manière très subtile, ainsi que la discrimination envers les femmes noires et cela est aussi valable pour l'Eglise (Brésil). Parfois, il semble plus facile d'être en solidarité avec des femmes opprimées d'autres pays que d'aller à la rencontre de celles qui vivent chez nous (Angleterre). Etablir sa crédibilité aux yeux de l'Eglise est très difficile pour une femme noire divorcée (Surinam).»

Maryse Durrer
NB Le rapport «Living letters» (relations de visites à plus de 330 Eglises et 650 groupes de femmes, partout dans le monde) et «Des sources au milieu des ravines» (réflexions sur la réponse européenne à la Décennie) peuvent se commander au COE à Genève. Tél. (41 22) 791 61 11.

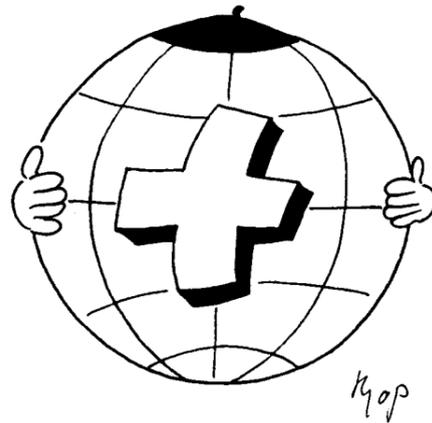
Pas d'avenir sans solidarité

En annexe: une pétition à signer

Cette pétition s'inscrit dans le cadre de la Campagne Nord-Sud pour le développement durable de la Communauté de travail (Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvetas, Caritas). Face aux attaques de l'extrême droite, les œuvres d'entraide souhaitent appuyer l'idée d'une Fondation de solidarité proposée par le Conseil fédéral.

Le financement de cette fondation a déjà suscité de nombreux débats: une réévaluation de l'or de la Banque nationale suisse devrait permettre de dégager un capital (7 milliards) dont les intérêts serviraient aux dépenses de solidarité. Les pétitionnaires précisent que «ces 7 milliards ne sauraient être placés dans des obligations ou des actions d'entreprises dont le comportement va à l'encontre des buts et des principes de la Fondation de solidarité». Axée sur l'avenir, cette fondation est différente du Fonds en faveur des victimes de l'holocauste. Elle ne devrait pas non plus entamer l'effort de la coopération suisse, que les pétitionnaires souhaitent au contraire renforcer. Enfin, la pétition demande l'inscription du principe de **développement durable** dans la Constitution fédérale.

Si nous appuyons cette pétition, nous souhaitons qu'on n'en reste pas à une vision étroite de la solidarité: celle-ci ne se réduit pas à la générosité matérielle. Être solidaire d'autrui signifie être prêt à partager le même sort que lui. Nous souhaitons que la récolte de signatures pour cette pétition suscite réflexions et débats autour de cet enjeu fondamental dans un monde de plus en plus déchiré.



Dominique Froidevaux

A vos agendas

☐ Du 25 au 30 novembre, TOURNÉE GENEVOISE DE SKETCH UP, troupe marseillaise faisant partie de l'association œcuménique "URGENCE DE VIVRE"

-25 novembre à 20h, salle communale de Chêne-bougeries
-26 novembre à 20h, Aula du C.O. Colombières, Versoix
-28 novembre à 20h, salle Frank Martin du collège Calvin
-29 novembre à 20h et 30 novembre à 17h, Aula du collège de Staël, Carouge.
Renseignement: 022 321 18 78

☐ 27 novembre, 20h, Uni Mail, salle MR 280, conférence: "LE COMMERCE ÉQUITABLE ET LES NOUVELLES CONTRADICTIONS DE LA MONDIALISATION" PAR SUSAN GEORGE ET FABRIZIO SABELLI. Organisation: ACEG et GCEU

☐ 27 novembre 20h30, Université populaire albanaise, 112, rue de Lyon, Ge., LA VIE DES REQUÉRANTS D'ASIÉ EN IMAGE ET EN MOTS. Regards croisés d'un film («la nuit du veilleur») et d'un livre («fuir le chaos: témoignages de demandeurs d'asile mineurs») en présence du réalisateur et de l'auteur. Organisation: Le CETIM et L'Université populaire albanaise. Tel: 022/340 25 77.

☐ du 27 au 29 novembre, au CIGG, rue de Varambè 15, Ge., rencontre interculturelle "INTERCULTURA 97" ECHANGES ET REFLEXIONS SUR LES ENJEUX DE LA PLURICULTURALITÉ URBAINE. Renseignement: Mondialcontact, tél. 022/740 11 77

☐ 5 décembre, à 20h30, Aula Magna du château, Yverdon les bains, CONCERT DE DANIEL VIGLIETTI, ARTISTE URUGUAYEN ENGAGÉ. Renseignement et réservation: Librairie latino-américaine "Nueva Utopia" Tel: 026 322 74 61

Algérie meurtrie Jeunes de Domdidier solidaires

Vous ne connaissez pas Domdidier? C'est compréhensible, mais dommage! Un gros village de la vallée de la Broye fribourgeoise, adossé aux anciennes murailles d'Avenches. Au coeur du village, un cycle d'orientation ouvert aux jeunes de la région et un corps enseignant autant qu'ils peuvent, souhaitant l'adhésion ou les remarques du plus grand nombre. Nous ne pouvons que leur faire place, espérant que leur appel adressé «à tous les croyants» soit entendu et contagieux...

«Aux dirigeants de l'Algérie, aux diplomates du monde entier, aux dirigeants religieux, aux croyants du monde entier et à tous les hommes de bonne volonté.

Messieurs, Nous sommes profondément choqués, horrifiés, écoeurés par les massacres qui sont perpétrés actuellement en Algérie. Comment peut-on rayer un village entier de la carte? Comment peut-on s'acharner sur des êtres innocents, désarmés, incapables de se défendre? Comment peut-on égorger au couteau des êtres humains (hommes, femmes et enfants) en obligeant les proches et la famille à assister au spectacle? Comment peut-on accepter que de telles horreurs se soient produites plusieurs fois? Comment peut-on accepter l'idée que de telles atrocités puissent se produire encore?

Vous, les dirigeants, comment expliquez-vous qu'un état moderne et organisé puisse subir de tels attentats? Comment expliquez-vous qu'un état moderne soit incapable de protéger sa population? Comment expliquez-vous que des groupes bien organisés et bien équipés puissent à votre insu et en toute impunité perpétrer de telles atrocités? Et vous, les Croyants, vous, les Musulmans du monde entier, acceptez-vous qu'on utilise votre foi et votre Religion pour justifier ces actes abominables? Approuvez-vous ces actes criminels? Les hommes, les groupuscules qui commettent ces massacres en votre nom, sont-ils de vrais Musulmans? Ont-ils la même foi que vous? Sont-ils vos frères? Votre religion vous commande-t-elle vraiment la haine, la torture et les massacres d'innocents?

Au nom de votre Foi, au nom de la Paix, au nom de tous les hommes de bonne volonté, unissez-vous pour dénoncer et pour condamner ces pratiques épouvantables. Joignez vos protestations aux nôtres. Écrivons des lettres, des cartes de protestation. Faisons-les signer par tous nos amis et tous nos proches. Envoyons-les aux diverses autorités civiles et religieuses de Suisse et d'Algérie.

Par notre témoignage et par notre protestation déterminée, nous avons le pouvoir de mettre fin à ce scandale.

Nous sommes tous concernés par ces crimes. A chaque nouvel acte de violence, ce n'est pas seulement la population algérienne qui est visée, c'est aussi notre dignité d'Homme qui est blessée, que l'on cherche à détruire.

Réagissons tous et ne laissons pas cette situation devenir une fatalité, car nous deviendrions des complices.»

Pour vous tenir au courant d'activités de solidarité avec l'Algérie, nous vous recommandons le Bulletin du Comité de Soutien à la Démocratie et aux Libertés en Algérie. Adresse: COSDAL, Case postale 207, 1211 Genève 4.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

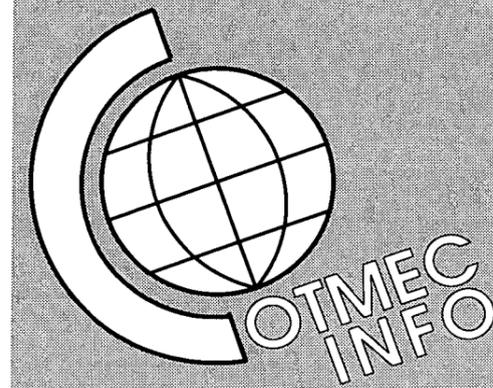
Commission
Tiers Monde
de l'Église catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81
CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel
Abonnement: Fr. 15.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: fornara

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Chers abonnés, merci de faire bon usage du Bulletin de versement annexé à ce N° Et profitez d'offrir gratuitement cotmec-info à vos amis

Mini-dossier
Les «sans terre»
du Brésil

Billet évangélique

Couloir de la mort

Aux Etats-Unis d'Amérique, plusieurs dizaines de condamnés attendent avec l'anxiété qu'on imagine l'arrêt d'une cour de justice qui leur sauvera la vie ou alors les enverra à la chaise électrique. Certains vivent ce calvaire moral depuis des années, dans le fameux couloir de la mort où la justice américaine parque ces malheureux. Je risque un rapprochement qui fera sursauter bien des lecteurs. J'ai comme l'impression qu'un bon nombre de requérants d'asile vivent en Suisse le même syndrome. Eux aussi sont à la merci d'un ukase qui tombera un jour, leur signifiant qu'ils sont promis à la liberté - helvétique - ou alors destinés à un renvoi qui équivalra pour beaucoup à un arrêt de mort, de mort psychique en tout cas. Ceux qui hésiteraient à me suivre n'ont qu'à écouter les confidences des requérants qui s'entassent dans les centres de regroupement. S'en va-t-il pour aujourd'hui ou pour demain? Et d'autres, comme au Texas ou au Missouri, vivent ce drame depuis plusieurs années. Comment des enfants, des adolescents inscrits dans des classes d'accueil, peuvent-ils s'épanouir et grandir quand est suspendue au-dessus de leur tête cette épée de Damoclès? Ceux qui sont responsables de ces procédures peuvent être aussi des pères et des mères de famille. Comment peuvent-ils faire subir à d'autres enfants ce qu'ils refuseraient à grands cris pour les leurs?

Écris ce billet sans nuances alors que se développe dans notre pays - dans sa partie alémanique surtout - une sorte d'hystérie collective contre les requérants d'asile, assimilés globalement aux criminels de grand chemin. Des politiciens populistes et des journaux de boulevard réclament qu'on les enferme dans des baraquements fédéraux gardés sans doute par des chiens policiers et des soldats armés. Aurions-nous alors le coeur de supporter le regard d'un enfant qui nous suppliera à travers un barbelé? Alors que nos autorités sont tentées de se laisser impressionner par ce discours xénophobe et de renforcer les injustes mesures de contrainte, allons-nous, chrétiens, nous taire à notre tour? Ou faudra-t-il attendre cinquante autres années pour reconnaître notre lâcheté?

Ce n'est pas le fait d'être réfugié qui est un délit. Le criminel est celui qui, de loin ou de près, chasse de leur terre natale des gens innocents et sans défense. Coupable aussi - au nom de l'évangile! - celui qui refuse de les accueillir. ■

Guy Musy

Cf. Fuir le Chaos. Témoignages de demandeurs d'asile mineurs. CETIM, Genève 1997.

Action des Eglises pour la journée des Droits de l'Homme

«Branchez-vous... pour protéger les défenseurs des droits humains!»

Bientôt le 10 décembre, journée des Droits de l'Homme. A cette occasion, les Eglises suisses lancent une fois encore un appel. Appel au respect des droits humains, mais aussi à la protection de celles et ceux qui luttent pour ces droits...

Pourquoi agir ?

La liberté d'expression, la protection contre l'arbitraire judiciaire, le respect de la dignité humaine nous semblent constituer des droits incontestables. Hélas, ils sont loin d'être acquis: constamment bafoués, ailleurs comme ici; dans notre contexte économique difficile; ces droits demandent un engagement permanent pour garder force de vie.

Comment agir ?

Il n'est certes pas donné à chacun d'agir en première ligne. En revanche, les Eglises nous encouragent à soutenir les défenseurs des droits humains, groupes et individus. Après l'action 1996 contre la torture, elles nous invitent à nous engager concrètement:

- en signant et en faisant signer 3 pétitions: l'une demandant le démantèlement de groupes paramilitaires, auteurs d'exécutions de militants en Colombie; une seconde enjoignant le groupe de travail sur la déclaration des droits des défenseurs des droits humains à atteindre un texte définitif au plus vite; une autre encore priant le gouvernement militaire du Myanmar de libérer Daw San Sar Nwe, membre de la «Ligue nationale pour la démocratie.»
- en participant financièrement;
- en organisant célébrations, réflexions et prières de soutien aux défenseurs des droits humains, autour de pistes liturgiques que nous soumettent également les Eglises suisses. Car, par notre pensée «si nous portons la voix de ceux qui crient, comme les fils d'un même réseau, même les coeurs les plus endurcis seront brisés par leurs appels...»

Alors... Branchez-vous sur ce réseau... Après lecture de cet article, impossible de prétendre ne pas être au courant de l'urgence! ■

Marie Pasquier

Liberté d'expression...



Action
pour la journée
des droits de l'homme
case postale 6872
CH-3001 Berne

Les Guerres enterrées?

Certaines guerres n'ont pas eu lieu. On peut difficilement les connaître, puisqu'elles n'ont pas existé. Mais il y en a. Combien de temps auraient-elles duré? Combien de morts auraient-elles provoqué? Quelles blessures et quelles transformations de la société auraient-elles apporté? On ne le saura jamais. Heureusement.

En considérant tous les conflits actuellement en cours dans le monde, on se prend parfois à rêver. Si ces guerres n'avaient pas eu lieu? Si les groupes humains et les Etats avaient choisi d'autres moyens pour régler leurs problèmes? Si l'on espère que certains rêves puissent se réaliser, cela amène une question: comment prévenir les conflits violents?

Projet de paix

C'est à cette interrogation que le Projet de Paix Prévention des conflits violents (PPPcv) voudrait répondre. Initié par Frédéric Maillard, fondateur d'une entreprise de communication et militant de longue date de l'ACAT au niveau international, le PPPcv a suscité très vite beaucoup d'échos positifs, d'autant plus qu'en 1994, le monde était marqué par le drame du Rwanda. Des religieux missionnaires, la province de Suisse de la Congrégation du Saint-Esprit, se sont engagés avec Frédéric, bientôt suivis par d'autres congrégations. Des militants et militantes de la paix, des intellectuels, des dirigeants politiques et des femmes de tous horizons ont également saisi l'intuition de la démarche et se sont montrés enthousiastes.

Les nombreux débats et les réactions multiples ont permis à l'intuition fondamentale de mûrir et ont vérifié son bien-fondé. Petit à petit, deux buts se sont profilés nettement: prévenir la formation de conflits violents et y impliquer les entreprises de l'économie privée, en particulier les multinationales, qui sont des lieux importants de décision et de pouvoir. Un effort sera également nécessaire du côté de la recherche. Prévenir un mal suppose d'en connaître les causes. Repérer les causes de conflits enracinés dans une longue histoire est complexe, mais c'est possible. De nouveaux moyens d'analyse voient le jour, à la lumière de

l'expérience accumulée par divers organismes dans la gestion des conflits.

Pour le démarrage du PPPcv, une année dite «année de lancement» a été mise sur pied. Durant cette année, Frédéric s'est libéré pour pouvoir travailler à plein temps à la prospection du capital de fondation et des partenaires au niveau des entreprises privées, ainsi que des ressources humaines nécessaires au projet. Financée entièrement par des congrégations religieuses, cette année a débuté le 4 novembre 1996 et s'est terminée le 4 novembre de cette année.

Structuration du projet

Pour la structuration du PPPcv, il est prévu trois départements.

Le **département Actions** envoie les personnes compétentes sur les lieux où le travail de prévention doit débuter. Ce département coordonne les opérations avec les parties concernées. Actuellement, beaucoup de pays prévoient dans leur budget d'aide au développement le financement de formations aux droits de l'Homme, à la résolution des conflits, à la non-violence, etc. Ils sont en recherche de partenaires compétents pour mettre en oeuvre les actions sur le terrain.

Le **département Institut**, essentiellement polyvalent, propose un programme de formation en collaboration avec les écoles officielles et diverses associations. Là aussi, la demande est forte pour un secteur où les compétences sont rares.

Le **département Centre** organise les activités de promotion du PPPcv, la documentation, des activités culturelles et artistiques. Ce centre pourra également accueillir des personnes pour des sessions ou diverses activités. Il est prévu que le centre occupe une partie de l'oeuvre de la Congrégation du Saint-Esprit, au Bouveret.

Ces trois départements sont supervisés par le comité directeur de l'Association Projet de Paix Prévention des Conflits (association inscrite au registre du commerce)*.

Actuellement, le PPPcv est en bonne voie. Après l'enthousiasme du départ, il faut entrer dans la durée et structurer solidement le Projet. Beaucoup de contacts sont en cours avec des partenaires du secteur privé et diverses institutions. Une Association des Ami(e)s du PPPcv s'est consti-

tuée pour prendre en charge certaines tâches. Les choses avancent bien. La préoccupation actuelle va prioritairement vers les ressources humaines, car l'équipe de base, qui a porté le PPPcv jusqu'à maintenant, a besoin d'être renforcée au moment d'entrer dans la phase opérationnelle.

Le PPPcv est arrivé là où il en est aujourd'hui grâce à l'enthousiasme qu'il a rencontré depuis le début et qui ne s'est jamais démenti. S'il parvient à être un instrument au service d'une nouvelle manière de construire la Paix, par la prévention à long terme, le rêve de guerres qui n'auront pas lieu pourra commencer à se réaliser. ■

Jean-Marc Sierro

* Sont membres du comité directeur: Frédéric Maillard, Nancy Maillard Zürcher, François Desarzens, Marie-Claude Coquoz, Jean-Marc Sierro. Sont responsables de commissions ou de secteurs: Lucien Pochon, Marcel Durrer, Jean Bourgnicht, Jean-Nicols Marti, Nelson Fuenzalinda, Nicolas Zapf.

Adresse de contact: Projet de Paix - rue du Botzet 18 - 1700 Fribourg - tél.: 026/424.47.34, Fax: 026/424.67.3

Les enfants pour faire la guerre?



Rien qu'en Afrique, plus de 250'000 enfants sont enrôlés pour la guerre. Utilisés pour les tâches les plus ardues, envoyés au front, en éclaireurs sur les champs de mines, ils y laissent souvent leur vie. Dans l'univers des guerriers ils sont confrontés à des abus sexuels, à des problèmes de drogue et d'alcool.

STOP!

Avec DEI (Défense des Enfants-International), nous pouvons agir afin que les Etats concernés respectent les droits de l'enfant. Commandez des cartes de protestation au tél.: (022) 734 05 58.

D.F.

«Désarmer les coeurs»

Difficile de résumer en moins de 35 pages (volume du fascicule cité en titre), le chemin de reconstruction non-violente qu'arpentent avec ténacité Modeste Mungwarareba et Laurien Ntezimana, nos hôtes rwandais de la Campagne oecuménique de Carême '96

Le Rwanda a une tradition séculaire de convivialité. La société y était organisée en clans, se souciant peu des ethnies. En colonisant le pays, les européens étiquettent les habitants en races distinctes, selon la théorie de Gobineau dont s'inspireront les nazis. Les gens intériorisent ces différences et, pendant ce siècle, l'esprit de haine ne fait que grandir, de sorte que le 6 avril 1994, c'est une véritable machine à tuer qui se met en route.

Le Service d'Animation Théologique dont s'occupent Laurien et Modeste invite à refuser cette dualité que les médias nous imposent: les Hutus et les Tutsis sont avant tout des Rwandais. A contre-courant de l'idéologie dominante, ils forment des animateurs de terrain à la réconciliation et combattent le mal par des paroles pacifiantes. Leur message est d'autant plus fort qu'il s'ancre dans la Parole de Dieu et dans la culture rwandaise. Ils affirment notamment qu'il faut «remettre l'homme à l'endroit, les pieds sur terre et le regard tourné vers Dieu! Malheureux est celui qui est à l'envers, convoitant la terre et les biens de son frère et...pensant avec les pieds!»

Merci, Laurien et Modeste, de nous aider à cette conversion par votre poignant témoignage. ■

Roland Pasquier

Je commande exemplaires de "Désarmer les coeurs" édité par PPP-AdC-COTMEP-COTMEC / Repères, 3/1997. (Frs 6.-)

Nom et Prénom
Adresse

► A retourner à Cotmec-livres / 16 Pt-d'Arve / 1205 Genève
☛ Commandes par tél.: (022) 329 26 81.

Témoignage d'un «Mouvement en mouvement»

Passablement renforcé depuis la marche nationale de deux mois sur Brasilia (février-avril 1997), le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) jouit ces derniers temps d'une cote de sympathie en augmentation. Ce mouvement, organisé dans 23 Etats Brésiliens, continue de se battre pour un changement en profondeur au Brésil.

La réforme agraire que propose le MST n'a pas comme unique objectif une redistribution des terres. Elle envisage également la mise en place d'une politique générale pouvant apporter des solutions de fond aux graves problèmes économiques et sociaux qu'affronte le Brésil d'aujourd'hui.

Ces informations, exprimées avec une même conviction, émanent de Maria José Bezerra, dirigeante MST de l'Etat de Sao Paulo, et de Matheus Delwek, un des 90 membres de la coordination nationale du mouvement. Tous deux étaient récemment en Suisse, invités par E-CHANGER (anciennement Frères Sans Frontières). Cette ONG suisse compte aujourd'hui près de 30% de ses volontaires dans ce pays sud-américain. Elle a également été pionnière dans la conclusion de contrats de coopération en personnel avec le MST.

Résistance au néolibéralisme

«Le problème essentiel que vit aujourd'hui le Brésil est le modèle néolibéral suivi par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso», déclare Matheus Delwek, 40 ans, père de 5 enfants dont certains sont également paysans. Depuis 14 ans il est également membre d'une coopérative dans un *asentamiento* (terre dont l'usufruit est légalement «consenti» à des familles suite à une occupation) de Sao Paulo.

Maria José Bezerra, elle, n'a que 24 ans. A l'image de son collègue, elle a vécu les 10 dernières années avec sa famille dans un autre *asentamiento* du même Etat. Grâce à son engagement au sein du MST, elle est reconnue comme une femme dirigeante parmi les plus dynamiques et les plus jeunes de sa région.

«Mes parents, travailleurs agricoles, ont déambulé toute leur vie d'un extrême du pays à l'autre, du Nord-Est au Sud, puis vers la forêt équatoriale, toujours avec l'espoir de posséder un coin de terre... Jusqu'en '87 où, à l'initia-

Les «Sans Terre» du Brésil...

tive du MST, avec dix autres familles nous avons occupé une ferme laissée à l'abandon. Après plusieurs années de lutte, nous avons obtenu les titres de propriété et nous sommes en train d'y travailler communautairement».

Aujourd'hui 150'000 familles ont ainsi obtenu des titres de propriété alors que 50'000 autres occupent des terres sans aucun droit. Les premières ont obtenu la normalisation de leur occupation tandis que les autres vivent provisoirement au bord des routes dans des conditions très précaires. D'autre part, explique M.J. Bezerra, «5 millions de familles sont encore sans terre, obligées pour la plupart à voyager à travers tout le pays, grossissant ainsi encore les ceintures de misère autour des grandes villes. Il faut se souvenir que dans la seule ville de Sao Paulo, un million et demi de personnes sont sans travail et presque 5 millions sans toit».

Femmes en tête

«Pour moi, le fait d'être à la fois dirigeante dans le mouvement, membre d'une coopérative, et femme, n'est pas contradictoire», dit avec force M.J. Bezerra avant d'ajouter: «Au sein du MST une réflexion et un débat permanents ont lieu sur le thème de l'équilibre entre les sexes et du partage des responsabilités entre hommes et femmes dans le travail, dans le mouvement et dans la lutte pour la réforme agraire.»

Ceci explique en partie l'importance fondamentale donnée par le MST à la question de l'éducation aussi bien dans les *asentamientos* que dans les *campamentos* (terre occupée, sans droits reconnus). Au MST, élever le niveau culturel et celui de l'éducation pour tous est presque devenu une obsession. Ainsi, là où les travailleurs et leurs familles sont dans l'impossibilité de suivre l'école publique, ils peuvent avoir recours à des enseignants volontaires, dont le nombre s'élève à plus de 1000 répartis à travers tout le pays.

Dynamiques plurielles

Pour M. Delwek la question de l'organisation de la production à l'intérieur des *asentamientos* est aussi importante que celle de l'éducation. «Il existe différentes sortes de coopératives suivant ainsi le niveau de conscientisation de ses membres. Certains choisissent de ne mettre en commun que les moyens de production techniques (machines agricoles) tout en gardant une



vision individualiste de la production et de ses revenus. D'autres, en revanche, décident de partager les trois éléments de base: le capital, le travail et les moyens de production. C'est à ce type de coopérative que j'appartiens. Ceci implique ensuite une répartition équitable des revenus entre tous les travailleurs, aussi bien les chefs de familles (hommes ou femmes) que les jeunes (garçons ou filles) ayant participé à temps complet à la tâche agricole».

L'atout de la transparence

M. Delwek se lance ensuite sans hésitation dans la démonstration de la transparence du fonctionnement interne au MST mettant ainsi à mal la critique «d'organisation verticale et d'appareil rigide» que lui fait le gouvernement. «Je suis membre de la coordination nationale, j'ai la responsabilité de la coopération entre les *asentamientos*, j'ai également un mandat très important dans les relations internationales entretenues par le MST. Cependant je ne suis pas un professionnel dans ces domaines et ne reçois aucun salaire pour mon travail institutionnel».

Comment cette façon de fonctionner est-elle possible? avon-nous demandé. «La coopérative à laquelle nous appartenons continue de nous considérer comme l'un de ses membres, même si l'essentiel de notre travail est ailleurs. Mais ce fonctionnement n'est pas imposé. Le MST demande à l'ensemble de la coopérative si elle serait d'accord de mettre à sa disposition l'un de ses membres pour accomplir des tâches au niveau régional ou national. Les membres en discutent démocratiquement et rendent réponse. Il est important de

mentionner que nous continuons à vivre et à faire partie de la coopérative alors même que nous passons une grande partie de notre temps en dehors».

Un demi million de militants

Les expériences personnelles des deux dirigeants rejoignent le quotidien de plus d'un demi million de personnes réunies au sein du MST. Elles reflètent avec force une réalité qui aujourd'hui au Brésil devient incontournable. Les «Sans Terre» sont devenus en 13 ans d'existence le mouvement social le plus important du pays et le «principal projet d'opposition au gouvernement néolibéral», selon M.J. Bezerra. Quel est le défi le plus important pour le MST? avon-nous demandé à M. Delwek en guise de conclusion. «Il s'agit de n'oublier ni l'urgence, ni la gravité de la situation. Au Brésil plus de

Contre la faim et la misère

40 millions de personnes (sur un total de 150 millions d'habitants) ont faim et sont dans la misère. Nous devons comprendre que l'actuel modèle en vigueur donne des chances de s'en sortir à 20% de la population seulement. Mais la seule critique de ce modèle ne suffit pas. L'essentiel est d'élaborer à partir de la base un projet très concret et mobilisateur. La réforme agraire, la réforme urbaine, un système public de santé et d'éducation pour tous en sont des éléments clefs. Ce projet ne doit pas venir d'en haut vers le bas. Il doit naître à partir de la rue, des gens et de leurs attentes».

Sergio Ferrari

Responsable de communication pour E-CHANGER. Traduction de Françoise Gariazzo Dessieux.

Action mondiale des Peuples contre le «libre» échange et l'OMC

L'Action Mondiale des Peuples (AMP) contre le «libre» échange et l'OMC n'est pas une nouvelle organisation, mais une coordination internationale d'organisations opposées à une dérégulation à outrance des marchés. A la veille de la prochaine conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui aura lieu à Genève, en mai 1998, l'AMP organise une contre-conférence à Genève (600 délégués, dont la moitié du Sud et un maximum de femmes). La contre-conférence aura lieu du 23 au 25 février et se propose d'organiser des actions coordonnées, en mai, pendant la conférence de l'OMC.

Une telle initiative est une saine provocation au débat sur un sujet qui nous concerne tous. Si notre Commission reste prudente face à toute analyse précipitée de ce phénomène complexe, nous estimons essentiel que des témoins du Sud puissent faire entendre leur point de vue dans ce débat.

Nous encourageons aussi vivement les lecteurs de Cotmec-info à faciliter la venue de ces témoins en offrant un accueil à domicile ou en apportant une aide bénévole lors de la conférence.

Accueil: pour tout renseignement à ce sujet, merci de s'adresser à AMP, c/o IAS, 5 Samuel-Constant / 1201 Genève, tél. et fax: 022 344 47 31

L'AMC organise également différentes rencontres pour préparer l'événement:

- Vendredi 30 janvier 1998, à 20h30, à St-Boniface (14 av. du Mail)

DAVOS-OMC: De quelle mondialisation parle-t-on?

avec Ch.-A. Udry et F. Chesnais (économistes)

- Samedi 31 janvier 1998, Manifestation à 14h00, rue piétonne du Mt-Blanc.

- Samedi 31 janvier 1998, dès 21h00, au Squat "RHINO" (Bd des Philosophes), **Fête contre l'Organisation Mondiale du Chômage.** Informations détaillées: tél. 022 733 40 83 (Juan Tortosa)

Mondialisation, compétitivité, marché et... morale?

Le samedi 31 janvier 1998 de 10h00 à 16h00, au Buffet CFF d'Yverdon-les Bains

-Méditation avec le pasteur B. Zweifel

-Les limites de la compétitivité et du marché par R. Petrella

-Observations et espoirs d'un homme de terrain par G. Forster

-Débat

Renseignements: tél. 021 921 97 71

L'eau en bouteille... de l'eau politiquement propre?

Nestlé commercialisera désormais une eau de marque - et non de source - répondant à «des critères de sécurité, de bon goût et de fonctionnalité». Voilà un nouveau produit dans la gamme des produits alimentaires qui vient à point nommé par rapport aux critiques dont Nestlé est l'objet à propos de la nutrition infantile: le lait en poudre pourra enfin être accompagné d'une eau saine.

Derrière cette nouvelle stratégie commerciale de notre multinationale helvétique de choc, se profilent toute une série de questions qui préoccupent les milieux favorables à une meilleure justice entre Nord et Sud: quels seront les rapports entre les entreprises qui fournissent respectivement l'eau courante et de l'eau en bouteille? Quelles seront les conséquences pour les moins nantis de la commercialisation de cette nouvelle eau de marque? Pourra-t-on encore garantir la fiabilité de l'eau du robinet à long terme face au développement du nouveau marché de l'eau "propre"?

CANES (Convention d'Actionnaires Nestlé), la DB et la COTMEC vous invitent donc à un débat à ce sujet, à partir du cas Nestlé, mais dans une perspective plus générale.

Le mercredi 4 février 1998 (date à vérifier dans vos quotidiens), à St-Boniface (14, av. du Mail- Genève).

Avec, notamment: Suren Erkman (modérateur), Pierre Jiaccaso (Vice-pdt de l'Assoc. internat. des distributeurs d'eau), Jean-Philippe Arm (journaliste, auteur d'une brochure d'information CH+6, disponible

à Centre-info: tél. 026 322 06 14.

Renseignements supplémentaires à notre secrétariat, tél. 329 26 81.

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission
Tiers Monde
de l'Eglise catholique
à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -

Tél.+Fax.: (41-22) 329.26.81

CCP 12-21551-1

Cotmec-info est Mensuel

Abonnement: Fr. 15.- / an

Rédacteur responsable:

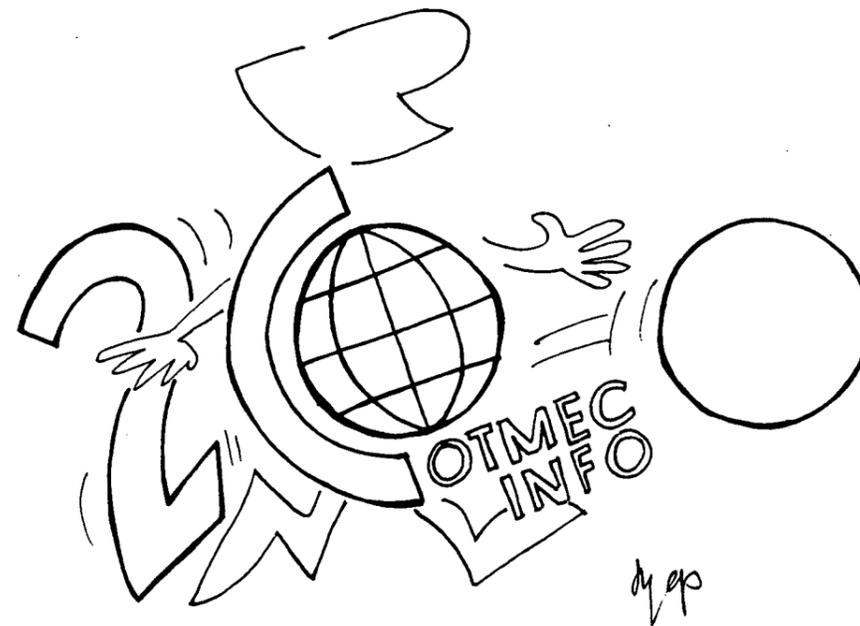
Dominique Froidevaux

Imprimerie: fornara

Avis aux abonnés

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de faire connaître "Cotmec-info" autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans les pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand Merci à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Numéro 200



Défis d'avenir

Editorial

Créé en décembre 1977, sous le nom de «COTMEC-informations», votre mensuel fête ce mois de décembre 1997 son 200^e numéro. La COTMEC fêtera par ailleurs son trentième anniversaire l'année prochaine.

Nous vous avons déjà offert une petite plaquette historique pour les 25 ans de notre Commission*. Pour ce 200^e numéro, nous vous proposons quelques lucarnes sur des défis d'avenir, en fidélité avec les engagements passés.

La question n'est - bien sûr - pas épuisée par les libres propos que vous découvrirez dans ce numéro spécial. C'est aussi à vous, amis lecteurs, de nous interpellier au sujet des dossiers que vous souhaiteriez voir traités.

Nous profitons de remercier toutes celles et ceux qui nous envoient régulièrement remarques, encouragements, critiques, documents, informations. Animé essentiellement par une dynamique bénévole, COTMEC-info n'aurait pas de sens sans ce dialogue avec son lecteur. Un des défis que nous souhaitons relever l'année prochaine est justement une refonte de la maquette de votre «feuille jaune». Alors n'hésitez pas à nous faire parvenir vos avis et vos suggestions. Tout est ouvert: le titre, le contenu, la forme... Une seule chose est déjà assurée: votre mensuel ne devrait pas voir son volume enfler démesurément. Les suppléments exceptionnels resteront exceptionnels. La majorité de nos lecteurs tient au format dense et digeste adopté jusqu'ici. Même s'il n'est pas toujours aisé de «faire court», nous nous efforcerons de maintenir cette exigence.

Nous devons aussi un chaleureux merci à toute l'équipe qui permet de réaliser ce bulletin. Du comité de rédaction au bureau de poste de Conches, en passant par le dessinateur, l'imprimeur et les jeunes de la SGIPA (étiquetage, pliage, routage), chaque maillon est indispensable. Si nous rencontrons parfois quelques couacs dans cette chaîne artisanale, ce n'est jamais au niveau de l'amitié dans la collaboration. Et, cela, c'est précieux pour faire un journal, aussi modeste soit-il.

COTMEC

* disponible gratuitement à notre secrétariat. Tél. 022 329 26 81.

dienne, voilà la vraie paix. La guerre la plus effroyable de ce siècle, peut-être même de toute l'histoire humaine, c'est la faim! Lors de la réunion de la FAO tenue à Rome durant «l'année de l'éradication de la pauvreté» quelqu'un, avec beaucoup d'à-propos, a jeté à la face du cynisme occidental cette vérité élémentaire de la survivance et de la coexistence humaines.

Il faut décoder cette paix qualifiée de démocratique qu'on impose à notre peuple parce qu'elle n'est ni démocratie ni paix.

Déjà en 1965, le Concile du Vatican II, dans sa constitution pastorale *Gaudium et Spes*, au no 69, écrivait ces paroles frappantes : «Devant un si grand nombre d'affamés de par le monde, le Concile insiste auprès de tous et auprès des autorités pour qu'ils se souviennent de ce mot des Pères de l'Eglise: «Donne à manger à celui qui meurt de faim car, si tu ne lui a pas donné à manger, tu l'as tué» et que, selon les possibilités de chacun, ils partagent et emploient vraiment leurs biens en procurant avant tout aux individus et aux peuples les moyens qui leur permettront de s'aider eux-mêmes et de se développer.»

C'est seulement à partir de ces pauvres (qu'il s'agisse des personnes ou des peuples) qu'on peut penser et construire la véritable paix qui est le «fruit de la justice». Il ne s'agit pas simplement de faire taire les armes. C'est l'injustice qu'il faut faire taire. Le plus parfait synonyme du mot paix, c'est justice. Il faut établir une justice et une solidarité (autre synonyme du mot paix) pas seulement interpersonnelles ou spontanées entre des groupes, mais plutôt d'une manière structurelle aux niveaux international, intercontinental, planétaire. Tant et aussi longtemps qu'il y aura un premier monde, il n'y aura pas de paix dans le monde.

La vérité, c'est que la paix réelle et souhaitable, la vraie paix, n'existe pas actuellement sur la planète. Et qu'il n'y en aura pas tant et aussi longtemps qu'existeront ces déséquilibres entre le Nord et le Sud qui sont actuellement adorés, canonisés par le capitalisme néolibéral. C'est seulement quand la solidarité et la justice feront s'effondrer le mur entre le Nord et le Sud que commencera la véritable paix.

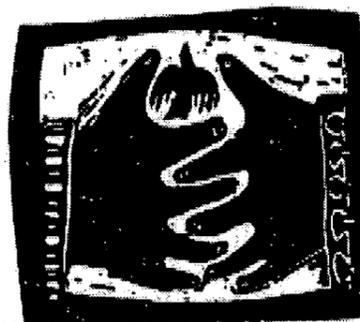
Cette «autre» paix que nous voulons pour notre Grande Patrie, cette patrie qui est sortie des horreurs des

dictatures militaires (avec beaucoup de sang répandu, de disparus et d'impunité), est maintenant soumise à cette macro-dictature du chômage, de la faim et de l'exclusion.

Il y a longtemps que moi, chercheur angoissé de la paix, contrairement à ce que certains ont imaginé, j'crie ce poème:

**«Donne-nous, Seigneur,
cette Paix étonnante
Qui jaillit en pleine lutte
comme une fleur de feu
Qui éclate en pleine nuit
comme un chant mystérieux
Qui arrive en pleine mort
comme le baiser attendu.
Donne-nous la Paix de ceux qui
marchent sans cesse
Dénudés de privilèges
Vêtus par le vent
d'une espérance nubile.
Cette Paix du pauvre
qui a déjà vaincu la peur.
Cette Paix de la personne libre
qui mord à la vie.
La Paix qui se partage dans l'égalité
comme l'eau et l'Hostie.
Donne-nous ta Paix, la tienne!
Toi qui es notre Paix!»**

Pedro Casaldáliga



COTMEC-info: 200 numéros ! COTMEC: 30 ans d'existence !

COTMEC-info: 200 numéros.

COTMEC: 30 ans d'existence.

Ces deux merveilles me donnent envie de révéler une naissance miraculeuse.

Il s'agit d'une astuce du St-Esprit, un «essai réussi». Après avoir conçu le fils de Dieu dans le sein d'une vierge, il a tenté, des siècles plus tard, de concevoir une fille Dieu dans une dizaine d'hommes célibataires!* Oh miracle, cette fille de Dieu est rapidement devenue fille de l'Eglise!

Ce bébé fragile, un peu «bâtard» sur les bords, est aujourd'hui une belle jeune femme dynamique, libre et responsable: COTMEC 1997... COTMEC 2000!

Naturellement, il a fallu, assez tôt, quelques mères nourricières et quelques parents adoptifs. Le résultat me remplit d'action de grâce.

Je ne peux m'empêcher d'être un peu fière, disons plutôt heureuse, d'avoir participé au développement de mon enfance, son adolescence, sa jeunesse et de pouvoir maintenant admirer, estimer, une adulte qui réussit à unir le respect, la tolérance et l'audace, dans ses écrits et ses actions.

Preuve en est sa récente contribution à l'éveil des consciences, et à l'espérance des intelligences par sa

**«Il faut bourlinguer
toute sa vie pour les autres»**

C'était dans la nuit du 19 au 20 juillet 1966, le Père Lebreton menait son dernier combat pour la vie. A l'hôpital sainte Anne à Paris, aux infirmières qui l'emmenaient vers le bloc opératoire il livrait son ultime secret : «Ah c'est beau la vie. Il faut bourlinguer toute sa vie pour les autres. C'est la seule manière de montrer à Dieu qu'on l'a compris.»

Quelques mois plus tard, au jour de Pâques 1967, Paul VI publiait «*Populorum progressio*» présenté par le pape comme un hommage à la mémoire du Père Lebreton et saluée comme «l'encyclique de la Résurrection». Lorsque Dominique m'a demandé un «libre propos» à l'occasion de la parution du 200^e numéro de COTMEC-info, c'est à cette ultime confidence du Père Lebreton que j'ai pensé.

Lorsque timidement je participais à l'initiative de faire démarrer cette aventure qui devait devenir la COTMEC, je n'imaginai pas que 30 ans plus tard, une fois encore, à l'occasion de son 200^e numéro, la COTMEC allait nous faire «bourlinguer pour les autres et montrer ainsi à Dieu qu'on l'a compris.»

Je m'émerveille du chemin parcouru. Le rêve d'André Fol que «dans chaque communauté il y ait des personnes qui flairent ce qui est en train de se jouer, et de l'interpréter sous le regard de Dieu», ce rêve se réalise. Mais pour cela il a fallu le courage, la foi, l'enthousiasme, la ténacité d'une poignée d'hommes et

publication: «La guerre économique». Je ne me lancerai pas ici dans son éloge; cela a déjà été fait par de nombreuses voix, diverses et compétentes.

Je voudrais profiter de cet impact encourageant pour proposer à la COTMEC d'utiliser les mêmes moyens pour éclairer «autrement» les défis actuels tels que les nouvelles pauvretés, les licenciements, la déshérence des adolescents et des jeunes, le désespoir envahissant de tous les marginalisés et les exclus.

Je crois que la COTMEC peut encore une fois, réunir un maximum d'opinions et de convictions exprimées par des personnalités et des milieux différents, pour ouvrir des chemins simples et crédibles à la réflexion et à l'action.

Seule, probablement, elle pourra inclure dans ses projets, visiblement ou tacitement, la foi des chrétiens dans les promesses de Dieu, ainsi que leur amour fraternel et respectueux pour tous les pauvres et les petits.

Ce que je lui souhaite avec toute mon estime et mon affection.

**C'est au cours d'une réunion de prêtres que sont apparus les premiers germes qui ont conduit à la création d'une commission Tiers Monde...*



Par Charles Devaud

de femmes convaincus que l'A-venir nous est ouvert. Les «Actes des apôtres» de la justice, de la paix et de l'amour continuent de s'écrire, non pas pour nourrir notre curiosité ou nous donner bonne conscience, mais pour élargir nos horizons, nous faire entendre les cris que nous n'entendons pas, débusquer les injustices dont nous prenons trop vite notre parti, comme si nous étions condamnés à la fatalité.

Se réapproprier l'histoire de la communauté humaine, ces 30 dernières années, en relisant chaque numéro de COTMEC-info ne manquerait pas de nous surprendre et de nous émerveiller. Quelle lucidité, quelle humilité, quelle leçon de réalisme. Jamais rien n'est figé. «Sacré COTMEC» qui nous fait tant bourlinguer au service des plus pauvres, des blessés, des oubliés. Ne croyez pas que j'aie un goût immodéré pour la «sacralisation». Mais j'aime cette expression populaire. Quand une maman dit en parlant de son enfant: «sacré gamin» il y a dans son cœur de la fierté, de la surprise, de l'étonnement... une interrogation: «qu'est-ce qu'il nous réserve encore?»

A l'occasion de ce 200^e numéro j'ai envie de dire à l'intention de tous ceux et celles qui nous font «bourlinguer» à longueur d'années:

«Sacré COTMEC, qu'est-ce que tu nous réserves encore?»

**Ce texte de Pedro Casaldaliga est publié
en collaboration avec
L'AGENDA LATINO-AMERICAIN 1998**

**Vous pouvez commander votre agenda à
l'adresse suivante:
Librairie Latino-américaine Nueva Utopia
Rue de la Grand-Fontaine 38
CH-1700 Fribourg
Tél. & Fax: 026 322 64 61**

Faites cadeau de cet agenda à vos amis!

Redoutable prière

Nous autres chrétiens ne cessons de demander à Dieu, dans la prière du Notre Père, «que ton règne vienne», mais avouons que nous serions bien attrapés s'il nous prenait au mot. Le retour du Christ, si nous l'attendons, c'est à la manière dont on attend le salut des acteurs à la fin d'une pièce de théâtre: trois minutes avant que ne tombe le rideau de l'histoire!

Pourtant, à chaque époque et pas seulement lorsque sévit la persécution, des théologiens ou de simples fidèles ont pris au sérieux ce retour du Christ dans l'histoire et ont retroussé leurs manches pour l'anticiper. Il est même arrivé que certains aient été millénaristes - c'est ainsi que nous désignons l'attente de ce premier retour du Christ sur la terre - jusqu'à ce qu'ils soient investis d'une autorité politique ou religieuse. Ensuite, devant les répercussions sociales de leur message, ils ont «spiritualisé» leur propos: certes le Seigneur a promis son retour, mais c'est sur les âmes qu'il entend régner. Et on peut les comprendre: souhaiter voir la volonté de Dieu devenir la règle du jeu de notre vie en société, quel bouleversement: ou, pour prendre un mot au casier judiciaire plus chargé: quelle révolution! Pourtant qu'il s'agisse de l'épopée anabaptiste, mais aussi des Croisades, de l'aventure de Christophe Colomb, de l'exode des pèlerins vers le Nouveau Monde et, indirectement de nombre de révolutions purement séculières... c'est tout au long des siècles que l'historien repère cette impatience à inscrire socialement le retour du Christ.

Plus que toute autre, notre époque est échaudée par les fabricants de paradis: que l'on pense au 3e Reich ou à

«la société sans classe» s'imposant à Moscou ou à Phnom Penh au prix de millions de morts... Est-ce une raison pour les chrétiens d'aujourd'hui de cantonner la puissance de l'Esprit au seul salut des âmes? Certes, il peut arriver que l'on se trompe en accordant des qualités excessives à des changements politiques qui n'en méritaient pas tant. Je me souviens de cet ami m'avouant que, lors du départ des Américains du Vietnam au printemps 1974, il avait titré un article: «Le Christ est ressuscité à Saïgon!» On retrouverait probablement, sur la révolution nicaraguayenne, de pareilles envolées, ce qui aura permis aux censeurs de ricaner dans leurs bureaux feutrés. Pour ma part, sans justifier ce qui a pu être outrancier, je crois avec Françoise Verry, «qu'on ne peut reprocher à personne d'avoir été aveuglé par l'espérance». A ce propos, au moment de fêter le 200e numéro de ce bulletin, sachons gré à la Cotmec d'avoir fait preuve de discernement dans les engagements auxquels elle nous a invités; je pense que la circulation de la parole au sein de la commission y est pour beaucoup, tout comme l'habitude de garder une place à la réflexion spirituelle. Affirmer ensemble que «Christ est Seigneur» peut éviter un jour à proclamer «César est Seigneur»; que César se présente vêtu d'une chemise Mao ou qu'il porte complet et cravate.

En nous invitant à prier: «Que ton règne vienne», le Nazaréen nous rappelle que ce règne dépasse nos stratégies humaines et qu'il sera l'oeuvre de Dieu; Mais il affirme avec autant de vigueur qu'à aucun moment, Dieu ne se désintéresse des hommes et de leur histoire et qu'il s'agit, sans attendre, d'inventer les signes qui rendront cette prière crédible.

Par André Fol

La guerre la plus effroyable, c'est la faim!

Evêque de São Felix do Araguaia (Brésil) Pedro Casaldaliga est connu pour ses combats dans la ligne de la théologie de la libération et pour ses fameux recueils de poèmes et de prières engagées. Le défi majeur qu'il évoque ici est celui de la lutte contre l'injustice criante de la faim dans un monde où les riches deviennent toujours plus riches.

Par Pedro Casaldaliga

C'est un lieu commun de dire que les utopies sont tombées et que, par conséquent, les armes devraient aussi disparaître. Nous serions tout au plus en train de vivre un temps «d'utopie désarmée». La vérité? Ce que nous vivons réellement n'est ni une utopie ni un désarmement.

Notre Grande Patrie vit mal, soumise à une guerre structurelle, systématiquement soutenue sur de multiples fronts où périssent un nombre considérable de personnes. D'autre part, l'utopie est étouffée systématiquement, car nous sommes arrivés, dit-on, «à la fin de l'histoire» et il est même illusoire de rêver à d'autres chemins. L'horizon, c'est ce mur néolibéral stupéfiant et beaucoup de ceux et celles qui, un jour, ont rêvé à une utopie, qu'elle soit armée ou non, ont abandonné et les armes et le rêve.

Un jour, il y a eu la **pax romana**. Puis, ce fut, et c'est encore, la **pax americana**. C'est-à-dire la **pax neoliberalis**, à la fois assassine et anti-écologique.

Nous ne voulons pas d'armes. Nous désirons en finir avec toutes ces usines d'armements (lesquelles, bien sûr, sont situées surtout dans le premier monde et sont entre les mains perfides des dirigeants du Conseil de Sécurité de l'ONU). Nous voudrions en finir une fois pour toutes avec les armées de tous les pays. (Bienheureux les objecteurs de conscience et les insoumis parce qu'ils construisent la paix.) Ce rêve d'Isaïe est aussi notre rêve.

Nous voulons la paix. Nos peuples réclament la paix. La paix et la vie sont probablement les deux plus im-

portantes clameurs, les réclamations les plus constantes que, de façon plus ou moins consciente, brandissent les exclus et les militants qui se trouvent encore dans notre Amérique. On voit cette insistance en faveur de la paix au cours de congrès, de marches et de défilés, sur des pancartes, dans les chansons et les poèmes: «Tout pour la vie, en marche vers la vie», «Nous voulons la paix» «Arrêtez les tueries, ici nous défendons la vie»...

Mais nos peuples et nous tous, femmes et hommes, nous voulons, nous exigeons une «autre» paix. C'est «une autre paix pour la Grande Patrie» que nous voulons. Bien sûr, les grands seigneurs du moment, les prêtres du marché total, les scribes de la postmodernité déçue viennent nous offrir leur paix. «Paix, paix, paix» claironnent-ils, supposément victorieux des requêtes et des guérillas, des grèves et des revendications. «Mais ce n'est pas cela, la paix» répond le Dieu de la Paix. Et nos peuples constatent dramatiquement: «Il n'y a pas de paix».

Jérémie le prophète, compagnon des malheurs de son peuple, écrivait il y a fort longtemps et il pourrait écrire la même chose de nos jours en parlant des vainqueurs du moment: «Comment pouvez-vous dire: "Nous avons la sagesse, car la loi du Seigneur est à notre disposition." Oui, mais elle est devenue une loi fautive sous le burin menteur des scribes. Les sages sont confondus. En quoi donc peuvent-ils se dire experts? Car tous, petits et grands, sont après au gain; tous, prophètes et prêtres, ont une conduite fautive. Ils ont bien vite fait de remédier au désastre de mon peuple en disant: "Paix, paix, paix. Tout va bien! tout va bien!" Et rien ne va. Ils sont confondus parce qu'ils commettent des horreurs, mais ils ne veulent pas en rougir, ils n'ont pas conscience de leur déshonneur.» (Jérémie 8, 8ss)

**Un défi:
Une justice réelle
existentielle,
voilà la vraie paix!**

Les statistiques démontrent que sur notre continent et dans tout le tiers-monde, voire dans le monde entier, il y a de plus en plus de misère, de faim et de désolation, et de moins en moins d'espérance et de paix. De plus en plus de guerres absurdes éclatent. Même dans les pays dits démocratiques et où règne officiellement la paix, la violence s'est transformée en une guerre institutionnalisée qui étend partout ses ramifications. Tous nos peuples souffrent actuellement de la guerre. Là où ne règne pas la justice, il ne pourra jamais y avoir de paix. Une justice réelle, existentielle, quoti-

Carte blanche à une journaliste, "ancienne" de la COTMEC

Faire communiquer Nord et Sud

Par Laure Speziali

«Suisses massacrés à Louxor»: un énorme titre de journal populaire pour un événement bien sûr dramatique mais qui démontre comme l'on parle du Sud dans les grands quotidiens. Ce sont surtout les catastrophes qui attirent le regard sur les pays en développement: incendies en Indonésie, famines, inondations, prises d'otages... ainsi que les renversements de dictateurs ou les conflits où l'intérêt économique de l'Occident est prépondérant.

Une certaine évolution existe pourtant depuis une vingtaine d'années. On peut citer la création de l'agence InfoSud, et le travail des associations de solidarité: par exemple dans le cas de l'Amérique latine, elles continuent leurs activités malgré le retour de la démocratie et transmettent des informations utiles dans des bulletins souvent confidentiels. Les nouvelles associations pour un commerce plus juste permettent de faire connaître au grand public les mécanismes économiques internationaux. Des réseaux, comme la COTMEC, donnent la parole à des gens de passage et leur permettent de s'exprimer dans les grands media.

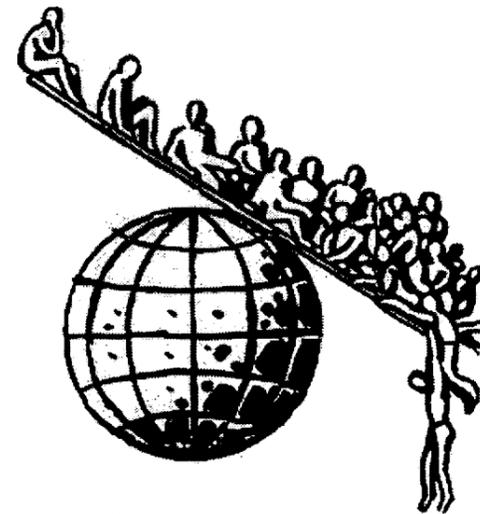
Premier défi pour l'avenir: ces nombreux réseaux et groupements doivent développer davantage de liens avec les media, et agir comme relais du Sud, car ce sont de très bonnes sources d'informations. Les agen-

ces de presse et les télévisions n'iront jamais chercher ce type de nouvelles peu rentables.

Second défi: les technologies nouvelles. Certains groupes, comme les Zapatistes au Mexique, ont déjà emprunté les autoroutes de l'information et fait connaître leur lutte au monde entier sur un «Internet». L'information provient directement de la base grâce à la mondialisation des télécommunications.

Pour ceux qui n'ont pas accès à ces techniques et qui n'ont pas l'électricité, il existe des «sentiers» de la communication: une nouvelle technologie qui s'appuie sur la tradition du radio amateur. Il faut une antenne, une radio HF, un modem spécial et un ordinateur de première génération, qui fonctionne avec une batterie de voiture ou est alimenté par un panneau solaire. Un tel système est utilisé par le HCR et le CICR mais pas par les petites ONG. Il sera mis en route pour le contrôle du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui en décembre 1998: tous les camps seront ainsi reliés quotidiennement à Genève. Et il n'y a pas de taxe à payer, alors qu'aujourd'hui le coût des téléphones, fax et télex freinent la communication Sud Nord.

L'information existe donc en grande quantité, mais finalement le défi, c'est de pouvoir la saisir au bon endroit et de la transmettre de façon claire et succincte au grand public.



ZOOM ARRIERE



A l'écoute d'un éveilleur d'humanité Défis

La pensée et l'action de Louis Joseph Lebreton ont marqué toute une génération de chrétiens engagés dans les combats pour la justice. Fondateur d'une école de pensée attachée à fonder l'économie sur les valeurs humaines, Lebreton fut aussi un homme d'action en constante recherche d'une spiritualité confrontée aux questions vitales de notre monde. Si certains aspects de sa vision du développement sont aujourd'hui dépassés, la vie et les écrits de cet éveilleur d'humanité continuent à nous questionner...

Numéro 200

5



Une charité incarnée et... réfléchie

Par Guy Musy

Le Père Lebreton - il aurait eu cent ans cette année - était breton et passionné par la mer. Apprenti, puis officier de marine à 25 ans, une brillante carrière s'ouvrait pour lui dans l'amirauté. Brusquement, en 1923, il y met un terme pour entrer dans l'Ordre de saint Dominique et s'initier à la théologie. La maladie le contraint bientôt à prendre du repos. A Saint-Malo, précisément. De longues promenades sur les quais le mettent en contact, non plus cette fois avec des capitaines et des amiraux, mais avec des marins pêcheurs, avec leurs femmes, leurs enfants. Il découvre brutalement l'immense misère du petit peuple de la mer. Ces rencontres vont marquer chez lui un nouveau tournant et déterminer une stratégie. Il se refuse à fonder des œuvres de bienfaisance pour les marins, mais veut connaître les causes de leur malheur et agir en conséquence. Une recherche et une réflexion sérieuses l'amèneront ensuite à s'engager - le mot « engagement » est un mot clef chez Lebreton - dans la confrontation syndicale et juridique. Pour lui, la compassion ne peut être qu'active et débouche nécessairement sur l'économie et le politique.

La reconstruction de son pays après la guerre lui offre un nouveau champ d'intervention. Ce sera « Economie et Humanisme ». Puis, à partir de 1947, sa miséricorde intelligente et dynamique s'étend aux pays des « Tiers-Monde ». Pour lui donner forme, Lebreton crée en 1958 l'IRFED (Institut de Recherche et de Formation en vue du Développement Harmonisé) et participe lui-même à l'élaboration de plans de développement au Sénégal, au Liban, au Bénin, au Viêt-nam et même au Rwanda. Le couronnement de son œuvre - si on ose dire - sera certainement l'encyclique « Populorum Progressio » (1967), dont il rédige la première esquisse, fruit de ses longs entretiens avec le pape Paul VI.

La trajectoire de Lebreton est significative. Un engagement solidaire ne peut naître que d'une confrontation et d'un partage avec la misère que l'on veut guérir. L'étape de Saint-Malo fut décisive pour Lebreton, comme le fut pour saint Dominique sa compassion pour les affamés de Palencia. A partir de cette expérience fondamentale peut se construire une œuvre sociale et politique qui portera la marque du vrai et le sceau de la continuité. Par ailleurs, la vie de Lebreton nous apprend que toute action humanitaire d'envergure prend racine dans le voisinage immédiat. On ne peut isoler la COTMEC du CARE (lieu d'accueil, à Genève). On comprend mieux la détresse du Somalien après avoir participé à une distribution de soupe populaire à Plainpalais !

N'est-ce pas là le message de Noël ? Un enfant juif fait chez lui l'expérience du rejet et de la pauvreté. Mais son message et son programme est pour le monde entier.

« Il ne s'agit pas d'accabler les hommes de sentences, de clichés tout faits, de vieilles histoires. Il ne s'agit pas de les forcer à adhérer ; il ne s'agit que de les aider à voir ; mais ils veulent voir eux-mêmes dans la clarté... Il s'agit de pénétrer le monde de lumière... Il s'agit d'un chant universel de reconnaissance, d'un immense chant de louange, d'un immense chant de libération... »

L.J. Lebreton, *Action, marche vers Dieu*, Editions Ouvrières/Editions de l'Atelier, 1949

**Un défi :
la recherche
d'une spiritualité
confrontée aux
questions vitales
de notre temps**

« Par ceux qui sont brûlés par l'amour, voici que la terre devenue plus humaine acquiert une splendeur nouvelle, l'incomparable splendeur de vie, divinisée en concordance... faisant à Dieu l'offrande d'une plus belle terre par une plus belle humanité. »

L.J. Lebreton, *Dimensions de la Charité*, Editions Ouvrières/Editions de l'Atelier, 1958

Le combat pour la justice, c'est « le saut répété vers l'inconnu, la marche à l'étoile ; c'est l'espoir qui n'est gagé que par la foi, l'entreprise que l'on recommence à chaque étape, avec des moyens de fortune, parce que le Christ a dit qu'il fallait avancer et qu'avec lui on peut transporter les montagnes. Comment peut-on, avec une pareille connaissance de sa faiblesse ouvrir toujours de nouveaux chantiers, engager toujours plus d'hommes dans son aventure, s'habituer à ne jamais vivre que dans l'irréalisable, dans l'impossible ? C'est qu'il y a dans l'âme, au plus profond, une petite flamme qui souvent paraît vacillante, mais qui jamais ne s'éteint, un souffle léger qui jamais ne s'interrompt, une pression divine vers ce qui est impossible aux hommes parce que ce qui est impossible aux hommes demeure possible à Dieu. »

L.J. Lebreton, *Action, marche vers Dieu*, Editions Ouvrières/Editions de l'Atelier, 1949

Quelle éthique pour un monde digne de l'humain?

Paul Houée résume les fondements de la pensée de Lebret pour une éthique au service de la promotion humaine:

- Une éthique personnelle pour orienter les choix de chacun vers une vie plus humaine, pour élargir les horizons... par une mutation des mentalités dans les pays à développer, par la restriction des biens de confort et de facilité dans les pays développés.

- Une éthique de groupes responsables et solidaires, capables, par la formation et l'animation, de garder le meilleur des valeurs anciennes et de les ouvrir aux innovations et aux perspectives de solidarité élargies. Des groupes capables, dans les pays développés, d'imposer aux puissances financières des règles pour subordonner l'intérêt privé aux exigences du développement harmonisé.

- Une éthique de pouvoir qui dépasse les mesures démagogiques et les querelles partisans, qui se préoccupe de mettre en place un gouvernement et une administration capables de conduire la mise en valeur des ressources et la participation des populations, en vue du bien commun national, en concertation avec les pays voisins.

- Une éthique internationale qui incite les pays développés à passer de la domination et du clientélisme à une utilisation solidaire et raisonnée des ressources mondiales, en décidant certaines reconversions d'activités et d'échanges, en inventant des pratiques nouvelles de coopération économique et culturelle.

« Plus que de planificateurs et de techniciens, le développement a besoin de penseurs et de sages qui ouvrent la voie à une éthique devenant une discipline fondamentale ».

Paul Houée, L.J. Lebret, un éveilleur d'humanité
Les Editions de l'Atelier / Mémoire d'hommes, mémoire de foi, 1997.

Les bases de la méthode pour une économie au service des personnes

Attaché à mettre au point une méthode d'analyse du maldéveloppement, Lebret met en évidence l'attitude spirituelle qui devrait présider à toute démarche de recherche qui se veut fondée sur les droits humains.

Une telle attitude implique:

- Le respect constant, effectif, de toutes les personnes.
« en qui il y a toujours une réalité sacrée qui demande à vivre. »

- Le dépassement personnel et quotidien, afin de « mettre au jour la moindre parcelle de divin qui est en nous. »

- Le culte efficace du bien commun réel, tourné vers le bien suprême qui est la vie en Dieu.

- La prise en charge d'un secteur de misère par un engagement personnel.

Paul Houée,



Une stratégie de combat pour la justice

« *Combattre pour la justice, cela entraîne très loin, cela oblige à se rectifier soi-même, à repousser toute compromission douteuse, à multiplier les démarches, à engager des procès, à remuer l'opinion, à secouer, à inspirer les législateurs, à troubler la tranquillité des fonctionnaires, à multiplier les réunions, à étudier l'économie, les codes et l'histoire, à fonder des journaux, à écrire des livres, à grouper des travailleurs, à fonder des mouvements, à pénétrer dans les partis, à parcourir le monde, à intervenir près des Etats et dans les conférences internationales, à se trouver présent partout où une personne humaine est menacée, une minorité écrasée, une nation opprimée, pour imposer le respect de ses droits, l'aider à se libérer et à grandir... Le militant chrétien, son Evangile l'y contraint, a plus que quiconque la passion de la justice parce qu'il sait que tout homme a été créé à l'image de Dieu, parce qu'il reconnaît en tous, mais surtout dans les plus malheureux, la présence de son Sauveur.* »

L.J. Lebret, *Dans le combat du Monde*, Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, 1962

Le «péché» est démolition de l'homme

« *Le péché est essentiellement refus de Dieu, mépris de son amour, offense à Sa personne. Mais il est en même temps une option plus ou moins consciente pour ce qui est à l'encontre de la montée humaine, la sienne propre et celle des autres, de quelque manière. Le péché est toujours rejet du bien de l'homme et refus du plan de Dieu. Le péché est la démolition de l'homme, la mutilation, le recul de l'humanité.* »

L.J. Lebret, *Civilisation*, Editions Ouvrières/Editions de l'Atelier, 1953

Extraits de textes choisis par D. Froidevaux à partir de l'excellent ouvrage de Paul Houée:

L.J. Lebret, un éveilleur d'humanité
Les Editions de l'Atelier / Mémoire d'hommes, mémoire de foi, Paris 1997.

A lire également:

L.J. Lebret, *Ecrits spirituels*, Foi Vivante, Paris 1996

La revue FOI & DÉVELOPPEMENT continue à ouvrir des lucarnes pour une réflexion inspirée par la même éthique que celle qui a guidé le père Lebret. On peut l'obtenir à l'adresse suivante:
CENTRE LEBRET, 43ter, rue de la Glacière, F-75013 Paris

Tél.: 00331 47 07 10 07 - Fax: 00331 47 07 68 86

L'universalisme oecuménique et la globalisation néo-matérialiste

Par André Biéler

Le pasteur André Biéler, professeur d'éthique et d'économie, a joué un rôle déterminant dans la création d'une Commission Tiers Monde protestante à Genève (COTMEP). Il fut aussi l'un des moteurs de la création de la Déclaration de Berne. Il a collaboré étroitement avec notre Commission à ses débuts et nous avons toujours gardé un contact très chaleureux avec lui. C'est tout naturellement que nous avons pensé à lui pour évoquer les défis d'une «Politique de l'espérance»¹ à l'ère de la mondialisation.

La solidarité chrétienne développée pendant les années de guerre a donné un élan à la volonté de reconstruire une société mondiale équitable, une fois la paix rétablie. Puis la décolonisation qui suivit fit découvrir la misère dans laquelle vivaient les populations des pays lointains. Un nouvel élan de charité bien comprise gagna l'Occident qui multiplia les initiatives pour le développement du Tiers Monde; notamment parmi les chrétiens. Des liens oecuméniques nouveaux se tissèrent, entre les Commissions Tiers Monde des Eglises genevoises en particulier et entre les organismes nationaux d'entraide. La Déclaration de Berne se lançait dans la même direction avec un profil qui se voulait politique et areligieux afin de toucher tous les publics.

Durant la guerre froide, le capitalisme occidental acceptait des conventions sociales avec le monde ouvrier, garantissant une relative paix du travail. Car il craignait la contagion du communisme. Mais avec l'effondrement progressif de cette menace, il releva ses exigences et s'efforça de détruire ou d'affaiblir, dans le monde entier, les acquis sociaux. Et profitant de l'inexistence d'un Etat mondial capable d'imposer à tous de nouvelles normes de solidarité, il mis en place les conditions de la mondialisation actuelle, anarchique et sauvage, accélérée par le développement fulgurant des techniques modernes de communication, notamment. Ainsi l'effort social des personnes soucieuses de davantage de justice au Nord comme au Sud se trouve fortement entravé. C'est donc sur le système mondial tout entier qu'il faut désormais agir pour reconstruire de nouvelles formes de solidarité entre pays riches et pays en développement.

La mondialisation n'est pas mauvaise en soi. Au contraire. L'horizon des chrétiens est universel, oecuménique. Mais l'idéologie néo-libérale qui la domine est trop étroite. Elle ne compte que sur la liberté et la responsabilité individuelle - pourtant si précieuses - pour obtenir un développement global et durable. Or, c'est un leurre. Ces deux qualités sont insuffisantes. Et souvent complices des pires égoïsmes, parfois meurtriers. L'Evangile nous avertit et l'histoire nous confirme que, partout où ces égoïsmes ne sont pas corrigés par un droit social clairvoyant et un Etat capable de le faire respecter, surgissent des féodalités de forts et de riches qui exploitent et oppriment les faibles et les pauvres.

De plus, la globalisation actuelle, contrairement à ce que prétend l'idéologie qui la sous-tend, repose en partie sur l'irresponsabilité et le collectivisme!! En effet, elle rejette sur l'Etat les énormes coûts externes de la production comprenant, entre autres, les frais gigantesques (des centaines de milliards) qui découlent de l'abus des forces naturelles, la pollution des grandes agglomération et de l'atmosphère, avec toutes les maladies qui en découlent, avec toutes leurs séquelles sociales. Sans parler des coûts pour la purification des eaux et l'assainissement ou la réhabilitation de tout ce

qui est dégradé par ces pollutions... Or les causes de tous ces coûts externes pourraient parfaitement être identifiées et ces frais pourraient être personnalisés.

Ce collectivisme inavoué et cette irresponsabilité ont de plus le triste mérite de répandre le mythe de la *croissance continue*. On laisse croire que les habitants de la planète pourraient survivre si les pays en voie de développement atteignent notre degré d'industrialisation, alors que l'on sait que ce sont les pays riches qui produisent la plus grande masse des nuisances actuelles, déjà dangereusement insupportables.

Et que dire de l'anonymat irresponsable des pouvoirs financiers? La spéculation boursière, à laquelle chacun participe plus ou moins directement - petits épargnants, assurés, retraités sont ici embarqués dans même mouvement que les «grands brasseurs d'argent» - et qui crée, en une nuit des désastres collectifs, des faillites, du chômage...

Un défi: inventer de nouvelles formes de démocratie économique

Comme le dit si bien la COTMEC², c'est le moment d'*«entrer en résistance»*. Il faut se battre pour rétablir des liens de solidarité nouveaux sur le plan local, régional, mondial, notamment en réajustant les acquis sociaux aux nouvelles circonstances, à tous ces niveaux, et en créant de nouvelles relations entre le travail et le capital, assurant la concertation et la négociation. Il faut que le XXIe siècle soit celui de la création de nouvelles formes de démocratie économique, comme les siècles précédents on créé, non sans combats, la démocratie politique, d'ailleurs encore inconnue en certaine régions.

1. André Biéler est notamment l'auteur de «Une politique de l'espérance, de la foi aux combats pour un monde nouveau», Le Centurion/Labor et Fides, 1970. Un livre, préfacé par Dom Helder Camara, qui reste d'une brûlante actualité.

2. Dans le livre «Guerre économique, l'heure de la résistance», Ed. St-Augustin / COTMEC, St-Maurice 1997.

